



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 28  
Juin - Juni - Giugno  
**2010**

Tirage/Auflage/Tiratura:  
**20'000**

# **ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione**

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

Case postale 148  
1226 Thônex / GE  
**T 022 349 73 37 F 022 349 19 54**  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag  
Cotisation Membre  
Quota socio CHF 15.-  
**CCP 12-2745-6**

**Il y a de meilleures méthodes que l'expérimentation animale !**

**La recherche moderne  
utilise des méthodes  
substitutives**

Contenu en Français, p. 2 - 13

**Es gibt bessere  
Forschungsmethoden als  
Tierversuche!**

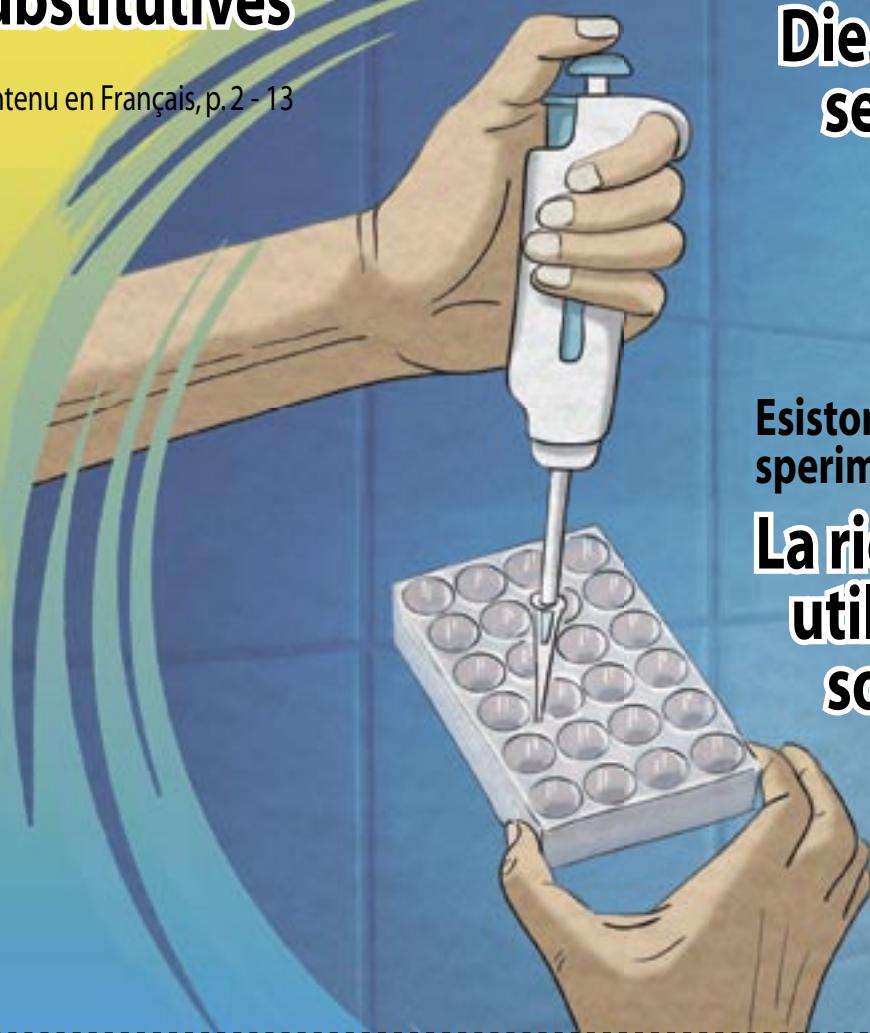
**Die moderne Forschung  
setzt tierversuchsfreie  
Methoden ein!**

Inhalt Deutsch S. 14 - 25

**Esistono metodi migliori della  
sperimentazione animale !**

**La ricerca moderna  
utilizza metodi  
sostitutivi**

Contenuto in italiano, p. 26 - 37



## Edito

Chers Membres, Chers amies et Chers amis de la Ligue,

Vous trouverez dans ce journal des informations sur quelques unes de nos actions en cours, notamment l'annonce inattendue de la condamnation du Dr Bize en raison des souffrances inutiles qu'il a provoquées aux animaux durant ses expériences. Après la confirmation par le Tribunal fédéral, en octobre 2009, de l'interdiction de deux expériences sur des singes à Zürich (voir notre journal n°26 de décembre 2009), c'est donc au tour d'un chercheur vaudois de se faire condamner. Jusqu'à présent, les milieux scientifiques voyaient d'un bon œil notre «législation la plus stricte du monde». Peu appliquée, elle leur était néanmoins utile pour assurer publiquement que leurs expériences étaient strictement contrôlées et approuvées après une minutieuse pesée des intérêts, au regard des souffrances infligées aux animaux.

La décision du Tribunal fédéral semble sonner le glas à cette douce quiétude. L'idée que la loi puisse être appliquée autrement que pour soutenir leurs intérêts suscite sueurs froides et colère parmi les scientifiques, tel le généticien Denis Duboule qui nous a sorti sa énième menace de « fuites de cerveaux » : *«Je sens une dérive lente, sournoise, qui fait que l'on considère les animaux comme plus importants que les hommes»* déclarait-il en octobre dernier. *«Je n'ai pas de problème avec cette évolution, pour autant qu'elle reflète l'opinion majoritaire. Si c'est vraiment le cas, alors nous irons travailler ailleurs.»*

Professeur employé par l'Université de Genève et l'EPFL vaudoise, desquelles il tire son généreux salaire et plan de retraite, nous lui souhaitons bon vent. Qu'il aille travailler ailleurs ne peut que nous réjouir. L'argent ainsi économisé pourra ainsi être investi dans des projets de recherche éthiques, novateurs et utiles à la médecine humaine.

**Il y a de meilleures méthodes que l'expérimentation animale ! La recherche moderne utilise des méthodes substitutives**» est le message que nous voulons faire passer au plus grand nombre à l'occasion de notre prochaine campagne d'affichage. Car sans une prise de conscience de la population, l'argent consacré à la recherche dans nos universités continuera à être monopolisé par les partisans de l'expérimentation animale.

La délégation neuchâteloise de la Ligue a également lancé une pétition contre la consommation des cuisses de grenouilles. Cette action fait suite à la diffusion d'un reportage dans lequel on pouvait découvrir les conditions de transport et d'abattage de ces animaux au Locle (NE), à la « Pisciculture des Enfers »- qui porte bien son nom. Sur les 150 tonnes consommées chaque année en Suisse, un demi million de grenouilles sont importées vivantes pour y être abattues. La pétition sera publiée dans notre prochain journal, mais vous pouvez déjà la télécharger depuis les news du mois de mai de notre site internet

Nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

### ► Résultats du concours d'affiche

## « Pour le remplacement des expérimentations de nouvelles méthodes substitutives »



Le premier prix a été attribué à Nadine Colin (agence Illustrat) de Zürich. Les deux affiches seront utilisées pour notre prochaine campagne d'affichage publicitaire.

Lancé en décembre 2009, la Ligue aura reçu 80 projets à l'issue du délai de réception fixé au 15 mars 2010. Provenant de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Italie, conçus par des agences professionnelles, des graphistes, des amateurs ou des animalistes convaincus, nous avons eu le plaisir de découvrir beaucoup de projets très intéressants et graphiquement très réussis.

Reunis le 20 mars 2010, le jury, composé d'une dizaine de personnes de la LSCV et des milieux graphiques, n'a pas eu la tâche facile pour choisir l'affiche lauréate. Chaque juré a dû choisir cinq projets parmi les 80 exposés de façon anonyme. Une première sélection a réuni les cinq projets récoltant le plus de points. Après plusieurs tours de table, les projets de Nadine Colin et Julia Bruderer sont restés en liste, sans pouvoir être départagés. Le premier pour son impact visuel, le second pour sa qualité graphique.

L'affiche primée étant utilisée pour une campagne d'affichage devant interroger et susciter une réflexion chez un plus grand nombre de personnes, la LSCV a tranché en attribuant le premier prix à Nadine Colin. Une deuxième affiche lui a ensuite été commandée, afin de soutenir le message de la première.

### IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconneuse d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

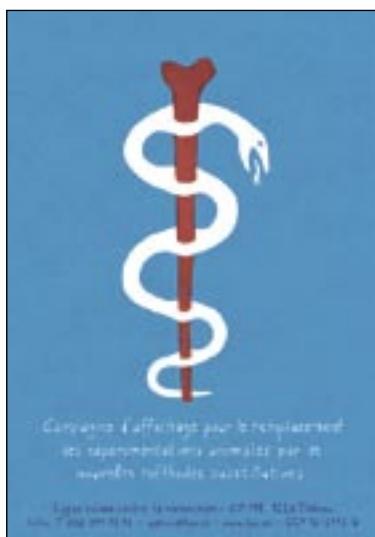
**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV. **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2. **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE T0223497337 F022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch. **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6

**Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.** **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

## actions animales par

La Ligue remercie sincèrement tous les participants pour la qualité de leurs projets et le temps qu'ils ont consacré à leur réalisation.

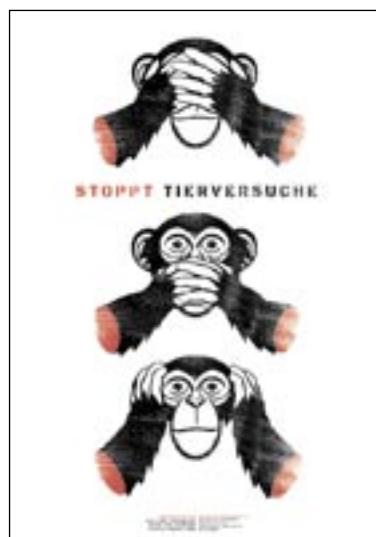
Nous tenons également à remercier tout particulièrement les candidats qui nous ont fait parvenir leurs projets imprimés sous forme de thématiques ou déclinés aux formats F4 et F12, induisant des coûts d'impression supplémentaires.



2<sup>ème</sup> Prix  
Julia Bruderer - Zürich (CH)



3<sup>ème</sup> Prix, affiche francophone  
Pierrick Gugic - Angers (F)



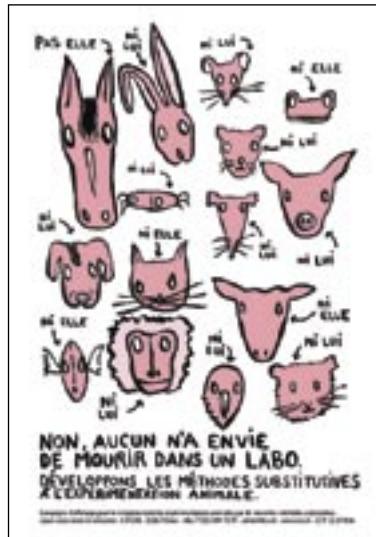
3<sup>ème</sup> Prix, affiche alémanique  
Tom Hänni - Bern (CH)



Prix spécial LSCV  
Konrad Mollet - Solothurn (CH)



Prix spécial LSCV  
Simon Keller - Zürich (CH)



Prix spécial LSCV  
Fanny Vaucher - Vaud (CH)



Prix spécial LSCV  
Nicolas Perrin - Fribourg (CH)

Le Comité de la Ligue remercie les membres du jury pour leur participation et pour le choix des lauréats. Nous pensons que l'association de ces deux affiches -une première qui choque et interpelle, la deuxième qui apporte une solution à cette situation- aura un bon impact auprès du public. Car à la souffrance des animaux exposée dans la première affiche, il n'est pas demandé de mettre fin à la recherche médicale, mais de la conduire différemment, de façon plus éthique, mais surtout plus fiable et scientifique pour la santé publique.

Vu le nombre reçu de projets de grande qualité, le Comité de la Ligue a également décidé d'attribuer un prix spécial de Fr 500.- à quatre projets parmi ceux retenus par le jury à l'issue de la première sélection.

**Une sélection des projets reçus est publiée en pages 38, 39 et 40 du journal.**



Réunion du jury à Genève le 20 mars 2010

La totalité des projets se trouve également sur notre site internet à l'adresse [www.lscv.ch/pages/news/2010/affiches\\_fr.html](http://www.lscv.ch/pages/news/2010/affiches_fr.html)

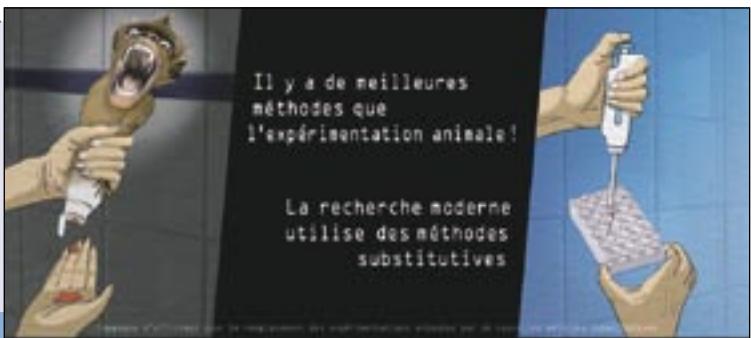
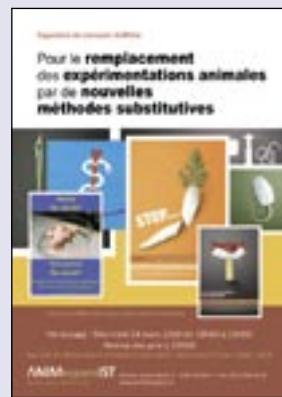


► Résultats du concours d'affiche

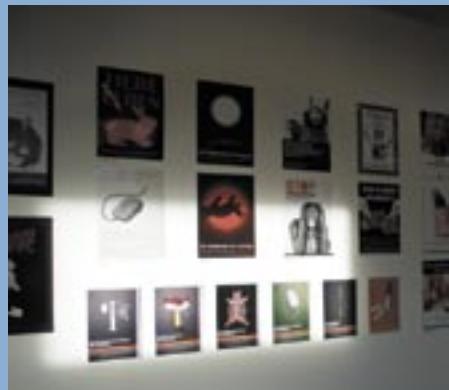
## « Pour le remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives »

**Le vernissage de l'exposition des affiches francophones** a eu lieu à la Galerie ANIMIST espace de Genève, le mercredi 24 mars 2010.

**Le vernissage de l'exposition des affiches alémaniques** a eu lieu au Kunstraum Walcheturm de Zürich, le mercredi 31 mars 2010.



F12



1<sup>er</sup> prix  
Nadine Colin - Zürich



2<sup>ème</sup> Prix  
Julia Bruderer - Zürich



## Allocution du Dr Daniel Favre

à l'occasion de la remise des prix lors du vernissage du concours d'affiche le 31 mars 2010 à Zürich



Mesdames, Messieurs,  
Chers visiteurs,

Au nom de la Ligue suisse contre la vivisection, organisatrice du concours, je voudrais vous souhaiter la bienvenue et vous remercier pour votre présence.

Avant de procéder à la remise des prix, je souhaiterais rappeler dans quel contexte ce concours a été lancé. En 1995, suite au rejet par la population de deux votations demandant la fin de l'expérimentation animale, la Ligue suisse contre la vivisection, par modification de ses statuts, s'est engagée à soutenir le développement de méthodes substitutives, en vue de permettre, à terme, la suppression de l'utilisation des animaux pour la recherche médicale.

15 ans plus tard, malgré d'énormes progrès réalisés dans ce domaine, on reste frappé par le manque de soutien accordé aux méthodes substitutives. En tant que scientifique ayant toujours travaillé avec des modèles *in vitro*, je peux attester que mener des recherches sans animaux relève du parcours du combattant. Non seulement parce que les chercheurs qui refusent l'utilisation d'animaux sont toujours mal perçus par les milieux académiques, mais surtout parce qu'il n'existe quasiment pas de source de financement dédiées aux méthodes substitutives.

Le seul organe public consacré à ce domaine en Suisse, est la Fondation recherche 3R. Mais depuis sa création en 1987, son budget annuel n'a jamais dépassé le million de francs. Ce qui explique qu'en vingt ans d'existence, elle n'a soutenu qu'une centaine de projets. L'aide apportée par la Fondation 3R aux méthodes substitutives est également insignifiante, si on la compare ne serait-ce qu'aux 280 millions de francs alloués

chaque année par la division 3 «Biologie et médecine» du fonds national suisse de la recherche scientifique, dont une grande partie finance les expériences sur les animaux réalisées dans les universités. Les 5 ou 6 projets annuels soutenus par la fondation recherche 3R font aussi pâle figure, en comparaison des 800 à 900 nouvelles expérimentations animales autorisées chaque année en Suisse.

Pour une grande partie du public, si l'utilisation d'animaux est nécessaire pour la recherche médicale, c'est parce qu'il n'existe pas d'autres moyens pour étudier des maladies.

En réalité, si des moyens suffisants étaient attribués aux méthodes substitutives, il serait rapidement possible de remplacer de nombreuses expériences qui utilisent en ce moment des animaux comme des rongeurs, des chiens ou des singes.

Pour ces raisons, la Ligue suisse contre la vivisection lance une campagne d'information sur les méthodes substitutives, notamment par le biais d'une campagne d'affichage sur la voie publique. En vue de cette campagne, elle a décidé de mettre au concours la conception de ses affiches francophones et alémaniques dont les 1200 supports F4 (89,5x128 cm) et F12 (268,5x128 cm) seront affichés dans les cantons de Zurich, Bâle, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, St Gall, Valais, Neuchâtel et Argovie, du 19 mai au 2 juin 2010.

80 projets ont été reçus, provenant de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Italie. Les projets ont été réalisés par des étudiants en graphisme, des professionnels ou des animalistes convaincus. Nous remercions sincèrement tous les participants, pour le

temps et l'énergie consacrés à la conception de leurs projets. Beaucoup sont de grande qualité, et le choix des dix membres du jury qui se sont réunis le 20 mars n'a pas été facile. Trois affiches ont néanmoins été retenues à l'issue de plusieurs délibérations.

Avant de procéder à l'énoncé des trois premiers prix, je souhaiterais mentionner le prix spécial attribué à quatre affiches par le Comité de la Ligue, et récompensées par un montant de Fr 500.-- chacun.

Ils ont été décernés à Fanny Vaucher de Lausanne, à Konrad Mollet de Soleure, à Nicolas Perrin de l'agence 28g à Fribourg et à Simon Keller de l'agence KGB Schweiz de Zurich.

Le troisième prix pour l'affiche alémanique a été attribué à Tom Hänni de Berne, pour la qualité visuelle de son travail.

Le choix du deuxième et premier prix a été assez ardu et nécessité plusieurs tours de table. Le deuxième prix a finalement été attribué à Julia Bruderer de Zurich, pour la composition et la qualité graphique de son affiche.

Le premier prix a été attribué à Nadine Colin de Zurich. C'est en premier lieu l'impact visuel attendu pour un affichage de rue qui a motivé le choix du jury. Le sujet rappelle que toute production de médicaments est basée sur la souffrance d'un animal, alors que des méthodes substitutives permettraient de s'en passer.

Nous espérons que cette campagne d'affichage interpellera le public et contribuera à l'informer sur les possibilités de développer une meilleure recherche, sans animaux, et réellement au service de la santé publique.

► Suite de notre pétition .....

## « Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg »

Pour rappel, une délégation de la LSCV, ATRA et AGSTG, avait déposé le 16 septembre 2009 au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois, les 19'116 signatures de la pétition «Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg». Un courrier explicatif était adressé aux membres de la Commission des pétitions du Grand Conseil. Nous demandions l'arrêt des expériences sur les animaux effectuées par l'Université, et motivions l'intérêt d'y développer à la place, un pôle de recherche dévolu aux méthodes substitutives.

Le 4 décembre 2009, cette Commission, qui normalement doit décider de la suite à donner à une pétition dans un délai de cinq mois, nous écrivait que «compte tenu de la complexité du sujet, cet examen pourrait toutefois demander un peu plus de temps. Les membres de la Commission vont utiliser cet intervalle pour affiner leur étude du cas soumis».

Notre pétition a finalement été traitée par la Commission lors de sa séance du 3 février 2010. De son compte-rendu, on peut lire que «les signataires demandent au Grand Conseil de faire en sorte que l'Université de Fribourg abandonne définitivement la recherche médicale sur les singes, mais également sur tous les animaux». La Commission «estime disproportionnée la demande d'interdire totalement l'expérience animale et propose au Grand Conseil, à l'unanimité, de ne pas donner suite à la pétition, telle qu'elle est rédigée».

Par contre, «la Commission estime néanmoins que les pétitionnaires soulèvent un problème éthique pertinent, mais que la commission ne dispose pas de suffisamment d'informations pour déterminer si ou non d'éventuelles mesures se justifient». Les membres de la commission souhaitent déposer, à l'occasion de la session

parlementaire de mars 2010, un postulat à l'attention du Conseil d'Etat. Ils demandent:

- Une présentation précise de la position du Conseil d'Etat sur l'expérimentation animale.
- Une analyse éthique de l'utilisation de grands singes dans l'expérimentation animale.
- L'étude de la mise sur pied d'un centre de compétence national pour l'expérimentation animale.

Le postulat se fonde sur le développement suivant (extraits):

«En date du 16 septembre 2009 nous avons reçu une pétition demandant aux autorités cantonales de ne plus autoriser l'Université de Fribourg à pratiquer ni à participer financièrement à des expériences sur les singes. D'une manière plus générale, il est également demandé un encouragement au développement de méthodes plus éthiques pour la recherche médicale. La pétition a été examinée en date du 12 octobre 2009. Nous avons ensuite demandé au Conseil d'Etat de se prononcer sur les

questions suivantes :

- Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il par rapport aux reproches formulés et aux mesures revendiquées ?
- Quelle est la part d'expériences qui relève de recherches fondamentales propres à l'Université de fribourg et quelle est celle qui correspond à



«Alors que les expériences sont en gradation deux, 5 singes sur 12 ou 13 utilisés ont été euthanasiés; le vétérinaire conseil présenté comme garant du suivi sanitaire ne voit les singes qu'une fois tous les deux ans, au maximum»

la vérification/répétition d'expériences déjà réalisées ailleurs ?

- Selon les pétitionnaires, il arrive que des personnes, siégeant dans les organes appelés à se prononcer sur l'admissibilité d'expériences animales, soient elles-mêmes parties prenantes dans certaines expériences. Dans ce cas là, ces personnes se récusent-elles ? Cette récusation est-elle documentée dans les procès-verbaux ?
- En quoi les récentes décisions du Tribunal fédéral concernant l'admissibilité d'expériences sur les singes devraient-elles inciter les autorités cantonales concernées à modifier leur pratique ?

- Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il face à l'apparente contradiction entre les valeurs humanistes défendues par l'Université de Fribourg et la poursuite d'expérimentations animales sur des singes au sein de cette même Université ?

Les réponses à ces différentes questions ont été étudiées à leur tour lors d'une séance de Commission le 3 février 2010. Il est notamment ressorti que :

- les statistiques cantonales et fédérales dans l'utilisation des animaux divergeaient ;
- alors que les expériences sont en gradation 2 (moyennement contraignante) 5 singes sur 12 ou 13 utilisés ont été euthanasiés ;
- le vétérinaire conseil présenté comme garant du suivi sanitaire ne voit les singes qu'une fois tous les deux ans, au maximum ;
- la commission de surveillance des expérimentations animales est incomplète.

Il s'est alors insinué un doute dans l'esprit des membres de la Commission, qui ont trouvé à l'unanimité que le sujet méritait un débat public plus large que le travail unique en commission.

Nous avons donc proposé au Grand Conseil de refuser la pétition, puisque prématurée au vu des connaissances actuelles, et d'attendre la réponse à ce postulat avant d'informer les pétitionnaires de la suite donnée. Le Grand Conseil a suivi notre proposition par 79 voix contre 4 et 2 abstentions, lors de sa séance du 17 mars 2010 ».

### Commentaires de la LSCV

Le lancement d'une pétition peut viser différents objectifs. Par exemple, faire aboutir des revendications. Dans d'autres cas, quand la situation semble courue d'avance, une pétition peut viser l'objectif plus modeste de provoquer

un embryon de réflexion, utile pour préparer le terrain à d'autres actions similaires. Dans le cas de notre pétition déposée à l'attention des autorités fribourgeoises, c'est bien ce but qui était visé. Dans ce canton à forte proportion agricole, la mauvaise tenue de nombreux élevages d'animaux de rente est régulièrement rapportée par la presse. La protection des animaux n'est pas vraiment une priorité, et les associations qui s'engagent dans ce sens courent après les fonds pour tenter de mener à bien leurs actions. Alors dans un domaine aussi pointu que l'expérimentation animale, présente dans la plupart des esprits comme étant essentielle pour permettre un progrès médical, le classement de notre pétition n'a rien d'étonnant.

Par contre, nous avons été positivement surpris par le travail de fonds effectué par la commission des pétitions, notamment la pertinence de leurs interrogations. Que les membres de cette commission soient remerciés pour leur travail et les «embryons de réflexion» qu'ils ont dû faire germer à leur

tour, au sein du gouvernement et des députés du Grand Conseil. Leur travail a également permis de démontrer le peu de contrôle et de suivi des expériences par les autorités, et que ces pratiques ne correspondent pas aux descriptions volontairement enchanteresses rapportées par les scientifiques.

Le postulat en lui-même n'est pas très intéressant et les réponses du Conseil d'Etat connues d'avance. Par contre, les réponses du Conseil d'Etat obtenues aux questions du 12 octobre 2009 nous intéressent davantage. Celles-ci ne nous ayant pas été communiquées, nous allons en demander une copie et en ferons un compte-rendu dans notre prochain journal.

Ces questions reprenaient une partie de notre argumentaire (1) transmis le 16 septembre 2009, en soutien à notre pétition. Par exemple, le peu de pertinence des expériences faites par cette université au regard d'autres institutions, qui font la même chose mais avec plus de moyens. Nous demandions « *L'Université de Fribourg compte-t-elle ainsi rivaliser avec le pôle zurichois ou celui de l'arc lémanique ? Clairement, que gagne-t-elle à maintenir des recherches sur les animaux, si ce n'est la satisfaction des actuels responsables scientifiques, qui vivent de cette pratique ?* ». Une réponse assez cinglante est venue du Conseil fédéral le 16 avril 2010, à l'occasion de sa conférence de presse annonçant le lancement des huit nouveaux Pôles de recherche nationaux (PRN), résultat de la mise au concours ouverte par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) en 2008.

Tous ces pôles sont établis dans les universités et EPF de Berne, Genève, Lausanne et Zurich, dont le financement annuel atteindra une trentaine de millions de francs jusqu'en 2013.

L'Université de Fribourg y a été gentiment moquée par les médias, jugée pas à la hauteur des critères fixés, mais « en progrès » par rapport aux soumissions précédentes et avec l'encouragement que la prochaine fois « sera peut-être la bonne »...

Plutôt que de courir derrière les autres institutions, nous écrivions que « *S'il est un domaine dans lequel l'Université de Fribourg pourrait se démarquer et devenir rapidement un pôle d'excellence, c'est en développant celui consacré aux méthodes substitutives. De nombreux scientifiques seraient prêts à s'engager dans cette voie, si une institution était prête à leur proposer un cadre de recherche dynamique. Un engagement dans ce domaine serait également conforme à la longue tradition humaniste de l'université et pourrait contribuer à la qualité des enseignements dispensés par son département de médecine*

 ».

Puisse la gifle cinglante infligée par le FNS faire réfléchir les députés fribourgeois à la pertinence de nos revendications...

Le comité de rédaction

#### ► Suite de notre dossier

### « Vivisection autorisée en Suisse sur 100 oiseaux d'une espèce inscrite sur liste rouge »



## Le Dr Bize condamné !

**Cette fois l'affaire est bouclée. Et quelle satisfaction ! Après avoir traîné durant plus de deux ans, tenté d'enterrer le dossier, le Parquet de Soleure a finalement mené notre plainte à son terme.**

Le Tribunal correctionnel de Soleure-Lebern a déclaré le Dr Bize coupable d'agissements contre la loi sur la protection des animaux et l'a condamné à une amende de Fr. 1'000.-. Le Parquet a estimé que les preuves contre le Dr Bize ne faisaient aucun doute et qu'il a agi sans respecter l'autorisation qui lui avait été accordée, ce qui a provoqué des douleurs inutiles aux animaux.

Le représentant de l'Office vétérinaire cantonal de Soleure a été libéré de toute accusation car il a agi après s'être assuré auprès de sa hiérarchie et de l'autorité fédérale que sa procédure d'autorisation était correcte, alors qu'elle était illégale.

L'OVF qui avait suspendu son enquête disciplinaire durant la procédure pé-

nale devrait la poursuivre, la responsabilité de l'une de ses collaboratrices ayant été confirmée par le Tribunal.

Le Dr Bize ayant renoncé à faire recours, le dossier sur ces expériences est clos. Mais pas notre action contre lui. Malgré la procédure en cours, le Fonds national suisse pour la recherche scientifique (FNS) n'a pas hésité en novembre 2009 à refinancer les expériences de ce chercheur sur les mêmes oiseaux, pour un montant de 375'000.--!

Nous allons interroger les FNS sur la procédure d'octroi de ces subides, celle-ci étant contraire aux règles et directives qu'il prétend avoir mis en place.

La suite de ce dossier dans notre prochain journal.

L'intégralité de ce dossier peut être consulté sur notre site Internet à la page : [http://www.lscv.ch/pages/experimentation\\_animale/bize/communiqué.html](http://www.lscv.ch/pages/experimentation_animale/bize/communiqué.html)

## Rappel des faits

**Deux jeunes martinets bagués et portant des blessures laissant penser à une intervention chirurgicale, sont trouvés, en juillet 2006, sur la voie publique en ville de Soleure.** Recueillis pour être soignés, les oisillons meurent quelques jours plus tard. Une autopsie pratiquée par un laboratoire allemand révèle la présence d'un comprimé sous derme, la mort de l'animal étant provoquée par une infection au niveau de la plaie, restée ouverte. Plainte est déposée pour mauvais traitement envers les animaux. Interpellé, l'Office vétérinaire cantonal de Soleure reconnaît avoir délivré au Dr Bize en juillet 2006, une autorisation pour étudier l'impact du stress sur le développement des martinets à ventre blanc, oiseaux protégés en Suisse. L'expérience consistait à inciser à vif -sans anesthésie locale ni administration d'un analgésique- le flanc d'une centaine de ces jeunes oiseaux. 50 d'entre eux devaient recevoir un comprimé de corticostérone (hormone provoquant un stress) sous la peau. Les 50 autres servaient de contrôle (36 oiseaux seront finalement opérés, avant que l'expérience ne soit interrompue). Dans les mois qui suivent, bien que les autorités cantonales tentent de minimiser leur responsabilité, plusieurs infractions aux procédures liées à l'octroi d'une autorisation d'expérimentation animale sont mises en évidence. Restait au Parquet de Soleure à prendre position quant à la méthode utilisée et l'objectif de la recherche du Dr Bize, contestée par les plaignants, justifiée par le scientifique, l'OVC et l'OVF.



# Procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 27 mars 2010 à la galerie ANIMISTespace, Genève

## Ouverture de la séance à 14h00

### Membres du Comité présents :

Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Suzann Karagöz, Laurianne Nicoulin (rédaction du PV), Suzanne Wachtl

### Membres du Comité absents et excusés

Sylvie Benoit, Emmanuel Broillet, Michèle Loisel, Egon Naef, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (Trésorière)

## Ordre du jour

- 1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale**
- 2. Rapport 2009 du Président**
- 3. Rapport 2009 de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes**
- 4. Discussion et vote des deux précédents rapports**
- 5. Election d'un vérificateur aux comptes**
- 6. Admissions/Démissions**
- 7. Divers**

## Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les Membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

### 1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée Générale

Les Membres présents, l'ayant lu dans notre journal du mois de juin 2009, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

### 2. Rapport 2009 du Président

Le Président rappelle quelques points mentionnés dans le rapport d'activité publié dans le journal du mois de mars 2010 :

L'année 2009 a été marquée par plusieurs événements, notamment la manifestation Zugetive le 19 septembre à Fribourg, organisée par la LSCV, l'ATRA et l'AGSTG, ainsi que la participation au salon Animalia à Lausanne, pour la troisième année consécutive. Maja Schmid a également repris la totalité du secrétariat et son temps de travail a été augmenté à 70%. Marina Zumkeller s'occupe toujours de la comptabilité mais a réduit son activité à 30%.

Le concours pour la nouvelle campagne d'affichage pour le « remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives » s'est bien déroulé. 80 affiches ont été exposées le mercredi 24 mars

2010, à l'occasion du vernissage des affiches francophones à la Galerie ANIMISTespace. Les membres présents à cette AG peuvent également les découvrir, les affiches étant encore accrochées aux murs. La remise des prix pour les affiches alémaniques aura lieu le mercredi 31 mars 2010 à Zurich.

Le dernier journal (n°27) a décrit toutes les activités menées et les projets soutenus. Il est toujours possible d'avoir plus d'information sur un des sujets traités, en contactant le bureau de la Ligue.

### 3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes et 4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Marina Zumkeller étant excusée pour raison de santé, le président Max Moret fait la lecture de son rapport et apporte quelques précisions : Le responsable de la fiduciaire MEF qui contrôlait jusqu'à présent les comptes de la Ligue étant parti en retraite, ce travail est maintenant confié à Mme Marie Pascale Jonquille et se déroule à la pleine satisfaction de la Ligue.

Comme indiqué dans le rapport d'activité, le déficit annuel de Fr 58'424.47.-- s'explique par les nombreuses actions menées en 2009 et par les soutiens financiers octroyés. Il s'agit par exemple de la Chaire d'enseignement des méthodes alternatives, des campagnes de castrations d'animaux errants, des aides aux refuges etc. Malgré ce déficit, la situation financière reste positive, comme l'indiquait la publication des comptes.

Anne Atjecoutay fait ensuite lecture du rapport des vérificateurs aux comptes. Ceux-ci ont été contrôlés par Kerry et Anne Atjecoutay, Laurianne Nicoulin et Oscar Appiani.

Aucune question n'étant posée sur ces deux rapports (voir Rapport 2009 de la Trésorière et Rapport 2009 des Vérificateurs aux comptes), le Président propose de voter leurs approbations : OUI à l'unanimité.

### 5. Election des vérificateurs aux comptes

Après votes à l'unanimité, les vérificateurs aux comptes pour l'année 2010 élus par l'Assemblée sont Oscar Appiani, Kerry Atjecoutay, Anne Atjecoutay et Laurianne Nicoulin

### 6. Admissions/Démissions

La composition du Comité est restée stable durant l'année écoulée et le Président remercie chacun pour le travail effectué. Il rapporte également l'admission de 1'079 nouveaux membres en 2009, ce qui est toujours aussi encourageant.

Anne Atjecoutay annonce vouloir s'impliquer davantage dans les actions et le fonctionnement de la Ligue et demande à pouvoir devenir membre du Comité. Elle est remerciée pour son engagement et proposition est faite qu'elle puisse siéger au Comité, dans l'attente que son admission définitive soit approuvée lors de la prochaine Assemblée générale en 2011.

## 7. Divers

Le Président rappelle que légalement, toute transaction financière de la Ligue nécessite une double signature. Actuellement, trois personnes disposent du droit de signature. Il s'agit de Max Moret, Luc Fournier et Marina Zumkeller. Afin de faciliter le déroulement des paiements par le Président, Maja Schmid étant régulièrement présente au bureau, il est demandé de lui accorder également un droit de signature. Vote : OUI à l'unanimité.

Concernant le concours d'affiches, Luc Fournier précise que la fin de la campagne d'affichage coïncidera avec le début de la session d'été du Parlement. Un des objectifs de cette campagne consiste à mettre sur pied une action au Parlement, si possible sous forme de conférences avec exposition des projets reçus. Il rappelle également que la pression publique est essentielle pour se faire entendre des politiques. Il regrette que paradoxalement, si le nombre d'adhérents augmente chaque année, la mobilisation des membres diminue dans la même proportion. Il devient difficile de déplacer du monde lors de manifestations importantes, à l'image de ZUGETIVE à Fribourg. Quand une association comptant plus de 10'000 membres ne réussit à en réunir qu'une centaine lors d'une action importante, une aussi faible participation dessert finalement nos revendications. Il relève que le bureau de la Ligue a sans doute une responsabilité dans cette situation. Depuis plusieurs années, il se consacre trop sur des actions de fonds. Celles-ci sont importantes et portent leurs fruits, à l'image de la condamnation du Dr Bize, mais la Ligue doit retrouver son esprit militant et reconstituer une base active sur laquelle elle peut compter lors d'organisations de manifestations. Tout membre qui souhaite être inscrit comme militant « actif » est invité à se faire connaître au bureau de la Ligue pour être enregistré dans une mailing liste.

La question de la mobilisation des membres fait débat et des représentants d'autres organismes de protection des animaux présents font part des mêmes difficultés.

Suzanne Wachtl parle également du soutien apporté par la Ligue lors d'actions menées par d'autres organismes. Elle demande à ce que le nom de la Ligue apparaisse lorsqu'elle contribue financièrement aux projets pour la

protection des animaux.

Plus aucun Membre ne souhaitant prendre la parole et l'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance et invite les participants à partager une amicale collation. L'AG se déroulant cette fois dans une galerie, ce sont des membres du Comité qui se sont occupés du buffet : minis pizzas, gazpacho, tartelettes aux fruits, tapenade, le tout 100% vegan.

## Rapport 2009 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Notre dernier journal No 27 de mars 2010 vous a largement informé sur nos actions durant l'année 2009. Pour les personnes qui ne l'auraient pas lu, plusieurs exemplaires sont à votre disposition à l'entrée de la galerie.

Nous remercions Mme Jonquille, qui a repris la comptabilité de la Fiduciaire MEF, pour son bon travail. Merci aussi à Mesdames Anne Agecouteay, Laurianne Nicoulin et M. Oscar Appiani qui ont bénévolement vérifié toutes les pièces comptables 2009 de la Ligue et qui ont approuvé nos comptes en date du 17 mars 2010. Cette année 2009, malgré la fidélité de nos Membres et Donateurs, se termine avec un déficit sur nos recettes de Fr. 58'424.47. Le soutien financier à la création d'une Chaire à l'UNI de Genève pour enseigner des méthodes alternatives, justifie une bonne partie de nos dépenses. D'autres actions aussi continuent afin d'arriver à notre but final, soit l'arrêt de la vivisection !

L'aide à la stérilisation des chats errants, aux Refuges suisses en difficulté car les problèmes d'abandons et mauvais traitements continuent. Soyez certains que nous utilisons vos dons le mieux possible.

Au nom de nos Amis les Animaux, nous vous exprimons toute notre reconnaissance et vous disons MERCI !

Fait à Genève, le 27 mars 2010

Max Moret, Président, en l'absence de la Trésorière Marina Zumkeller, pour cause de maladie

## Rapport des vérificateurs aux Comptes 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du BILAN et du COMPTE DE PERTES ET PROFITS arrêtés au 31 décembre 2009.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la LIGUE SUISSE CONTRE LA VIVISECTION et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 THÔNEX, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude. En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2008, par un déficit de recette de CHF 58'424.47.

Les vérificateurs aux comptes:

Anne AGEOUTAY, Laurianne NICOULIN  
Thônex, le 17 mars 2010

► Votation fédérale du 7 mars 2010

## Pas d'avocat pour les animaux

Rejetée par plus de 70,5% des votants, l'initiative est passée à la trappe. Le Conseil fédéral y était fermement opposé, indiquant préférer miser sur l'information, la prévention et les contrôles. « Préférer » ne voulant pas dire « faire », il ne se passera donc rien, le Conseil fédéral s'étant déjà retourné sur les nombreux autres sujets qui l'occupent.

Si une majorité de la population n'a retenu que les critiques émises par les détracteurs de cette initiative (coûts, abus de procédures etc.), c'est peut-être dû en partie au manque de mobilisation des organismes de protection des animaux. Comme si ce sujet ne les concernait pas. Du côté de la Protection suisse des animaux (PSA), à l'origine de l'initiative, on peut regretter qu'elle ait pu penser gagner cette votation en ne faisant appel qu'à des people et autres annonces coûteuses dans la presse. La mobilisation sur le terrain de protecteurs des animaux convaincus a clairement manqué. C'est bien dommage pour les animaux maltraités qui ne sont pas prêts de voir leurs bourreaux risquer autre chose qu'une amende symbolique. Il est d'ailleurs probable qu'environ aujourd'hui, peu de votants sachent qu'en cas de mauvais traitement, il est impossible pour un organisme de protection des animaux de se porter partie civile, à la différence d'autres pays comme la France. Répondant à cette critique, la confédération et les opposants à l'instauration d'un avocat pour les animaux assuraient que les nouvelles dispositions pénales obligent les autorités à poursuivre les auteurs de mauvais traitements. On l'a vu en avril dernier après que plusieurs fêtards alcoolisés ont tué «avec barbarie» un agneau volé dans une ferme jurassienne. Interpellés le lendemain, il ne devront répondre que de vols et dommages à la propriété.

► Alternatives à l'expérimentation animale

## Des cultures de cellules hépatiques humaines pour remplacer les tests de toxicité sur les animaux

Un groupe de chercheurs allemands et américains a démontré qu'un système basé sur des cultures de cellules hépatiques humaines permet de tester de manière reproductible la toxicité de substances médicamenteuses sur une durée de deux à trois semaines. Etant donné que les cellules proviennent de l'organisme humain, les résultats obtenus sont beaucoup plus pertinents que ceux produits au moyen de modèles animaux. Il n'est pas rare en effet qu'une substance n'ayant démontré aucune nocivité chez l'animal s'avère par la suite毒 pour l'organisme humain. En se basant sur une substance modèle, l'acétaminophène (APAP)(1), les chercheurs ont montré que les cellules hépatiques donnaient toujours la même réponse lorsqu'elles étaient mises en contact avec celle-ci : la synthèse de deux protéines présentes dans les cellules, l'urée et l'albumine, était perturbée durant les premières heures qui suivaient la mise en contact des cellules avec la substance, puis elle revenait à la normale 24 heures (urée) ou 72 heures (albumine) après le retrait de l'APAP. Quatre cycles de test ont été réalisés sur une durée totale de 20 jours sur une même lignée de cellules et des résultats similaires ont été obtenus à chaque fois. Cela indique qu'il est possible d'utiliser plusieurs fois une même culture de cellules hépatiques humaines pour tester successivement la toxicité de divers composés. La validation de ce système permettrait donc de remplacer une grande partie des tests de toxicité *in vivo* (utilisant des animaux) par des méthodes *in vitro* (basées sur des cellules cultivées).

Christel Forré

Article tiré du numéro 26, 4/2009, p.295-302, de la revue ALTEX

(1) L'acétaminophène (APAP) ou paracétamol fait partie d'un groupe de médicaments appelés analgésiques (médicaments contre la douleur) et antipyrétiques (médicaments contre la fièvre).

► Chine

## Onze tigres morts de faim dans un zoo

Sur les onze animaux déjà morts durant les trois premiers mois de l'année 2010, six auraient succombés durant la même journée. Deux tigres affamés avaient déjà été abattus en novembre 2009 après avoir attaqué un gardien, a rappelé le Centre de protection des animaux sauvages de Shenyang. Ouvert en 2000, le zoo de Liaoning (nord-est de la Chine) est présenté par des agences de voyage en ligne comme une institution nationale de premier plan pour observer les animaux sauvages. Le zoo qui connaît en réalité des problèmes d'argent depuis plusieurs années détient les tigres dans des cages exiguës et humides.



► Espagne

## Corrida : La torture n'est pas la culture

Des milliers d'espagnols ont manifesté à Madrid le 27 mars contre la corrida. Aux cris de «La torture n'est pas la culture», ils dénonçaient la volonté de la capitale d'inscrire la tauromachie à son patrimoine culturel, en réaction aux menaces d'interdiction des corridas dans le nord-est du pays. Cette manifestation était la plus importante jamais organisée à Madrid, bastion de la Fiesta taurine. Le débat sur les corridas a pris de l'ampleur ces derniers mois en Espagne, après que le Parlement de Catalogne ait organisé des auditions sur une possible interdiction des combats taurins. Ces auditions faisaient suite à une initiative législative populaire lancée par les puissants milieux anti-taurins de Catalogne.



15 avril 2010

## Un yaourt reste un yaourt

Danone retire sa demande de validation de ses produits Actimel et Activia, après que l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ait considéré qu'aucune preuve scientifique ne pouvait leur attribuer une quelconque valeur thérapeutique.

C'est un échec pour Danone qui ne pourra plus vanter leurs bienfaits pour la santé dans ses campagnes publicitaires. Ces deux produits représentent plus de 10% de son chiffre d'affaires. Plus important concurrent de Danone, Nestlé s'est aussi engagé dans le registre des alicaments depuis une quinzaine d'années. Employant 3500 personnes dans son réseau «Développement et tests de produits», réparti sur 17 sites, le centre de recherche basé en Suisse romande est son principal pôle scientifique. A l'exemple de la promotion des entreprises pharmaceutiques pour leurs recherches, il décrit l'intérêt de ses centres comme constituant «une source permanente de nouvelles idées et de connaissances scientifiques qui alimentent le pipeline de produits Nestlé».



Des milliers d'animaux sont ainsi expérimentés pour alimenter son pipeline de bonnes idées, visant à gonfler son chiffre d'affaires, grâce à des produits laitiers déclinés sous des utilisations toutes plus inutiles les unes que les autres. La presse se fait aussi l'écho de ces bonnes trouvailles et montre peu d'esprit critique, présageant même qu'elle puisse déboucher sur de nouvelles thérapies, à l'exemple de cet article titré «Les bactéries, précieux ingrédients de notre alimentation (1)», publié en 2008 :

*«Les probiotiques, ces aliments qui contiennent des bactéries vivantes, auraient un effet bénéfique. C'est ce que vient de démontrer une étude sur la souris.*

Une équipe comprenant des chercheurs de Londres et de la société Nestlé (Nestlé Research Center, Lausanne) se penche sur la question avec insistance depuis quelque temps. En 2006, ces scientifiques avaient remplacé la flore bactérienne de l'intestin de souris par des micro-organismes provenant d'êtres humains. L'effet, plutôt dévastateur, avait concerné de larges pans du métabolisme des malheureuses souris. Cette année, l'équipe récidive, en ajoutant à la ration alimentaire des souris une des bactéries présentes dans



5 mai 2010

## Novartis à la caisse

L'entreprise pharmaceutique s'est engagée à payer 72,5 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées par le Département américain de la justice (DoJ). Novartis était accusée de revendications trompeuses dans le marketing de son médicament Tobi contre les fibroses kystiques, après l'avoir commercialisé pour des usages non approuvés par les autorités. «Les laboratoires pharmaceutiques ne doivent pas faire la promotion de leurs médicaments pour des utilisations qui n'ont pas été prouvées sûres et efficaces», a commenté un responsable du DoJ.

l'intestin humain. Cette fois, les effets sont plutôt bénéfiques et, surtout, très marqués, d'après les résultats publiés dans la revue Molecular Systems Biology. Après deux semaines de ce traitement, les chercheurs ont analysé une série de marqueurs du métabolisme, dans les excréments, l'urine, le sang et le foie. Les chercheurs espèrent que leur étude débouche sur des thérapies nouvelles, faisant appel aux probiotiques».

Deux années plus tard, aucune thérapie nouvelle n'est encore issue de ces inutiles expériences sur les souris. Cela n'empêche pas Nestlé de poursuivre ses expériences tous azimuts, dont certaines sont financées avec des contributions publiques provenant de l'UE !

(1) [http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieux-ingrédients-de-notre-alimentation\\_14272/](http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieux-ingrédients-de-notre-alimentation_14272/)

► Danemark

## Une journaliste empoisonne 12 poissons : relaxée

Il n'y a pas que dans les laboratoires que l'on pratique des expériences imbéciles. Pour démontrer la toxicité d'un shampoing, une journaliste danoise de la télévision publique DR, avait trouvé très intéressant d'en déverser un échantillon dans un aquarium contenant 13 poissons. Leur agonie avait été filmée et diffusée dans une émission de défense des consommateurs. 12 poissons avaient succombé en l'espace de trois jours. Un vétérinaire avait déposé plainte contre la journaliste, pour avoir fait subir des souffrances inutiles aux poissons et pour violation des lois sur la protection des animaux soumis à des expérimentations. D'abord reconnue coupable par un tribunal danois en 2009, la journaliste avait fait appel en réclamant sa relaxe. Elle a obtenu gain de cause en mars 2010.

La Cour d'appel de Copenhague a conclu que le test pratiqué «ne relevait pas de la Convention européenne sur la protection des animaux soumis à des expérimentations de laboratoire». Ils ont également estimé qu'il «n'était pas suffisamment prouvé qu'elle avait occasionné angoisses et souffrances chez les poissons». La journaliste s'est déclarée «très heureuse par ce jugement très clair. C'est une grande victoire pour la liberté de travail des journalistes. Je n'ai pas été un bourreau de poissons et je n'ai pas violé les règles de protection des animaux, comme le souligne le jugement».



Extrait de la vidéo de l'émission danoise Kontant dans laquelle la journaliste Lisbeth Koelster a empoisonné les poissons en 2004

# Les éructations de Christopher Anderegg

**Chaque printemps, le Dr Anderegg se voit pris d'une certaine fébrilité et distribue tous azimuts dépliants tous ménages et annonces «contre» l'expérimentation animale. A l'image de la végétation environnante, la sève lui monte-t-elle au cerveau ? Cette année, la cible de sa campagne a changé : il ne s'agit plus de ses ex-collègues vivisecteurs, mais des organismes de protection des animaux, coupables à ses yeux de soutenir les méthodes dites alternatives, ou substitutives.**

Si on peut imaginer que ses ex-collègues ont dû être ravis de se débarrasser de lui, ils doivent jubiler de le savoir du côté de la «protection des animaux».

Repentant de ses sombres années passées au fonds d'un laboratoire, le Dr Anderegg souffre d'être le seul à faire tout juste contre l'expérimentation animale. Alors tel un Don Quichotte il publie, depuis de nombreuses années, quantité d'annonces et d'autres fascicules, mais également sa terrible liste noire «des organismes de protection des animaux en Suisse qui tiennent aux «3R» et promeuvent ou financent des «méthodes alternatives» équivalentes aux expériences sur les animaux».

On y trouve l'**ATRA, Animalfree Research, la Fondation pour l'Animal en Droit (TIER)**, naturellement la **LSCV, Médecins pour la Protection des Animaux dans la Médecine (ATM)**, la **Protection Suisse des Animaux (PSA)**, la **Société Protectrice des Animaux Zurichoise** (Zürcher Tierschutz), la **Société Vaudoise pour la Protection des Animaux (SVPA)**, le **Tierschutzbund, D&uuml;bendorf**, le **Tierschutzbund** de Bâle, **Tierrechts-Signet**, le **VETO** et **Vier Pfoten**.

Le Dr Anderegg clôture sa liste en déclarant : «Il est déjà assez difficile de lutter contre la propagande du lobby de l'expérimentation

animale. Mais ce qui est encore plus déplorable, c'est que les organisations pour la protection des animaux considèrent les expériences sur les animaux comme une méthode utile et nécessaire que l'on ne peut pas abolir mais seulement réduire et remplacer par des «méthodes alternatives» équivalentes – et donc également inutiles et non fiables. L'Association pour l'Abolition des Expériences sur les Animaux est la seule organisation opposée à l'expérimentation animale en Suisse qui rejette vigoureusement l'escroquerie des 3R et les trompeuses méthodes alternatives qui leur sont associées».

Ouf. Heureusement, il y a le Dr Anderegg et la fameuse **association pour l'Abolition des Expériences sur les animaux**. Rien que pour affirmer que la LSCV soutient les 3R, ce type mériterait d'être traîné devant un tribunal pour diffamation. Mais pour l'instant nous privilégions une voie plus rapide : informer les protecteurs des animaux qui lui envoient des dons. Pensaient-ils vraiment soutenir des actions coûteuses –tels que l'impression d'annonces dans la presse, la diffusion en tous ménages de centaines de milliers de dépliants- dont le seul objectif est de dénigrer des organismes actifs dans la protection des animaux ?

## Une campagne d'annonces truffée d'informations fausses ou dépassées

### « La protection des animaux s'égare : alternatives à l'expérimentation animale »

«Ce que beaucoup d'amies et amis des animaux ne savent pas: A cause des méthodes alternatives telles que les cultures de cellules et de tissus animaux, les expériences sur les animaux sont répétées et perpétuées».

En éditant son dépliant, le Dr Anderegg n'a pas eu peur de sortir les grosses ficelles. Peut-être a-t-il pensé que de toute façon, la plupart des donateurs potentiels n'y comprennent rien en expérimentation animale ou en méthodes alternatives. Parmi eux, il s'en trouverait sûrement un certain nombre prêt à ouvrir leur portefeuille pour soutenir ses actions durant quelques années ?

À la lecture de son pamphlet, on reste saisi par le nombre d'absurdités et fausses informations contenues. Il faudrait rappeler au Dr Anderegg que nous ne



sommes plus à l'époque où il trucidait des souris. Depuis 1988, la recherche, notamment dans le domaine des méthodes substitutives a évolué. Les scientifiques engagés dans celles-ci ne travaillent pas avec des cellules animales, mais des cellules humaines qui proviennent, par exemple, de biopsies effectuées en milieu hospitalier. Il y a bien sûr, encore de nombreux chercheurs qui utilisent des cellules animales pour leurs expériences, mais ce sont les mêmes qui utilisent aussi des animaux vivants. Ils n'utilisent pas des cellules pour des raisons éthiques mais uniquement parce que c'est plus économique et moins contraignant qu'utiliser des animaux vivants. Ces chercheurs ne présentent aucun intérêt. Cela dit, le Dr Anderegg nous offre encore pas mal de surprises en poursuivant la lecture de son dépliant :

« Selon la statistique, le nombre d'animaux de laboratoire utilisés chaque année en Suisse a diminué de 40% entre 1990 et 2008. L'industrie, les autorités et même certaines organisations pour la protection des animaux prétendent que cette diminution est due à l'utilisation de méthodes alternatives telles que les cultures de cellules et de tissus animaux. Est-ce vrai? »

Ce qui est vrai c'est que cela fait 8 ans que le nombre d'animaux augmente chaque année. En 2009, les laboratoires ont utilisé autant d'animaux qu'en 1996 !

Par contre, s'il y a effectivement eu une baisse régulière d'animaux entre 1983 et 2000, cela est en partie dû au fait qu'en 1983, la loi sur la protection des animaux venait d'entrer en vigueur et qu'il se faisait encore tout et n'importe quoi dans les laboratoires. Au fil des années, des directives fédérales ont

obligé les autorités cantonales à engager du personnel suffisamment compétent pour comprendre les buts et objectifs des expériences et réglementer l'utilisation d'animaux. Beaucoup de scientifiques ont également commencé à utiliser des méthodes alternatives lors d'études préliminaires pour échapper aux nouvelles contraintes administratives, l'utilisation de ces méthodes n'étant soumise à aucune demande d'autorisation ni taxes administratives. Donc oui, les cultures cellulaires ont contribué à la réduction du nombre d'animaux vivants. Mais cela n'a généralement pas été fait dans un but éthique ou scientifique, mais uniquement pratique et économique.

«Cette diminution est également due au recyclage des animaux dans le but de réduire les dépenses. Parce que l'élevage, la détention, l'entretien et l'élimination des animaux de laboratoire deviennent de plus en plus coûteux, on utilise maintenant un animal dans plusieurs expériences, au lieu de plusieurs animaux dans une expérience. Pour l'industrie et les autorités, ce recyclage entre dans le concept de l'optimisation de la planification des expériences».

Le concept de l'animal coûteux est une invention des milieux scientifiques pour dire que si on utilise des animaux, «c'est qu'on ne peut vraiment pas faire autrement».

peut vraiment pas faire autrement...  
Et si la législation suisse permet effectivement de réutiliser un animal dans une autre expérience, cela se fait sous certaines conditions. Mais dans tous les cas, la réutilisation d'animaux n'existe quasiment pas dans notre pays. La raison en est assez simple : 1) la plupart des animaux sont tués en fin d'expériences pour effectuer des

prélevements pour analyses ; 2) Recycler des animaux nécessiterait un temps de réacclimatation et surtout, de trouver une expérience ayant besoin d'animaux du même âge, de la même souche, en plus dans le même laboratoire -le transfert d'animaux d'une animalerie à l'autre étant quasiment impossible en raison des normes sanitaires. En clair, exceptées quelques expériences qui requièrent l'utilisation de certaines souris transgéniques coûteuses, le «recyclage» d'animaux coûterait beaucoup plus cher que de les tuer et d'en racheter d'autres par la suite.

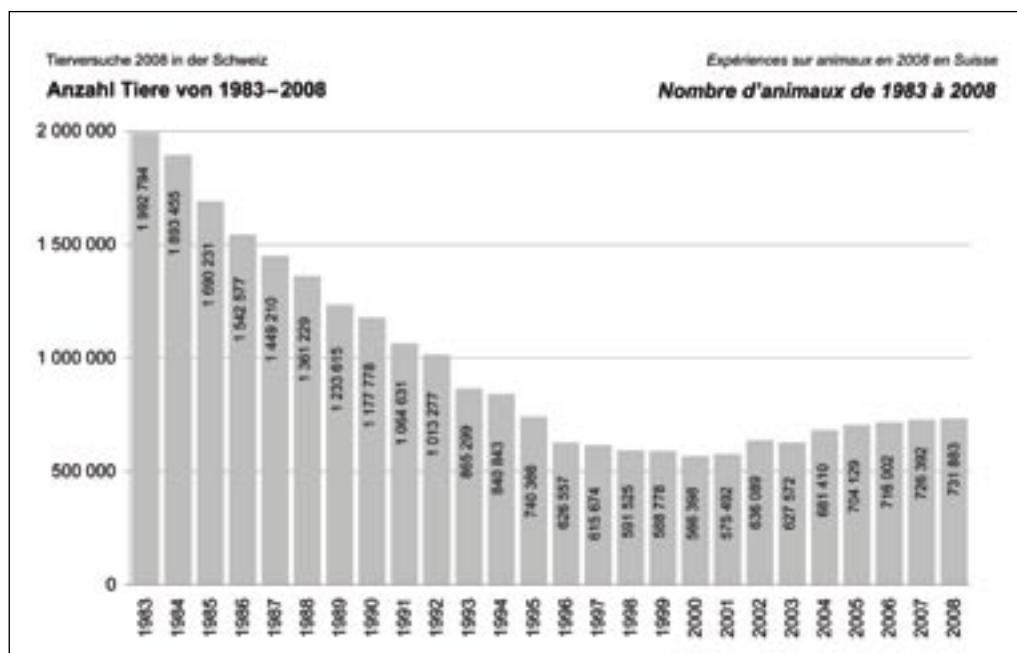
« Le fait que les méthodes alternatives n'amènent pas une diminution du nombre d'animaux utilisés est mis en évidence par le canton de Zurich avec ses écoles supérieures qui -contrairement à l'industrie chimico-pharmaceutique de Bâle- ne peuvent pas transférer les expériences sur les animaux à l'étranger: entre 1990 et 2008 le canton de Zurich n'a enregistré aucune diminution du nombre d'animaux utilisés chaque année, mais une augmentation de 90% ».

Le Dr Anderegg diffuse cette annonce depuis plusieurs années, et se contente de mettre les chiffres à jour. Mais en consultant sa précédente annonce on peut lire :

« entre 1989 et 2003 le canton de Zurich n'a enregistré aucune diminution du nombre d'animaux utilisés chaque année, mais une augmentation de 120% ».

A première vue, le Dr Anderegg ne semble pas seulement fâché avec la terre entière mais aussi avec les chiffres. Si entre 1989 et 2003 l'augmentation du nombre d'animaux a été de 120%, qu'entre 1990 et 2008 elle n'est plus que de 90%, il faudra qu'il nous explique comment le canton de Zürich n'a pu enregistrer «aucune diminution du nombre d'animaux utilisés chaque année» !

De toute façon, l'exemple est absurde. Les pôles lémaniques (Vaud et Genève) et zurichoisselivrentunequerredeprestige pour accueillir le plus grand nombre de chercheurs dans le domaine des sciences de la vie. Les universités de Genève ou Lausanne seraient ravies d'enregistrer une augmentation de 120% d'animaux utilisés. Cela signifierait pour elles beaucoup de publications scientifiques, beaucoup d'apports de fonds extérieurs, une meilleure renommée etc. Le Conseil fédéral vient également d'augmenter de plusieurs centaines de millions le soutien à la recherche, dont 200 millions sont consacrés principalement à la recherche médicale. De ce fait, tant que de nouvelles méthodes de recherche ne sont pas soutenues, nous ne sommes pas prêts de voir le nombre d'animaux diminuer.



Le Dr Anderegg a aussi une vision surannée de la recherche médicale : à gauche les universités, à droite l'industrie «chimico-pharmaceutique», soit Roche et Novartis. Sait-il qu'un canton comme Genève héberge une université qui pratique beaucoup d'expérimentation animale, mais également la société Merk Serono, troisième plus grosse entreprise pharmaceutique du pays ? Qu'un canton comme Vaud qui héberge une université et une EPF, accueille aussi des filiales de Novartis ou Nestlé ? Concernant les expériences effectuées sur les singes à l'Université de Fribourg, c'est Novartis qui dirige la phase clinique d'un anticorps issu de ces expériences. Quant au canton de Zürich, après que le Tribunal fédéral ait confirmé en octobre 2009 l'interdiction de deux expériences sur des singes, un des scientifiques a quitté l'EPF de Zürich avec ses singes et repris ses expériences en Allemagne !

**« Les chercheurs qui développent des méthodes alternatives considèrent l'expérimentation animale comme utile et nécessaire. Pour cette raison, ils travaillent pour la plupart avec des cellules, des tissus et des organes prélevés sur des animaux tués en laboratoire ou en abattoir, et ils répètent depuis des années les expériences sur animaux prétendument destinées à être remplacées, afin de les comparer aux méthodes alternatives. Les expériences sur les animaux ne sont donc ni réduites ni remplacées, mais perpétuées par les méthodes alternatives. Bien qu'il soit évident que ces méthodes nuisent à la protection des animaux, elles sont financées avec des dons par plusieurs organisations pour la protection des animaux en Suisse ».**

Au moins avec le Dr Anderegg, on ne s'embarrasse pas d'hypothèses hasardeuses : tous les scientifiques sont fondamentalement mauvais. Il sait aussi exactement ce que les chercheurs considèrent et pourquoi ils font les choses.

Heureusement, la LSCV rencontre des chercheurs qui développent des méthodes alternatives et pensent que l'expérimentation animale est inutile et dangereuse pour la santé humaine. Ces chercheurs développent des méthodes substitutives qui utilisent du matériel (*in vitro*) ou des données humaines (*in silico*) pour la recherche médicale. La LSCV soutient financièrement les travaux de ces chercheurs, qui permettent d'étudier des maladies humaines.

Néanmoins, une culture cellulaire, qu'elle utilise des tissus animaux ou humains, est une méthode alternative à l'expérimentation

## Qui est le Dr Anderegg ?

**En consultant quelques articles qui lui sont consacrés, on apprend que le Dr Anderegg a effectué ses études aux Etats-Unis durant lesquelles il a conduit des recherches qui s'inscrivaient dans la perspective du clonage des mammifères. Après un doctorat en biologie et médecine, il arrive en Suisse en 1987 et travaille comme chercheur à l'Ecole polytechnique de Zurich, qui lui confie un poste à Füllinsdorf (BL) où l'on trouve notamment des souris, des rats, des lapins, des singes et des chiens destinés à l'expérimentation animale.**

Pendant un an et demi il poursuit le même type de recherches qu'aux Etats-Unis. Après avoir trucidé environ 3000 animaux entre 1979 et 1988, il quitte la recherche puis prend la tête en 1996 de l'Association pour l'abolition des expériences sur les animaux.

Sur son site internet, il annonce : « *Comme président et directeur de l'Association pour l'Abolition des Expériences sur les animaux, je fais distribuer des dépliants dans les boîtes aux lettres, je lance des campagnes d'affichage et je fais publier des annonces dans les journaux* ». A notre connaissance, c'est à peu près tout ce qu'il fait. Il épingle aussi la presse, à la recherche de citation pouvant discréditer les protecteurs des animaux qui ne trouvent pas grâce à ses yeux. Il encourage aussi ses lecteurs à lui communiquer les articles qui auraient pu lui échapper. Sachant que de nombreux journalistes ne se gênent pas pour déformer les propos tenus, pour les rendre plus accrocheurs ou pour orienter la lecture de leur article, ce n'est pas trop difficile. Ainsi, il fustige sur son site internet un certain nombre de personnes, comme Claudia Mertens ou Gieri Bolliger. Ils sont deux des représentants de protection des animaux de la commission zurichoise sur l'expérimentation animale, auxquels on doit l'interdiction définitive, par le Tribunal

fédéral en octobre 2009, de pratiquer deux expériences sur des singes. Dans cette affaire -comme dans la plupart des cas-, l'activité du Dr Anderegg y a été totalement invisible.

Pour son activité, le Dr Anderegg déclarait en mai 2000 s'octroyer un salaire mensuel de Fr 6'000--. Nous ne savons pas quel en est le montant dix ans plus tard, mais ses donateurs apprécieront. Dans ses campagnes d'annonces, les donateurs sensibles à la cause animale sont ses principales cibles. Pourtant, la protection des animaux ne semble pas beaucoup l'intéresser. Le 15 décembre 2006, dans une mise au point concernant sa campagne contre le Téléthon, il écrivait :

« *Madame R. me reproche d'avoir beaucoup de compassion envers les animaux, mais bien peu d'empathie pour les humains. J'affirme par la présente que c'est exactement le contraire qui correspond à la vérité. Il n'y a pas un mot ni sur mes affiches, ni dans mes tous ménages, ni dans mes annonces, ni sur mon site internet concernant ma compassion envers les animaux et leurs souffrances dans les laboratoires. Dans ma lutte contre l'expérimentation animale, une méthode que j'ai pratiquée moi-même pendant onze ans, je ne me suis préoccupé que des souffrances de malades (...)* »

Au moins, les choses sont claires.

animale, puisque par définition, est considéré comme tel tout ce qui remplace l'utilisation d'un animal vivant. On peut être à raison, contre l'utilisation de cellules animales, par le fait que les résultats obtenus par celles-ci sont tous aussi dangereux pour la santé humaine que ceux provenant d'animaux vivants, il n'en reste pas moins, qu'associer cultures de cellules animales et méthodes alternatives, comme le fait le Dr Anderegg, est particulièrement malhonnête.

Et particulièrement incohérent aussi. En s'interrogeant sur ce qu'il propose lorsqu'il parle « *deméthodes utiles et fiables s'appliquant directement aux humains* », on peut trouver quelques réponses dans sa petite brochure d'une quarantaine de pages intitulée « *Un regard critique sur l'expérimentation animale* », coécrit en 2006 avec cinq autres auteurs et

téléchargeable depuis son site internet. Page 22, on peut lire :

« *Par contre, les cultures de cellules et de tissus *in vitro* sont des moyens de recherche particulièrement efficaces* (!)

Et encore :

« *En ce qui concerne les vaccins, des chercheurs ont découvert dès 1949 que les vaccins extraits de cultures cellulaires humaines sont non seulement plus efficaces, plus sûrs et moins onéreux que ceux qui sont extraits des tissus de singe, mais qu'ils excluent aussi le grave danger de contamination par les virus animaux. De même, la sécurité des vaccins a été augmentée en remplaçant les nombreux tests sur les animaux par des techniques de cultures cellulaires, beaucoup plus sensibles et plus fiables* ».

Sans commentaire.

## Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

In dieser Ausgabe unserer Zeitung informieren wir Sie über unsere laufenden Aktionen und insbesondere über die unerwartete Bekanntgabe, dass Dr. Bize wegen der unnötigen Leiden, die er Vögeln im Rahmen seiner Versuche beigelegt hatte, verurteilt worden war. Nachdem das Bundesgericht im Oktober 2009 bestätigt hatte, dass Affenversuche an der ETH und der Universität Zürich (siehe unsere Ausgabe Nr. 26 vom Oktober 2009) künftig verboten sind, wird nun ein Waadtländer Forscher verurteilt. Bis anhin waren die wissenschaftlichen Kreise mit unserer Gesetzgebung, die als „die strengste weltweit“ gilt, sehr zufrieden. Diese wurde nur selten angewandt und diente ihnen dazu, öffentlich zu versichern, ihre Versuche würden streng kontrolliert. Bewilligt würden sie erst, nachdem man die Interessen und die Leiden, welche damit für die Tiere verbunden seien, genau gegeneinander abgewogen habe. Dieser sanften Ruhe scheint der Bundesgerichtsentscheid ein jähes Ende bereitet zu haben. Die Vorstellung, das Gesetz könnte noch zu etwas anderem angewandt werden, als ihre eigenen Interessen zu unterstützen, treibt den Forschern den Angstschweiß auf die Stirn und die Zornesröte ins Gesicht. So erklärt der Genetiker Denis Duboule, der zum x-ten Male mit einem Abgang der führenden Köpfe droht: «*Ich stelle ein langsames, heimtückisches Abdriften fest. Dieses hat zur Folge, dass Tiere als wichtiger erachtet werden als Menschen.*» Im Oktober hatte er behauptet: «*Ich habe kein Problem mit dieser Entwicklung, sofern sie die Meinung der Mehrheit reflektiert. Sollte dies wirklich der Fall sein, werden wir anderswo arbeiten.*»

Wir wünschen dem guten Mann, der an der Universität Genf und der EPF in Lausanne tätig ist, die ihm ein grosszügiges Gehalt und eine tolle Zeit nach der Pensionierung ermöglichen, alles Gute. Wir würden uns sehr freuen, wenn er künftig anderswo tätig wäre. Die so erzielten Einsparungen könnten in ethische und innovative Forschungsprojekte gesteckt werden, die der Humanmedizin zugute kommen.

**«Es gibt bessere Forschungsmethoden als Tierversuche! Die moderne Forschung setzt tierversuchsfreie Methoden ein!»** lautet die Botschaft, die wir im Rahmen unserer nächsten Plakatkampagne möglichst vielen Leuten vermitteln möchten. Ohne eine Bewusstseinsbildung bei der Bevölkerung werden die Befürworter von Tierversuchen weiterhin das Monopol über die Gelder haben, welche der Forschung an unseren Universitäten zugute kommen sollen.

Die Neuenburger Delegation der Liga lancierte auch eine Petition gegen den Verzehr von Froschschenkeln. Diese Aktion erfolgte nach einer Reportage, welche die Transport- und Schlachtbedingungen dieser Tiere in der „Pisciculture des Enfers“ in Le Locle (NE) aufzeigte. Die „Fischzucht der Hölle“ trägt ihren Namen zu Recht. Für die rund 150 Tonnen Froschschenkel, die in der Schweiz jährlich verzehrt werden, werden eine halbe Million Frösche lebend importiert und anschliessend geschlachtet. Die Petition wird in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung erscheinen. Sie können sie aber jetzt schon unter den News des Monats Mai auf unserer Website herunterladen.

Wir wünschen Ihnen allen einen schönen Sommer und grüssen Sie ganz herzlich

Ihr Vorstand

► Resultat des Plakatwettbewerbs

## «Für den Ersatz von Tierversuchen durch Alternativmethoden»



Der erste Preis ging an Nadine Colin (Agentur Illustrat) in Zürich. Die beiden Plakate werden für unsere nächste öffentliche Plakatkampagne verwendet.

Im Dezember 2009 lancierte die Liga ihren Plakatwettbewerb. Bis zum Ablauf der Einreichefrist am 25. März 2010 gingen rund 80 Projekte ein. Diese stammten von professionellen Agenturen, Grafikern, Amateuren sowie überzeugten Tierschützern aus Frankreich, Deutschland und Italien. Wir freuen uns sehr über die zahlreichen interessanten und in grafischer Hinsicht gelungenen Projekte.

Am 20. März 2010 traf sich die Jury. Sie bestand aus einem Dutzend Mitgliedern der SLGV und aus Personen, die im Grafikbereich tätig sind. Den Preisträger zu ermitteln, stellte keine einfache Aufgabe dar. Jedes Jurymitglied musste sich aus den 80 Projekten auf anonyme Weise für deren fünf entscheiden. Nach einer ersten Selektion blieben die fünf Projekte zurück, die am meisten Punkte erhalten hatten. Nach mehreren Runden führten die Plakate von Nadine Colin und Julia Bruderer die Rangliste ex aequo an. Während das erste Plakat wegen seines visuellen Ausdrucks berücksichtigt wurde, fand das zweite wegen seiner grafischen Qualität grosse Beachtung. Das prämierte Plakat ist für eine Kampagne gedacht, die möglichst viele Personen ansprechen und zum Nachdenken anregen soll. Die SLGV hat sich entschieden, Nadine Colin den ersten Preis

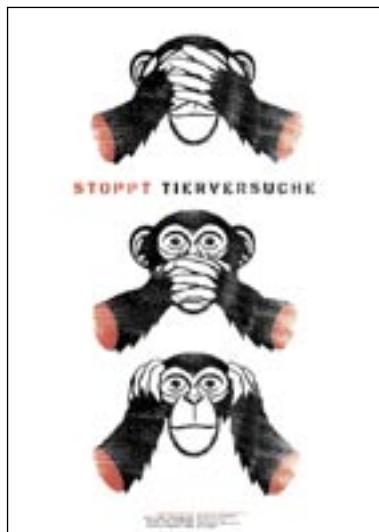
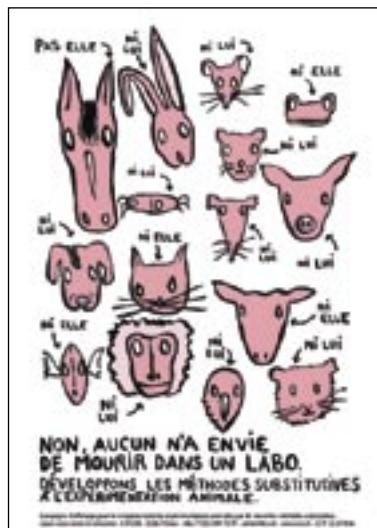
### IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm<sup>2</sup> **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@scv.ch - www.scv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.- **PSchKto 12-2745-6** **Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr:** **Französisch** von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

Die Liga dank allen Teilnehmenden ganz herzlich für ihre qualitativ hoch stehenden Projekte und die Zeit, die sie dafür aufgewendet haben.

Unser Dank richtet sich insbesondere an diejenigen Kandidaten, die uns ihre gedruckten Projekte in Form von Themen oder in den Formaten F4 und F12 zukommen liessen. Diese sind bekanntlich mit höheren Druckkosten verbunden.

2.Preis  
Julia Bruderer - Zürich (CH)3.Preis - französisch  
Pierrick Gugic - Angers (F)3.Preis - deutsch  
Tom Hänni - Bern (CH)Spezialpreis SLGV  
Konrad Mollet - Solothurn (CH)Spezialpreis SLGV  
Simon Keller - Zürich (CH)Spezialpreis SLGV  
Fanny Vaucher - Vaud (CH)Spezialpreis SLGV  
Nicolas Perrin - Fribourg (CH)

zu verleihen. Um ihre Botschaft zu unterstützen, gab die Liga gleich ein zweites Plakat in Auftrag. Der Vorstand der Liga dankt den Jurymitgliedern für ihre Beteiligung und ihren Entscheid. Wir sind überzeugt, dass die Öffentlichkeit die Kombination der beiden Plakate – ein erstes, das schockiert und zum Nachdenken anregt, und ein zweites, welches eine Lösung für das angesprochene Problem liefert – gut aufnehmen wird. So wird nicht verlangt, angesichts des Leidens der Tiere auf dem ersten Plakat der medizinischen Forschung ein Ende zu bereiten. Die Forderung lautet vielmehr, diese anders zu betreiben. Sie soll auf ethischere, insbesondere aber zuverlässigere und wissenschaftlichere Weise erfolgen. In Anbetracht der zahlreichen qualitativ hoch stehenden Plakate entschied der Ligavorstand auch, vier Projekte mit einem Sonderpreis von Fr. 500.- auszuzeichnen. Diese wurden im Rahmen der ersten Selektionsrunde ermittelt.



Versammlung der Jury am 20. März 2010 in Genf



Eine Auswahl der eingegangenen Projekte befindet sich auf den Seiten 38, 39 und 40 dieser Zeitung.

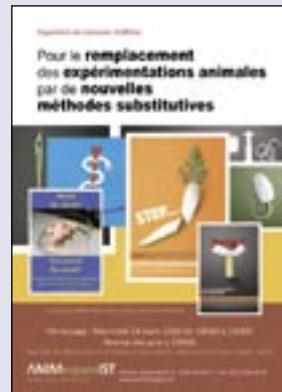
Die gesamten Projekte können auch auf unserer Website unter [http://lscv.ch/de/pages/news/2010/plakatkettbewerbs\\_de.html](http://lscv.ch/de/pages/news/2010/plakatkettbewerbs_de.html) besichtigt werden.

► Resultat des Plakatwettbewerbs

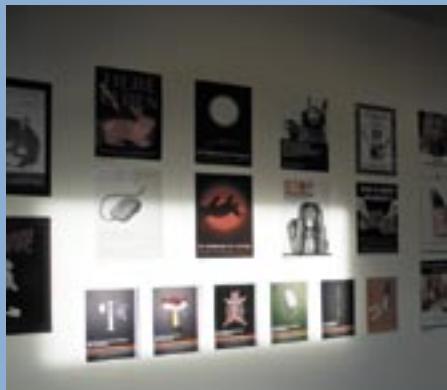
## « Für den Ersatz von Tierversuchen durch Alternativmethoden »

**Die Vernissage zur Ausstellung der französischsprachigen Plakate** fand am Mittwoch, den 24. März 2010 in der Galerie ANIMIST espace in Genf statt.

**Die Vernissage der deutschsprachigen Plakate** wurde am Mittwoch, den 31. März 2010 im Kunstraum Walcheturm in Zürich abgehalten.



F12



1.Preis  
Nadine Colin - Zürich



2.Preis  
Julia Bruderer - Zürich



## Ansprache von Dr. Daniel Favre

anlässlich der Preisverleihung an der Vernissage des Plakatwettbewerbs vom 31. März 2010 in Zürich



Sehr geehrte Damen und Herren,  
Liebe Besucherinnen und Besucher,

Im Namen der Schweizer Liga gegen Vivisektion, die diesen Wettbewerb veranstaltet, heisse ich Sie herzlich willkommen und danke Ihnen für Ihr Erscheinen.

Bevor wir zur Preisverleihung schreiten, möchte ich daran erinnern, in welchem Kontext dieser Wettbewerb lanciert wurde. Nachdem 1995 zwei Volksabstimmungen zur Abschaffung von Tierversuchen gescheitert waren, hat sich die Schweizer Liga gegen Vivisektion durch eine Änderung ihrer Statuten dazu verpflichtet, die Entwicklung von Alternativmethoden zu unterstützen. Dies soll es langfristig ermöglichen, die Verwendung von Tieren für die medizinische Forschung einzustellen. Trotz riesiger Fortschritte, die diesbezüglich erzielt wurden, nimmt man fünfzehn Jahre später die mangelnde Unterstützung von Alternativmethoden konsterniert zur Kenntnis. Als Wissenschaftler, der stets mit In-vitro-Modellen gearbeitet hat, kann ich bestätigen, dass Forschungen ohne Tierversuche einen ständigen Kampf bedeuten. Forscher, welche die Verwendung von Tieren ablehnen, werden in den wissenschaftlichen Kreisen schlecht aufgenommen. Vor allem mangelt es aber an Finanzierungsquellen für Alternativmethoden. Die Stiftung Forschung 3R stellt das einzige öffentliche Organ dar, welches sich in der Schweiz in diesem Bereich betätigt. Seit ihrer Gründung im Jahr 1987 betrug ihr jährliches Budget aber nie mehr als eine Million Franken. Dies erklärt, warum die Stiftung in ihrem zwanzigjährigen Bestehen nur rund hundert Projekte unterstützte. Unzureichend ist die Unterstützung von Alternativmethoden durch

die Stiftung 3R auch, wenn man sie den 280 Millionen Franken gegenüberstellt, welche die Abteilung III „Biologie und Medizin“ des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung erhält. Ein Grossteil dieser Gelder fliesst in Tierversuche an Universitäten. Verglichen mit den 800 bis 900 neuen Tierversuchen, die jedes Jahr in der Schweiz bewilligt werden, wirken auch die fünf bis sechs Projekte, welche die Stiftung Forschung 3R jährlich finanziert, recht schäbig.

Nach Ansicht der breiten Öffentlichkeit sind Tierversuche für die medizinische Forschung erforderlich, da keine anderen Mittel für die Untersuchung von Krankheiten zur Verfügung stehen. Wenn aber genügend Mittel für Alternativmethoden aufgewendet würden, wäre es rasch möglich, die zahlreichen Versuche zu ersetzen, bei denen derzeit Vierbeiner wie Nagetiere, Hunde oder Affen zum Einsatz gelangen.

Aus diesen Gründen lanciert die Schweizer Liga gegen Vivisektion eine Informationskampagne zu Alternativmethoden. Dies erfolgt insbesondere im Rahmen einer öffentlichen Plakatkampagne. Angesichts dieser Kampagne wurde beschlossen, einen Wettbewerb zur Gestaltung der französisch- und deutschsprachigen Plakate auszuschreiben. Die 1'200 Werbeträger in den Formaten F4 (89,5x128 cm) und F12 (268,5x128 cm) werden vom 19. Mai bis am 2. Juni 2010 in den Kantonen Zürich, Basel, Bern, Waadt, Genf, Freiburg, St. Gallen, Wallis, Neuenburg und Aargau aufgehängt.

Eingereicht wurden rund 80 Projekte aus der Schweiz, Frankreich, Deutschland und Italien. Sie stammen von Grafikstudierenden, Fachleuten oder überzeugten Tierschützern. Wir danken allen Teilnehmenden ganz herzlich für die Zeit

und Energie, die sie für die Gestaltung ihrer Projekte aufgewandt haben. Viele sind von sehr guter Qualität und den zehn Jurymitgliedern, die sich am 20. März trafen, fiel die Wahl nicht leicht.

Nach mehreren Beratungen hatten aber doch drei Plakate die Nase vorn. Vor der öffentlichen Bekanntgabe der drei Preisträger möchte ich den Spezialpreis erwähnen, den der Ligavorstand für vier Plakate verliehen hat. Die Preisträger erhalten jeweils Fr. 500.-. Die Preise gingen an Fanny Vaucher aus Lausanne, Konrad Mollet aus Solothurn, Nicolas Perrin von der Agentur 28g in Freiburg und Simon Keller von der Agentur KGB Schweiz in Zürich.

Bei den deutschsprachigen Plakaten ging der dritte Preis an Tom Hänni aus Bern. Er wurde für die visuelle Qualität seiner Arbeit ausgezeichnet.

Die Entscheidung für den ersten und zweiten Preis fiel sehr knapp aus und erforderte mehrere Diskussionsrunden. Schliesslich ging der zweite Preis an Julia Bruderer aus Zürich. Ihr Plakat überzeugte durch seine Komposition und grafische Qualität.

Das Rennen machte zu guter Letzt Nadine Colin aus Zürich. Die Jury begründete ihre Wahl mit der visuellen Auswirkung, die von einem Strassenplakat zu erwarten ist. Das Thema weist darauf hin, dass jegliche Herstellung von Medikamenten auf den Leiden der Tiere beruht, während dies bei Alternativmethoden nicht der Fall ist.

Wir hoffen, dass diese Plakatkampagne auf reges öffentliches Interesse stoßen und dazu beitragen wird, über die Möglichkeiten einer besseren Forschung ohne Tierversuche zu informieren, die wirklich im Dienste der Volksgesundheit steht.

► Fortsetzung im Zusammenhang mit unserer Petition .....

# « Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg »

**Wie Sie wissen, reichte eine Delegation der SLGV, ATRA und AGSTG am 16. September 2009 beim Freiburger Grossen Rat die 19'116 Unterschriften der Petition „Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg“ ein. In einer schriftlichen Erklärung an die Petitionskommission des Grossen Rates forderten wir die Einstellung der an der Universität vorgenommenen Tierversuche. Wir zeigten auf, dass stattdessen besser ein Forschungspool für Ersatzmethoden geschaffen würde. Normalerweise entscheidet eine solche Kommission innert fünf Monaten darüber, was mit einer Petition geschieht.**

In diesem Fall liess das Gremium am 4. Dezember 2009 verlauten, «angesichts des äusserst komplexen Themas könnte die Prüfung etwas mehr Zeit in Anspruch nehmen. Die Mitglieder der Kommission werden das Intervall nutzen, um den vorgelegten Fall genauer zu studieren.»

Die Kommission behandelte unsere Petition schliesslich an ihrer Sitzung vom 3. Februar 2010. In ihrem Protokoll ist zu lesen: «Die Unterzeichnenden bitten den Grossen Rat, dafür zu sorgen, dass die Universität Freiburg die medizinische Forschung an Affen, aber auch an allen anderen Tieren definitiv aufgibt.» Die Kommission «hält den Antrag, sämtliche Tierversuche zu verbieten, für unverhältnismässig und fordert den Grossen Rat einstimmig auf, die Petition in ihrem jetzigen Wortlaut nicht gutzuheissen.» Weiter heisst es: «Die Kommission ist zwar der Ansicht, dass die Petitionäre auf ein bestehendes ethisches Problem hinweisen, die Kommission aber nicht über genügend Informationen verfügt, um festzustellen, ob allfällige Massnahmen gerechtfertigt sind.» Die Mitglieder der Kommission möchten anlässlich ihrer parlamentarischen Märzsession 2010 ein Postulat zuhanden des Staatsrates einreichen. Darin fordern sie:

**- eine genaue Stellungnahme des Staatsrates zu Tierversuchen**

**- eine ethische Analyse der Verwendung von grossen Affen bei Tierversuchen**

**- die Prüfung der allfälligen Bildung eines nationalen Kompetenzzentrums für Tierversuche**

Das Postulat beruht auf folgender Entwicklung (Auszüge):

«Am 16. September 2009 erhielten wir eine Petition. Darin wurden die Kantonsbehörden aufgefordert, der Universität Freiburg nicht mehr die Erlaubnis zu erteilen, Affenversuche vorzunehmen oder sich finanziell daran zu beteiligen. Allgemeiner gesehen wird auch eine Förderung und Entwicklung von ethischeren Methoden in der medizinischen Forschung gefordert. Die Petition wurde am 12. Oktober 2009 geprüft. Anschliessend baten wir den Staatsrat, zu folgenden Fragen Stellung zu nehmen:  
**- Wiestellt sich der Staatsrat zu den ausgesprochenen Vorwürfen und den geforderten Massnahmen?**  
**- Welcher Anteil der Versuche gehört zur Grundlagenforschung der Universität Freiburg und**

welcher entspricht der Überprüfung / Wiederholung von Versuchen, die bereits anderswo durchgeführt wurden?

- Gemäss den Petitionären kann es vorkommen, dass sich Personen, die Organen angehören, welche über die Zulässigkeit von Tierversuchen zu befinden haben, ebenfalls an gewissen Versuchen



**«Die Versuche entsprachen dem Belastungsgrad 2. Trotzdem wurden von 12 oder 13 verwendeten Affen deren 5 getötet; der beratende Veterinär, der für die Gewährleistung der gesundheitlichen Betreuung zuständig ist, sieht die Affen höchstens zweimal pro Jahr.»**

beteiligen. Halten sich solche Leute aus Gründen der Befangenheit in derartigen Fällen zurück? Wird diese Zurückhaltung im Rahmen von Versuchen in den Protokollen festgehalten?

- Inwiefern sollten die kürzlich getroffenen Bundesgerichtsentscheide zur Zulässigkeit von Affenversuchen die entsprechenden kantonalen Behörden dazu anregen, ihre Vorgehensweisen zu ändern?

- Wie stellt sich der Staatsrat zum offensichtlichen Widerspruch zwischen den humanistischen Werten, welche die Universität Freiburg vertritt, und der Weiterführung von Tierversuchen mit Affen an derselben Universität?

An einer Sitzung vom 3. Februar 2010 prüfte die Kommission die Antworten auf diese verschiedenen Fragen. Dabei zeigte sich insbesondere Folgendes:

- Die kantonalen Statistiken zur Verwendung von Tieren stimmten nicht mit denjenigen des Bundes überein.

- Die Versuche entsprachen dem Belastungsgrad 2 (mittlere Belastung). Trotzdem wurden von 12 oder 13 verwendeten Affen deren 5 getötet.

- Der beratende Veterinär, der für die Gewährleistung der gesundheitlichen Betreuung zuständig ist, sieht die Affen höchstens zweimal pro Jahr.

- Die Kommission zur Überwachung von Tierversuchen ist unvollständig.

Bei den Kommissionsmitgliedern kamen also Zweifel auf. Man war einhellig der Ansicht, das Thema erfordere eine breitere öffentliche Debatte, als es die Arbeit in der Kommission zulasse.

Wir schlugen dem Grossen Rat deshalb vor, die Petition abzulehnen, da diese vom aktuellen Kenntnisstand aus gesehen zu früh erfolgt. Zudem waren wir der Ansicht, die Petitionäre seien erst über den weiteren Verlauf zu informieren, wenn die

Antwort auf das Postulat vorliege. An seiner Sitzung vom 17. März 2010 hiess der Große Rat unseren Vorschlag mit 79 gegen 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen gut.»

## Kommentare der SLGV

Die Lancierung einer Petition kann dazu dienen, verschiedene Ziele zu verfolgen. Sie kann beispielsweise eingesetzt werden, um Forderungen zu stellen. In anderen Fällen, in denen die Lage von vornherein bereits klar zu sein scheint, kann sie das bescheidenere Ziel anstreben, ein Mindestmass an Reflexionen auszulösen. Dies ermöglicht es, das Terrain für andere ähnliche Aktionen vorzubereiten. Genau dieses Ziel streben

wir im Falle der Petition an, die wir bei den Freiburger Behörden einreichten. In dem stark landwirtschaftlich geprägten Kanton berichtet die Presse regelmässig über die schlechte Haltung zahlreicher Nutztiere. Der Tierschutz stellt keine wirkliche Priorität dar und die Verbände, die sich diesbezüglich engagieren, müssen den Geldern für solche Aktionen richtiggehend hinterher rennen. Bei einem so heiklen Thema wie den Tierversuchen, von denen die meisten Leute glauben, sie seien notwendig, um einen medizinischen Fortschritt zu ermöglichen, erstaunt die Einstufung unserer Petition in keiner Weise.

Positiv überrascht waren wir hingegen von der Grundlagenarbeit, welche die Petitionskommission leistete, und insbesondere der Nachhaltigkeit ihrer Fragestellungen. Wir danken den Mitgliedern dieser Kommission ganz herzlich für ihre Bemühungen und das „Mindestmass an Reflexionen“, das sie bei der Regierung und den Abgeordneten des Grossen Rates ausgelöst haben. Im Rahmen ihrer Arbeit haben sie auch gezeigt, in welch geringem Masse

die Behörden die Versuche kontrollieren und betreuen. Sie haben deutlich gemacht, dass die Vorgehensweisen nicht den bewusst schön gefärbten Beschreibungen der Wissenschaftler entsprechen,

Das Postulat selber ist nicht sehr interessant und die Antworten des Staatsrates stehen von vornherein fest. Unser Interesse gilt deshalb den Antworten des Staatsrates auf die Fragen vom 12. Oktober 2009. Da uns diese nicht mitgeteilt wurden, werden wir eine Kopie beantragen und in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung darüber berichten. Die Fragen beruhten teilweise auf unserem Argumentarium (1), das wir am 16. September 2009 als Unterstützung zu unserer Petition einreichten. So sind die Versuche, welche diese Universität durchführt, im Vergleich zu denjenigen anderer Institutionen, die mit bedeutend mehr Mitteln auf die gleiche Weise vorgehen, in keinerlei Hinsicht relevant. Wir fragten: «Möchte die Freiburger Universität mit den Forschungsschwerpunkten von Zürich oder denjenigen vom Genferseegebiet konkurrenzieren? Was gewinnt sie, wenn sie die Tierversuche beibehält, abgesehen davon, dass sie einige Verantwortliche zufrieden stellt, die von solchen Vorgehensweisen leben?»

Klare Worte benutzte der Bundesrat am 16. April 2010 im Rahmen seiner Medienkonferenz, die er zur Lancierung der acht neuen Nationalen Forschungsschwerpunkte (NFS) erteilte. Diese waren aus einem Wettbewerb hervorgegangen, den der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) im Jahr 2008 lanciert hatte.

Sämtliche Forschungsschwerpunkte befinden sich an den Universitäten und Technischen Hochschulen in Bern, Genf, Lausanne und Zürich. Die jährliche Finanzierung wird bis 2013 rund dreissig Millionen Franken betragen. In diesem Zusammenhang machten sich die Medien über die Universität Freiburg lustig. Sie liessen verlauten, die Hochschule entspreche nicht den festgelegten Kriterien, habe aber im Vergleich zu den bisher eingereichten Anträgen „Fortschritte“ erzielt. Mit der entsprechenden Förderung sei sie möglicherweise „das nächste Mal auf dem richtigen Weg“.

Statt anderen Institutionen hinterher zu rennen, schlagen wir lieber Folgendes vor: «wenn es ein Fachgebiet gibt in dem sich die Freiburger Universität hervorheben könnte, so wäre es auf dem Gebiet der Entwicklung tierversuchsfreier Methoden. Viele Forscher wären bereit, sich mit diesem Gebiet zu beschäftigen, und warten nur darauf, dass eine Institution ihnen ein dynamisches Umfeld bietet. Die Universität könnte innert kürzester Frist zu einem Forschungsschwerpunkt par excellence werden. Ein Engagement in diesem Sinn wäre auch konform mit der langen humanistischen Tradition der Universität und würde zu der Qualität des an der medizinischen Fakultät vermittelten Lehrstoffes beitragen».

Hoffentlich verleiht die schallende Ohrfeige, die der SNF den Freiburger Abgeordneten erteilte, unseren Forderungen Nachhaltigkeit.

Der Redaktionsvorstand

(3): [www.lscv.ch/pages/news/sgc\\_fr.html](http://www.lscv.ch/pages/news/sgc_fr.html)

#### ► Fortsetzung unseres Dossiers

### «Vivisektion in der Schweiz an 100 Vögeln einer auf der Roten Liste eingetragenen Art bewilligt»

## Dr. Bize verurteilt



Nun ist das berühmte Dossier tatsächlich abgeschlossen. Und dies erst noch zu unserer vollsten Zufriedenheit! Nachdem der Solothurner Staatsanwalt während über zwei Jahren versuchte, das Dossier zum Fall Dr. Bize unter den Tisch zu kehren, hat er unsere Klage schliesslich durchgezogen.

Das Strafgericht von Solothurn-Lebern bestätigt, dass Dr. Bize gegen das Tierschutzgesetz verstossen hat. In der Folge hat es den Wissenschaftler zu einer Busse von Fr. 1'000.- verurteilt. Der Staatsanwalt war der Meinung, die gegen Dr. Bize vorgebrachten Beweismittel seien eindeutig. Der Forscher habe gehandelt, ohne sich an die ihm erteilte Bewilligung zu halten. Damit habe er den Tieren unnötige Schmerzen zugeführt. Der Vertreter des Solothurner Veterinäramtes wurde in allen Punkten freigesprochen. Er habe gehandelt, nachdem er sich bei seinen hierarchischen Vorgesetzten und der Bundesbehörde vergewissert habe, dass sein Bewilligungsverfahren zulässig sei.

Das gesamte Dossier kann auf unserer Website unter [www.lscv.ch/de/pages/tierversuche/bize/pressemeldung.html](http://www.lscv.ch/de/pages/tierversuche/bize/pressemeldung.html) heruntergeladen werden.

In Tat und Wahrheit sei dieses aber illegal gewesen. Das BVET, das sein Disziplinarverfahren während dem Strafverfahren eingestellt hatte, sollte dieses wieder aufnehmen. Schliesslich hat das Gericht bestätigt, dass eine seiner Mitarbeiterinnen ihre Verantwortung nicht wahrgenommen hat. Da Dr. Bize auf einen Rekurs verzichtet hat, wird sein Dossier abgeschlossen. Trotz dem laufenden Verfahren schreckte der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) im November 2009 aber nicht davor zurück, für einen Betrag von FR. 375'000.- erneut Versuche dieses Wissenschaftlers an den gleichen Vögeln zu bewilligen. Wir werden beim SNF gegen das Verfahren zur Bewilligung dieser finanziellen Unterstützung intervenieren. Dieses entspricht weder den Regeln noch den Richtlinien, an die sich der SNF eigenen Aussagen gemäss hält. Über die Fortsetzung des Falles berichten wir in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung.

## Kurze Übersicht über die Fakten

**Im Juli 2006 wurden auf öffentlichem Grund der Stadt Solothurn zwei junge beringte Alpensegler gefunden. Ihre Verletzungen liessen auf einen chirurgischen Eingriff schliessen.** Wenige Tage später verstarben die zur Pflege eingesammelten Jungvögel. Eine in einem deutschen Labor vorgenommene Autopsie zeigte, dass unter ihrer Haut eine Tablette angebracht worden war. Der Tod von mindestens einem Vogel war auf die Infektion der offenen Wunde zurückzuführen. Im Anschluss wurde infolge Misshandlung dieser Tiere Klage eingereicht. Das eingeschaltete Veterinäramt des Kantons Solothurn musste eingestehen, dem Waadtländer Wissenschaftler Dr. Bize im Juli 2006 eine Bewilligung erteilt zu haben, die Auswirkung von Stress auf Alpensegler zu untersuchen. Diese Vögel sind in der Schweiz geschützt. Das Experiment bestand darin, in der Flanke von hundert solcher Jungvögeln ohne lokale Anästhesie oder Verabreichung eines Schmerzmittels einen Schnitt vorzunehmen. Fünfzig Tiere sollten eine Corticosterontablette (ein Stress erzeugendes Hormon) erhalten. Die fünfzig anderen Vögel dienten zur Kontrolle (36 Vögel wurden schliesslich operiert, bevor der Versuch unterbrochen wurde). Die kantonalen Behörden versuchten, den Vorfall herunterzuspielen. Trotzdem zeigte sich in den folgenden Monaten, dass es im Zusammenhang mit der Erteilung einer Bewilligung für Tierversuche zu Verfahrensfehlern gekommen war. Der Solothurner Staatsanwalt nahm zur verwendeten Methode und dem Forschungsziel von Dr. Bize Stellung, das von den Klägern in Frage und vom Wissenschaftler selber sowie vom BVET und vom kantonalen Veterinäramt Solothurn gerechtfertigt wurde.



# Protokoll der Generalversammlung 2010 der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 27. März 2010 in der Galerie ANIMISTespace in Genf

Eröffnung der Sitzung um 14.00 Uhr

## Anwesende Vorstandsmitglieder:

Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Suzann Karagöz, Laurianne Nicoulin (Protokollführerin), Suzanne Wachtl

## Abwesende oder entschuldigte Mitglieder

Sylvie Benoit, Emmanuel Broillet, Michèle Loisel, Egon Naef, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (Rechnungsführerin)

## Traktandenliste

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht 2009 des Präsidenten
3. Bericht 2009 der Rechnungsführerin und der RechnungsprüferInnen
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Wahl der RechnungsprüferInnen
6. Aufnahmen / Austritte
7. Varia

## Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da beim Vorstand kein schriftlicher Antrag eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

## 1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2009 zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

## 2. Bericht 2009 des Präsidenten

Der Präsident weist auf einige wichtige Punkte im Tätigkeitsbericht hin, der in der Märzausgabe 2010 der Zeitung veröffentlicht wurde. Das Jahr 2009 war von verschiedenen Events geprägt. Dazu gehörte insbesondere die Veranstaltung Zugetive, die am 19. September in Freiburg stattfand und von der SLGV, der ATRA und der AGSTG durchgeführt wurde. Erwähnenswert ist auch die dritte Teilnahme in Folge am Salon Animalia in Lausanne. Maja Schmid hat dieses Jahr das gesamte Sekretariat übernommen und ihr Arbeitspensum auf 70% erhöht. Marina Zumkeller ist immer noch für die Buchhaltung zuständig, hat ihr Pensum aber auf 30% reduziert. Auf dem Programm stand die neue Plakatkampagne für die „Ersetzung von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden“. Anlässlich der Vernissage der französischsprachigen Plakate, die am Mittwoch, den 24. März 2010, in der Galerie ANIMISTespace stattfand, wurden 80

Plakate ausgestellt. Die an der GV anwesenden Mitglieder können diese ebenfalls bewundern, sind sie doch an den Wänden aufgehängt. Die Preisverleihung für die deutschsprachigen Plakate wird am Mittwoch, den 31. März 2010, in Zürich stattfinden.

In der letzten Ausgabe unserer Zeitung (Nr. 27) berichteten wir über alle durchgeföhrten Aktivitäten und die Projekte, die wir unterstützen. Es ist auch weiterhin möglich, im Büro der Liga zusätzliche Informationen zu den behandelten Themen zu erhalten.

## 3. Bericht 2009 der Rechnungsführerin und der RechnungsprüferInnen, 4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Da Marina Zumkeller aus gesundheitlichen Gründen abwesend ist, liest Max Moret ihren Bericht vor und bringt einige Ergänzungen an: Der Buchhalter der Treuhandgesellschaft MEF, der bis anhin die Jahresrechnung der Liga geprüft hatte, wurde in der Zwischenzeit pensioniert. Für diese Arbeit ist neu Frau Marie Pascale Jonquille zuständig, die ihre Aufgabe zu unserer vollsten Zufriedenheit erfüllt hat. Wie im Jahresbericht erwähnt, weist die Jahresrechnung 2009 ein Defizit von Fr. 58'424.47 auf. Dieses ist insbesondere auf die zahlreichen Aktionen, die in diesem Jahr stattfanden, sowie die finanzielle Unterstützung zurückzuföhren, die wir gewährten. Dazu gehören beispielsweise der Lehrstuhl für Alternativmethoden, die Kampagnen zur Sterilisierung streunender Tiere, die Unterstützung von Tierheimen usw. Wie die Jahresrechnung zeigt, bleibt die Finanzlage trotz des Defizits weiterhin stabil. Anne Atjecoutay verliest anschliessend den Bericht der RechnungsprüferInnen. Dieser wurde von Kerry und Anne Atjecoutay, Laurianne Nicoulin und Oscar Appiani kontrolliert.

Da zu den beiden Berichten (siehe Bericht 2009 der Rechnungsführerin und Bericht 2009 der RechnungsprüferInnen) keine Fragen vorliegen, schlägt der Präsident vor, zur Abstimmung zu schreiten. Die beiden Berichte werden einstimmig angenommen.

## 5. Wahl der RechnungsprüferInnen

Die Anwesenden wählten Oscar Appiani, Kerry Atjecoutay, Anne Atjecoutay und Laurianne Nicoulin einstimmig zu den RechnungsprüferInnen 2010.

## 6. Aufnahmen / Austritte

Die Zusammensetzung des Vorstandes ist das ganze Jahr hindurch unverändert geblieben und der Präsident dankt allen Mitgliedern für die geleistete Arbeit. Er teilt mit, 2009 seien 1'079 neue Mitglieder gewählt worden. Dies stellt ein sehr ermutigendes Zeichen dar.

Anne Atjecoutay teilt mit, sich vermehrt an Aktionen beteiligen und für die Liga einsetzen

zu wollen. In der Folge stellt sie den Antrag, in den Vorstand aufgenommen zu werden. Die Anwesenden danken ihr für ihren Einsatz und ihren Antrag. Dieser wird an der nächsten Generalversammlung 2011 gutgeheissen.

## 7. Varia

Der Präsident weist darauf hin, dass jegliche finanzielle Transaktion der Liga von Gesetzes wegen eine doppelte Unterschrift erfordert. Derzeit verfügen drei Personen über ein Unterzeichnungsrecht. Es sind dies Max Moret, Luc Fournier und Marina Zumkeller. Der Ablauf der Zahlungen durch den Präsidenten ist unbedingt zu vereinfachen. Deshalb wird der Antrag gestellt, dass Maja Schmid, die regelmässig im Büro anwesend ist, ebenfalls ein Unterzeichnungsrecht erhält. Der Antrag wird einstimmig gutgeheissen.

Im Zusammenhang mit dem Plakatwettbewerb weist Luc Fournier darauf hin, dass der Abschluss der Plakatkampagne mit dem Beginn der Sommersession im Parlament zusammenfällt. Die Kampagne verfolgt unter anderem das Ziel, im Parlament eine Aktion zu lancieren. Diese soll wenn möglich in Form von Vorträgen stattfinden, im Rahmen derer eingereichte Projekte vorgestellt werden. Er weist auch darauf hin, dass der öffentliche Druck von grundlegender Bedeutung ist, um sich bei den Politikerinnen und Politikern Gehör zu verschaffen. Mit Bedauern stellt er fest, dass sich trotz der jährlich steigenden Mitgliederzahlen paradoxerweise immer weniger Mitglieder für Aktionen mobilisieren lassen. Es erweist sich als immer schwieriger, für wichtige Veranstaltungen wie beispielsweise ZUGETIVE in Freiburg Teilnehmende zu gewinnen. Wenn eine Vereinigung mit über 10'000 Mitgliedern bei einer wichtigen Aktion nur mit hundert Personen auftritt, schadet sie mit einer derart schwachen Beteiligung ihren eigenen Interessen. Max Moret weist auf die Verantwortung hin, die das Büro der Liga in einer solchen Situation wahrzunehmen hat. Seit mehreren Jahren konzentriert sich die Liga zu stark auf grundlegende Aktionen. Diese sind wichtig und tragen ihre Früchte, wie die Verurteilung von Dr. Bize gezeigt hat. Die Liga muss aber zu ihrem Kämpfergeist zurückfinden und erneut über eine aktive Basis verfügen, auf die sie bei der Durchführung von Veranstaltungen zählen kann. Alle Mitglieder, die sich gerne als „aktive“ Mitglieder eintragen lassen möchten, sollen sich bei der Liga melden. Sie werden anschliessend in eine Mailingliste aufgenommen. Die Frage der Mitgliedermobilisierung regt zu Diskussionen an und die Vertreter anderer Tierschutzverbände erklären, mit denselben Problemen zu kämpfen. Suzanne Wachtl erwähnt auch die Unterstützung, welche die Liga bei Aktionen anderer Organisationen leistet. Sie fordert, dass

die Liga namentlich erwähnt wird, wenn sie sich finanziell an Tierschutzprojekten beteiligt.

Da kein Mitglied mehr das Wort ergreifen möchte und die Traktandenliste erschöpft ist, hebt der Präsident die Sitzung auf und lädt die Anwesenden zu einem kleinen Imbiss ein. Da die GV diesmal in der Galerie stattfindet, haben die Vorstandsmitglieder das Buffet vorbereitet.

## Bericht 2009 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren

In unserer Ausgabe Nr. 27 vom März 2010 haben wir Sie ausführlich über unsere Aktionen im Jahr 2009 informiert. Für diejenigen, welche die Zeitung nicht gelesen haben, liegen am Saaleingang einige Exemplare bereit.

Wir danken Frau Jonquille, welche die Buchhaltung von der Treuhandgesellschaft MEF übernommen hat, für ihre tolle Arbeit. Unser Dank richtet sich auch an Anne Agécoutay, Laurianne Nicoulin und Oscar Appiani, die sämtliche Buchungsbelege 2009 der Liga geprüft und unsere Jahresrechnung am 17. März 2010 gutgeheissen haben. Trotz der Treue unserer Mitglieder und Spender haben wir für 2009 ein Defizit von CHF 58'424.47 zu verzeichnen. Ein Grossteil unserer Ausgaben geht auf die finanzielle Unterstützung zurück, die wir bei der Schaffung eines Lehrstuhles für Alternativmethoden an der Universität Genf geleistet haben. Auch andere Aktionen tragen dazu bei, unser Endziel – die Abschaffung der Vivisektion – zu erreichen. Nebst der Sterilisierung streunender Katzen unterstützen wir weiterhin Schweizer Tierheime in Not. Noch immer werden zahlreiche Tiere ausgesetzt und misshandelt. Ihre Spenden werden mit Sicherheit bestmöglich genutzt. Im Namen unserer Freunde – der Tiere – möchten wir Ihnen unsere Anerkennung ausdrücken. Wird danken Ihnen ganz herzlich!

Erstellt in Genf, am 27. März 2010

Max Moret, Präsident, für die infolge Krankheit abwesende Rechnungsführerin Marina Zumkeller

## Bericht der Rechnungsprüferinnen 2009

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2008 abgeschlossene BILANZ sowie die GEWINN- UND VERLUSTRECHNUNG zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der SCHWEIZER LIGA GEGEN VIVISEKTION und für die Rechte des Tieres, Ch. des Arcs-en-Ciel, 1226 THONEX und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest. Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Geschäftsjahres 2008 schliesst mit einem Defizit von CHF 58'424.47 ab.

Die Rechnungsprüferinnen:

Anne AGECOUTAY, Laurianne NICOULIN  
Thônex, 17. März 2010

► Volksabstimmung vom 7. März 2010

## Kein Tierschutzanwalt

Mit über 70,5% Nein-Stimmen wurde die Tierschutzanwalt-Initiative blich ab geschickt. Der Bundesrat hatte sich klar dagegen ausgesprochen und zog es vor, lieber auf Information, Prävention und Kontrollen zu setzen. „Vorziehen“ heisst aber noch lange nicht „handeln“. Somit wird nichts geschehen – der Bundesrat beschäftigt sich inzwischen bereits lieber mit anderen Themen, die ihm am Herzen liegen. Wenn die Bevölkerung mehrheitlich nur die Kritiken derjenigen im Kopf hat, welche die Initiative ablehnten (Kosten, Verfahrensmissbrauch usw.), ist dies allenfalls auf die mangelnde Mobilisierung der Tierschutzverbände zurückzuführen. Diese verhielten sich, wie wenn sie das Thema gar nicht betreffen würde. Der Schweizer Tierschutz (STS), der die Initiative lancierte, glaubte hingegen leider tatsächlich, um die Abstimmung zu gewinnen, genüge es, sich an bekannte Persönlichkeiten zu wenden oder in den Medien teure Inserate zu schalten. Was eindeutig fehlte, war die Mobilisierung überzeugter Tierschützer vor Ort. Für die misshandelten Tiere, deren Peiniger höchstens eine symbolische Busse riskieren, ist dies äusserst bedauernswert. Im Übrigen wissen bis heute wohl nur wenige Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, dass bei einer Misshandlung ein Schweizer Tierschutzverband gar nicht als Zivilkläger auftreten kann. In anderen Ländern wie beispielsweise Frankreich ist dies hingegen sehr wohl der Fall. Als Reaktion auf die Kritik eines solchen Missstandes versicherten der Bund und diejenigen, die sich gegen einen Tierschutzanwalt ausgesprochen hatten, die neuen Bestimmungen würden die Behörden dazu zwingen, Tierquälerei strafrechtlich zu verfolgen. Wie dies in Tat und Wahrheit aussieht, hat man im April gesehen. Da hatten einige alkoholisierte Festbrüder auf „barbarische Weise“ ein Lamm getötet, das sie auf einem jurassischen Bauernhof gestohlen hatten. Vor Gericht müssen sie sich aber einzig wegen Diebstahl und Sachbeschädigung verantworten.

► Alternativen zu Tierversuchen

## Kulturen menschlicher Leberzellen

Eine Gruppe deutscher und amerikanischer Forscher hat bewiesen, dass es ein auf Kulturen menschlicher Leberzellen beruhendes System ermöglicht, die Toxizität medikamentöser Substanzen während zwei bis drei Wochen auf reproduzierbare Weise zu testen. In Anbetracht der Tatsache, dass die Zellen aus dem menschlichen Organismus stammen, sind die erhaltenen Resultate viel nachhaltiger als diejenigen, die sich im Rahmen von Tierversuchen ergeben. Nicht selten kommt es vor, dass sich eine Substanz, die bei einem Tier in keiner Weise schädlich ist, für den menschlichen Organismus anschliessend als toxisch erweist.

Auf eine Modellsubstanz – das Acetaminophen (APAP)(1) – gestützt, haben die Forscher bewiesen, dass die Leberzellen in Kontakt mit dieser Substanz stets gleich reagierten. Die Synthese der beiden in den Zellen vorhandenen Proteine, dem Harnstoff und dem Albumin (Eiweißkörper), war in den ersten Stunden, nachdem die Zellen mit der Substanz in Berührung gekommen waren, gestört. Nach dem Entzug von APAP wurde der Normalzustand nach 24 (Harnstoff) beziehungsweise 72 Stunden (Albumin) wieder erreicht. Während einer Gesamtdauer von 20 Tagen wurden an einer Zelllinie vier Testzyklen durchgeführt, die jedes Mal zu den gleichen Resultaten führten. Dies zeigt, dass es möglich ist, die gleiche Kultur menschlicher Leberzellen mehrmals zu verwenden, um sukzessive die Toxizität verschiedener Komponenten zu testen.

Die Validierung dieses Systems würde es somit erlauben, einen Grossteil der In-vivo-Toxizitätstests (Verwendung von Tieren) durch In-vitro-Methoden (auf kultivierten Zellkulturen basierend) zu ersetzen.

Christel Forré

Artikel aus der Ausgabe Nr. 26, 4/2009, S. 295-302 der Zeitschrift ALTEX

(1) Acetaminophen (APAP) oder Paracetamol gehören zu einer Gruppe von Medikamenten, die als Analgetika (Schmerzmittel) oder Antipyretika (Fiebermittel) bezeichnet werden.

## ► China

**Elf Tiger in einem Zoo verhungert**

Wie das Zentrum zum Schutz von Wildtieren in Shenyang berichtet, sind im Zoo von Liaoning (Nordosten Chinas) in den ersten drei Monaten dieses Jahres elf Tiere verendet. Sechs davon sollen am gleichen Tag umgekommen sein. Bereits im November 2009 waren zwei ausgehungerte Tiger geschlachtet worden, nachdem sie einen Wärter angegriffen hatten. Der im Jahr 2000 eröffnete Zoo wird von den Online-Reisebüros als erstrangige nationale Institution zur Beobachtung von Wildtieren angesehen. In Tat und Wahrheit kämpft der Tierpark seit mehreren Jahren mit Geldproblemen und hält Tiger in winzigen, feuchten Käfigen.



NEWS.CN

## ► Spanien

**Corrida: Folter ist keine Kultur**

Tausende von Spaniern protestierten am 27. März in Madrid gegen die Corrida. Mit dem Ausruf „Folter ist keine Kultur“ wandten sie sich gegen die Absicht der Hauptstadt, den Stierkampf dem kulturellen Erbe zuzuordnen. Dies erfolgte als Reaktion auf das angedrohte Verbot von Stierkämpfen im Nordosten des Landes. Die Veranstaltung war die wichtigste, die in Madrid als Hochburg der Stieriesta je stattgefunden hatte. Die Debatte über die Corrida erreichte in Spanien in den letzten Monaten ihren Höhepunkt, nachdem das katalanische Parlament Anhörungen zu einem allfälligen Stierkampfverbot durchgeführt hatte. Diese erfolgten aufgrund einer Volksinitiative, die Stierkampfgegner in Katalonien lanciert hatten.



15. April 2010

**Ein Yoghurt bleibt ein Yoghurt**

Die Firma Danone zieht ihr Gesuch zur Validierung ihrer Produkte *Actimel* und *Activia* zurück, nachdem die European Food Safety Authority (EFSA) verlauten liess, der therapeutische Wert dieser Produkte sei in keiner Weise wissenschaftlich bewiesen.

Für Danone stellt dies eine Niederlage dar. Das Unternehmen wird sich bei seinen Werbekampagnen künftig nicht mehr auf die gesundheitlichen Vorzüge der beiden Produkte berufen können. Diese machen über 10% des Umsatzes aus. Als Hauptkonkurrent von Danone ist auch Nestlé seit rund fünfzehn Jahren im Ernährungsbereich tätig. Mit 3'500 Angestellten im Rahmen des Netzwerks „Entwicklung und Produktetests“, die auf 17 Standorte verteilt sind, stellt sein in der Westschweiz basiertes Forschungszentrum seinen wichtigsten wissenschaftlichen Pool dar. Von der Werbung angeregt, welche die Pharmaunternehmen im Rahmen ihrer Forschungen betreiben, stellt das Unternehmen seine Zentren als «stete Quelle neuer Ideen und wissenschaftlicher Erkenntnisse» dar,



welche «die Pipeline der Nestlé-Produkte nähren». Um die Pipeline guter Ideen nähren beziehungsweise den Umsatz steigern zu können, fallen Tausende von Tieren Tierversuchen zum Opfer. Schuld daran sind Milchprodukte jeglicher Verwendungsart, von denen eine überflüssiger ist als die andere. Auch die Presse berichtet über tolle Entdeckungen und beweist damit einen wenig kritischen Geist. Sie ist vielmehr der Ansicht, solche Produkte könnten zu neuen Therapien führen. Dies zeigt beispielsweise der im Jahr 2008 veröffentlichte Artikel mit dem Titel «Die Bakterien, wertvolle Zutaten unserer Ernährung» (1).

«Die Probiotika, diese Nahrungsmittel, die lebende Bakterien enthalten, sollen eine wohltuende Wirkung haben. Dies hat eine an Mäusen durchgeführte Studie bewiesen.

Ein aus Forschern aus London und der Firma Nestlé (Nestlé Research Center, Lausanne) bestehendes Team befasst sich seit einiger Zeit ausführlich mit der Frage. 2006 hatten die Wissenschaftler die Bakterienflora des Mäusedarms durch Mikroorganismen von Menschen ersetzt. Die recht verheerende Wirkung hatte den Stoffwechsel der armen Mäuse weitenteils in Mitleidenschaft gezogen. Dieses Jahr wiederholte das Team den Versuch und fügte der Nahrungsmittelration

der Mäuse eine der im menschlichen Darm vorhandenen Bakterien bei. Gemäss den in der Zeitschrift Molecular Systems Biology veröffentlichten Resultaten sind die Auswirkungen diesmal recht positiv. Nach einer zweiwöchigen Behandlung analysierten die Forscher eine Reihe von Stoffwechselmarkern in Exkrementen, Urin, Blut und Leber. Die Wissenschaftler hoffen, dass ihre Studie zu neuen Therapien führt, bei denen Probiotika verwendet werden».

Zwei Jahre später haben diese unnötigen Versuche mit Mäusen zu keiner neuen Therapie geführt. Dies hindert Nestlé aber nicht daran, zahlreiche Versuche fortzuführen. Einige davon werden mit öffentlichen Geldern der EU finanziert.

5. Mai 2010

**Novartis wird zur Kasse gebeten**

Das Pharmaunternehmen hat sich zur Zahlung von 72,5 Millionen Dollar verpflichtet, um den Strafverfolgungen des Justizministeriums der Vereinigten Staaten (DoJ) ein Ende zu bereiten. Novartis war angeklagt, im Rahmen des Marketings für sein Medikament Tobi (Medikament gegen zystische Fibrose) trügerische Ansprüche geltend gemacht zu haben, nachdem dieses für einen von den Behörden nicht bewilligten Gebrauch vertrieben worden war. «Die Pharmalabors dürfen im Rahmen ihrer Medikamente keine Werbung für Verwendungen betreiben, die sich nicht als sicher und effizient erwiesen haben», liess ein Zuständiger des DoJ verlauten.



(1) [http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieuses-ingrédients-de-notre-alimentation\\_14272/](http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieuses-ingrédients-de-notre-alimentation_14272/)

► Dänemark

## Journalistin vergiftet zwölf Fische: Freispruch

Nicht nur in den Labors werden stumpfsinnige Versuche durchgeführt. Um die Toxizität eines Shampoos zu beweisen, fand es eine dänische Journalistin des Staatsfernsehens interessant, ein Muster in ein Aquarium zu leeren, das dreizehn Fische enthielt. Die Agonie der Tiere wurde gefilmt und in einer Konsumentensendung ausgestrahlt. Innert drei Tagen verendeten zwölf Fische. Ein Tierarzt reichte gegen die Journalistin Klage ein und beschuldigte sie, den Fischen unnötige Leiden verursacht und gegen das für Versuchstiere geltende Gesetz verstossen zu haben. Nachdem die Journalistin 2009 von einem dänischen Gericht als schuldig anerkannt worden war, forderte sie einen Freispruch. Im März 2010 gab ihr das Appellationsgericht in Kopenhagen Recht. Dieses ging davon aus, der durchgeführte Test «obliege nicht dem europäischen Übereinkommen zum Schutz der für Versuche und andere wissenschaftliche Zwecke verwendeten Wirbeltiere». Zudem liess es verlauten, es sei «nicht ausreichend bewiesen, dass die Journalistin bei den Fischen Angst und Leiden ausgelöst habe». Letztere erklärte sich als «sehr zufrieden mit dem sehr klaren Urteil. Dies stellt einen grossen Sieg für die Arbeitsfreiheit der Journalisten dar. Ich war keine Fischpeinigerin und habe die Regeln des Tierschutzes nicht verletzt, wie das Urteil beweist».



Auszug aus dem Video der dänischen Sendung Kontant, in der die Journalistin Lisbeth Koelster 2004 die Fische vergiftete

## Christopher Anderegg's wütendes Aufstossen

**Jeweils im Frühling wird Dr. Anderegg von einer gewissen Fieberhaftigkeit gepackt und verteilt nach allen Seiten Flyer und Anzeigen «gegen» Tierversuche. Steigt ihm wie der blühenden Vegetation um ihn herum der Saft ins Gehirn? Dieses Jahr richtet sich seine Kampagne gegen eine andere Zielscheibe. Statt seiner ehemaligen Kollegen, die Tierversuche betreiben, hat er nun die Tierschutzorganisationen im Visier, die seiner Ansicht nach Alternativ- oder Ersatzmethoden unterstützen.**

Seine ehemaligen Kolleginnen und Kollegen waren mit Sicherheit froh, ihn endlich los zu werden. Nun werden sie darüber jubeln, dass er sich auf die Seite des „Tierschutzes“ geschlagen hat.

Dr. Anderegg bedauert es, viele düstere Jahre in einem Labor verbracht zu haben. Inzwischen leidet er darunter, dass er als einziger wirklich etwas gegen Tierversuche unternimmt. Als wahrhaftiger Don Quichotte veröffentlicht er seit vielen Jahren zahlreiche Anzeigen und Schriften, aber auch seine berühmte schwarze Liste «der Tierschutzorganisationen in der Schweiz, die am «3R-Konzept» festhalten und gleichwertige «Alternativmethoden» zu Tierversuchen fördern und/oder finanzieren».

Zu seinen Zielscheiben gehören die **ATRA**, **Animalfree Research**, die **Stiftung für das Tier im Recht** (TIER), natürlich die **SLGV**, **Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin** (ATM), der **Schweizer Tierschutz** (STS), der **Zürcher Tierschutz**, die **Société Vaudoise pour la Protection des Animaux** (SVPA), der **Tierschutzbund**, **Dübendorf**, der **Tierschutzbund Basel**, **Tierrechts-Signet**, **VETO** und **Vier Pfoten**.

Dr. Anderegg schliesst seine Liste mit folgender Erklärung: «Es ist schwierig genug,

die Propaganda der Tierversuchslobby (Pharmaindustrie, Hochschulen, Wirtschaft, Politik und Medien) zu bekämpfen. Dass aber auch Tierschutzorganisationen Tierversuche als eine nützliche und notwendige Forschungsmethode betrachten, die man nicht abschaffen, sondern nur durch gleichwertige – und deshalb ebenso wertlose, nicht aussagekräftige – «Alternativmethoden» vermindern und ersetzen könne, ist äusserst bedauerlich. Der Verein zur Abschaffung der Tierversuche ist und bleibt die einzige Anti-Tierversuchs-Organisation in der Schweiz, die den 3R-Schwindel und trügerische Alternativmethoden strikt ablehnt.»

Ufff... Zum Glück gibt es Dr. Anderegg und den berühmten Verein zur Abschaffung der Tierversuche. Alleine für die Behauptung, die SLGV unterstützte die 3R, müsste der Forscher eine Verleumdungsklage am Hals haben. Wir bevorzugen derzeit aber ein anderes Vorgehen und informieren lieber die Tierschützer, die ihm Spenden zukommen lassen. Möchten sie wirklich kostenaufwändige Aktionen wieder Druck von Presseanzeigen oder den Versand von Hunderttausenden von Flyern an die Haushalte unterstützen, die einzig das Ziel verfolgen, aktive Tierschutzorganisationen anzuschwärzen?

Eine Anzeigenkampagne voll falscher oder überholter Informationen:

### « Irrweg Tierschutz: Alternativen zu Tierversuchen »

« Was viele Tierfreundinnen und Tierfreunde nicht wissen: Wegen Alternativmethoden wie tierischen Zell- und Gewebekulturen werden Tierversuche wiederholt und verewigt ».

Bei der Herausgabe seiner Broschüre schreckte Dr. Anderegg nicht davor zurück, mit der grossen Kelle anzuröhren. Ob er wohl der Ansicht war, die meisten potenziellen Spender würden nichts von Tierversuchen oder Alternativmethoden verstehen? Ob er glaubte, einige von ihnen würden mit Sicherheit ihr Portemonnaie öffnen, um seine Aktionen während Jahren zu unterstützen?

Beim Lesen seines Pamphlets ist man über die darin enthaltenen zahlreichen Absurditäten und Fehlinformationen betroffen. Man müsste Dr. Anderegg darauf hinweisen, dass die Zeiten vorbei sind, in denen

The booklet features a title page with the text 'Verein zur Abschaffung der Tierversuche' and 'Irrweg Tierschutz: Alternativen zu Tierversuchen'. It includes a photograph of a person holding a small animal. The main text discusses the repetition of experiments due to alternative methods like cell and tissue cultures, and it criticizes the 3R movement for not supporting these alternatives.

er Mäuse umbrachte. Seit 1988 hat sich die Forschung insbesondere im Bereich der Alternativmethoden weiter entwickelt. Die daran beteiligten Wissenschaftler arbeiten nicht mit Tier-, sondern mit Menschenzellen. Diese stammen beispielsweise aus Biopsien, die im Spitalbereich vorgenommen werden. Natürlich gibt es zahlreiche Forscher, die bei ihren Versuchen Tierzellen verwenden. Die gleichen Wissenschaftler setzen aber auch lebende Tiere ein. Die Zellen benutzen sie nicht aus ethischen Gründen, sondern einzlich und alleine deshalb, weil sie billiger und mit weniger Verpflichtungen verbunden sind als die Verwendung lebender Tiere. Solche Forscher sind von keinerlei Interesse. In Anbetracht dieser Tatsache erstaunt uns Dr. Anderegg mit folgender Aussage nicht wenig:

**«Laut Statistik ist die jährliche Versuchstierzahl in der Schweiz zwischen 1990 und 2008 um 40% zurückgegangen. Industrie, Behörden und sogar einige Tierschutz-organisationen behaupten, dass dieser Rückgang auf den Einsatz von Alternativ-methoden wie tierischen Zell- und Gewebekulturen zurückzuführen sei. Stimmt das?»**

In der Tat nimmt die Zahl der verwendeten Tiere seit acht Jahren stets zu (3). Im Jahr 2009 verwendeten die Labors so viele Tiere wie 1996!

Von 1983 bis ins Jahr 2000 war hingegen tatsächlich ein regelmässiger Rückgang der Tiere festzustellen. Dieser war einerseits auf das Tierschutzgesetz, das 1983 in Kraft trat, und andererseits darauf zurückzuführen, dass in den Labors zu jenem Zeitpunkt alles Mögliche und Unmögliche getan wurde.

Im Laufe der Jahre zwangen die Richtlinien des Bundes die kantonalen Behörden dazu, genügend ausgebildetes Personal anzustellen, um die Ziele der Tierversuche zu verstehen und die Verwendung von Tieren zu regeln. Viele Wissenschaftler begannen auch für Vorversuche Alternativmethoden zu verwenden, um den neuen Auflagen des Bundes zu entkommen. Schliesslich war die Verwendung solcher Methoden weder mit Bewilligungsgesuchen noch mit Verwaltungsgebühren verbunden. Die Zellkulturen trugen somit tatsächlich zur Reduzierung der Anzahl lebender Tiere bei. Dies erfolgte aber im Allgemeinen nicht aus ethischen oder wissenschaftlichen, sondern einzlich und allein aus praktischen und wirtschaftlichen Gründen.

**«Der Rückgang ist auch auf das Recycling der Versuchstiere zwecks Kosteneinsparungen zurückzuführen. Weil Aufzucht, Haltung, Pflege und Entsorgung der Versuchstiere immer teurer werden, verwendet man nun ein Tier in mehreren Versuchen statt mehrere Tiere in einem Versuch. Für Industrie und Behörden fällt solches Recycling unter den Begriff optimierte Versuchsplanung.»**

Bei dem Konzept vom «teuren Tier» handelt es sich um eine Erfindung der wissenschaftlichen Kreise. Diese stützen ihren Vorwand darauf, Tiere nur zu verwenden, weil «es anders nicht geht».

Da die Schweizer Gesetzgebung tatsächlich erlaubt, ein Tier bei einem anderen Versuch wieder zu verwenden, so erfolgt dies unter gewissen Bedingungen. In Tat und Wahrheit ist das in unserem Land aber fast nie der Fall. Aus einem ganz einfachen Grund: 1) Die meisten Tiere werden nach einem

Experiment getötet, um Proben für Analysen zu entnehmen. 2) Das Recycling von Tieren würde eine erneute Akklimatisierungszeit und insbesondere einen Versuch erfordern, bei dem im gleichen Labor Tiere desselben Alters und derselben Abstammung verwendet würden. Die Verlegung von Tieren aus einer Versuchstierhaltung in eine andere ist aus gesundheitspolitischen Gründen fast unmöglich. Abgesehen von einigen Versuchen, welche die Verwendung von gewissen teuren transgenen Mäusen erfordern, käme das «Recycling» von Tieren viel teurer zu stehen, als diese zu töten und anschliessend neue Exemplare zu kaufen.

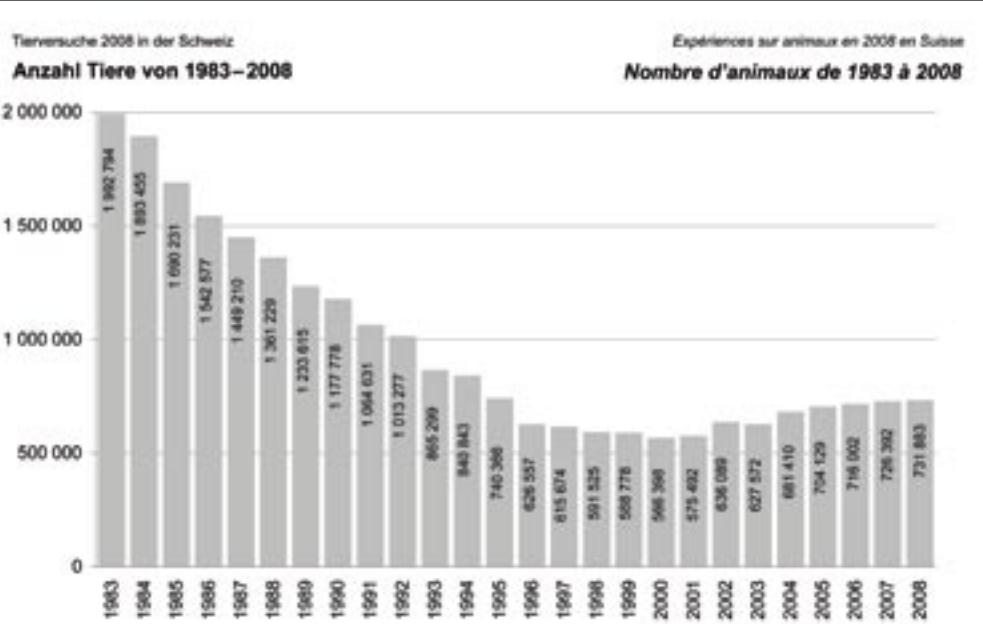
.....

**«Dass Alternativmethoden zu keiner Verminderung der Tierversuche führen, zeigt der Hochschulkanton Zürich, wo - im Gegensatz zum Industiekanton Basel - die Tierversuche nicht in Auslandfirmen verlegt werden können. So verzeichnete Zürich zwischen 1990 und 2008 keine Abnahme, sondern eine Zunahme der jährlichen Versuchstierzahl um 90%.»**

Dr. Anderegg verbreitet diese Anzeige seit mehreren Jahren und begnügt sich damit, die Zahlen zu aktualisieren. Seiner vorherigen Anzeige (4) ist jedoch zu entnehmen, dass **«der Kanton Zürich von 1989 bis 2003 bezüglich der Zahl der jährlich verwendeten Tiere keinen Rückgang, sondern einen Anstieg um 120% verzeichnete.»**

Auf den ersten Blick scheint Dr. Anderegg nicht nur über die ganze Welt, sondern auch über seine Zahlen erbost zu sein. Während der Anstieg der Anzahl Tiere zwischen 1989 und 2003 120% betrug, waren es zwischen 1990 und 2008 deren 90%. Dr. Anderegg muss uns also erklären, wie der Kanton Zürich «keinen Rückgang der Zahl der jährlich verwendeten Tiere verzeichnete.»

Das Beispiel ist jedenfalls absurd. Aus Prestigegründen streiten sich die Forschungszentren am Genfersee (Waadt und Genf) sowie in Zürich darum, wer in den naturwissenschaftlichen Bereichen am meisten Forscher für sich gewinnt. Die Universitäten Genf und Lausanne wären entzückt, einen Anstieg der verwendeten Tiere um 120% zu verzeichnen. Für sie wäre dies mit vielen wissenschaftlichen Publikationen, finanzieller Unterstützung von aussen, einem besseren Ruf usw. verbunden. Seit kurzem unterstützt der Bundesrat die Forschung mit einigen hundert Millionen Franken mehr, wobei 200 Millionen hauptsächlich der medizinischen Forschung zugute kommen. So lange nicht neue Forschungsmethoden unterstützt werden, glauben wir nicht an einen



Rückgang der Anzahl Tiere.

Dr. Anderegg hat auch eine überholte Vorstellung von der medizinischen Forschung. Die Universitäten situiert er links, die «chemisch-pharmazeutische» Industrie – also Roche und Novartis – rechts. Ob er wohl weiss, dass ein Kanton wie Genf sowohl eine Universität, die viele Tierversuche betreibt, als auch die Firma Merk Serono beherbergt? Diese stellt das drittgrösste pharmazeutische Unternehmen im Lande dar. Weiss er, dass sich im Kanton Waadt, der über eine Universität und eine Technische Hochschule verfügt, Filialen von Novartis oder Nestlé befinden? Bei den Affenversuchen, die an der Universität Freiburg durchgeführt werden, leitet Novartis die klinische Phase eines Antikörpers, der aus solchen Versuchen stammt. Auch der Kanton Zürich hat von sich reden gemacht. Nachdem das Bundesgericht im Oktober 2009 das Verbot von zwei Affenversuchen bestätigt hatte, verliess einer der Wissenschaftler mit seinen Affen die ETH. Inzwischen setzt er seine Versuche in Deutschland fort.

**«Die Forscher, die Alternativmethoden entwickeln, betrachten Tierversuche als nützlich und notwendig. Deshalb arbeiten sie grösstenteils mit Zellen, Geweben und Organen, die getöteten Versuchstieren oder geschlachteten Nutztieren entnommen werden, und sie wiederholen sogar die angeblich zu ersetzenen Tierversuche jahrelang, um diese mit den Alternativmethoden zu vergleichen. Somit werden Tierversuche weder verminder noch ersetzt, sondern verewigt. Obwohl Alternativmethoden auf diese Weise dem Tierschutz klar schaden, werden sie von zahlreichen Tierschutzorganisationen in der Schweiz mit Spendengeldern finanziert.»**

Mit Dr. Anderegg schlägt man sich zumindest nicht mit zufälligen Hypothesen herum. Seiner Ansicht nach sind alle Wissenschaftler schlecht. Er weiss auch genau, was die Forscher denken und warum sie etwas tun.

Glücklicherweise kennt die SLGV auch Wissenschaftler, die Alternativmethoden entwickeln und Tierversuche für überflüssig sowie gesundheitsschädigend halten. Sie entwickeln Alternativmethoden, welche für die medizinische Forschung menschliches Material (*in vitro*) oder menschliche Daten (*in silico*) verwenden. Die SLGV unterstützt die Arbeiten solcher Forscher, die es ermöglichen, menschliche Krankheiten zu untersuchen.

Nichtsdestotrotz stellt eine Zellkultur – ob sie nun tierische oder menschliche Gewebe verwendet – eine Alternativmethode

## Wer ist Dr. Anderegg?

**Beim Lesen einiger Artikel, die ihm gewidmet sind, stellt man fest, dass Dr. Anderegg sein Studium in den USA absolvierte. Während dieser Zeit leitete er Forschungsarbeiten, bei denen er sich mit dem Klonen von Säugetieren befasste. Nach einem Doktorat in Biologie und Medizin kam er 1987 in die Schweiz und arbeitete als Forscher an der ETH Zürich. Diese verschaffte ihm eine Stelle in Füllinsdorf (BL), wo man für Experimente vorgesehene Mäuse, Ratten, Hasen, Affen und Hunde findet.**

Während anderthalb Jahren führte er die gleichen Versuche durch wie vorher in den Vereinigten Staaten. Von 1979 bis 1989 nahm er an rund 3'000 Tieren Versuche vor. Anschliessend verliess er die Forschung und übernahm 1996 die Leitung des Vereins zur Abschaffung der Tierversuche. Auf seiner Website kündet er an: „Als Präsident und Geschäftsführer des Vereins zur Abschaffung der Tierversuche lasse ich Streuprospekte in Briefkästen verteilen, lanciere Plakatkampagnen und lasse Inserate in Tageszeitungen erscheinen...“.

Unserer Kenntnis nach ist dies in etwa alles, was er tut. Darüber hinaus durchforscht er die Presse auf der Suche nach Zitaten, die Tierschützer in Misskredit bringen könnten. Mit diesen geht er gnadenlos ins Gericht. Er fordert seine Leserschaft auch auf, ihm Artikel zukommen zu lassen, die er möglicherweise übersehen hat. Da zahlreiche Journalistinnen und Journalisten Aussagen verzerrt wiedergeben, um einen Aufhänger zu erhalten oder die Lektürehres Artikels zu beeinflussen, ist dies nicht allzu schwierig. Auf seiner Website stellt er Leute wie Claudia Mertens oder Gieri Bolliger an den Pranger. Die beiden Tierschützer gehören der Zürcher Kommission für Tierversuche an, der das endgültige Verbot von zwei Affenversuchen zu

verdanken ist, welches das Bundesgericht im Oktober 2009 erliess. Im Rahmen dieser Angelegenheit hüllte sich Dr. Anderegg – wie in den meisten übrigen Fällen auch – in Schweigen. Im Mai 2000 erklärte er, für seine Tätigkeit einen Monatslohn von Fr. 6'000.- zu beziehen. Wir wissen nicht, wie hoch dieser Betrag inzwischen ausfällt, aber die Spenderinnen und Spender werden sich sicher darüber freuen. Bei seinen Inseratkampagnen wendet er sich hauptsächlich an Gönnerinnen und Gönner, die sich für die Anliegen der Tiere interessieren. Trotzdem scheint ihn der Tierschutz nicht allzu sehr zu interessieren.

So liess er am 15. Dezember 2006 in einer Klarstellung bezüglich seiner Kampagne gegen den Telethon verlauten:

*„Frau R. wirft mir vor, viel Mitgefühl für die Tiere, aber nur wenig Empathie für die Menschen zu haben. Mit diesem Schreiben bestätige ich, dass genau das Gegenteil zutrifft. Weder meine Plakate, noch meine Flyer und Anzeigen oder meine Website enthalten auch nur ein Wort über mein Mitgefühl mit den Tieren und ihren Leiden in den Labors. Bei meinem Kampf gegen Tierversuche habe ich während elf Jahren eine ganz bestimmte Methode angewandt: Ich habe mich nur um das Leiden von Kranken gekümmert (...).“*

Die Sachverhalte sind somit zumindest klar.

zu Tierversuchen dar. Als solche gilt definitionsgemäss alles, was die Verwendung eines lebenden Tieres ersetzt. Man kann mit Recht gegen die Verwendung von Tierzellen sein, da die dadurch erhaltenen Resultate für diemenschlicheGesundheitebensogefährlich sind wie diejenigen, die sich durch die Verwendung lebender Tiere ergeben. Dessen ungeachtet ist die Verbindung von tierischen Zellkulturen mit Alternativmethoden, wie sie Dr. Anderegg betreibt, aber besonders unredlich.

Vor allem ist ein solches Vorgehen aber inkohärent. Die vierzig Seiten umfassende kleine Broschüre mit dem Titel «Tierversuche aus kritischer Sicht» enthält einige Antworten auf die Frage, was Dr. Anderegg denn unter dem von ihm zitierten «nützlichen und zuverlässigen Methoden» versteht, die «direkt

*an Menschen angewandt werden». Das Werk, das er 2006 zusammen mit fünf anderen Autoren verfasste, kann auf seiner Website heruntergeladen werden. Auf S. 22 heisst es: „*In vitro-Zell- und Gewebekulturen sind hingegen wirkungsvolle Untersuchungsmittel.*“ (!) Und:*

*„Was Impfstoffe betrifft, so entdeckten Forscher bereits im Jahr 1949, dass aus menschlichen Zellkulturen gewonnene Impfstoffe wirksamer, sicherer und weniger teuer waren als aus Affengeweben gewonnene Impfstoffe, wodurch auch die ernsthafte Gefahr der Verseuchung durch tierische Viren vollständig eliminiert werden kann. In ähnlicher Weise wurden zur Erhöhung der Sicherheit von Virusimpfstoffen viele Tests an Tieren durch weit sensiblere und verlässlichere Zellkulturttechniken ersetzt.“* Ohne Kommentar.

## Editoriale

Cari Soci, Care Amiche e Cari Amici della Lega,

Sul presente numero, troverete informazioni su alcune nostre azioni in corso, in particolare l'inatteso annuncio della condanna del Dott. Bize per aver inflitto sofferenze inutili agli animali utilizzati per gli esperimenti da lui praticati. Dopo la conferma del Tribunale federale, nell'ottobre 2009, del divieto di due esperimenti su scimmie a Zurigo (vedi il nostro giornale n°26 di dicembre 2009), oggi è un ricercatore del canton Vaud a farsi condannare. Fino ad ora, gli ambienti scientifici vedevano di buon occhio la nostra « legislazione più severa del mondo ». Poco applicata, gli tornava comunque comodo per garantire pubblicamente che i loro esperimenti sono severamente controllati ed approvati al termine di un minuzioso esame degli interessi in gioco, alla luce delle sofferenze inflitte agli animali.

La decisione del Tribunale federale sembra segnare la fine di questa bella tranquillità. L'idea che la legge possa essere applicata altrimenti che per appoggiare i loro interessi personali desta preoccupazione e collera tra gli scienziati, tra cui il genetico Denis Duboule che ci ha brandito per l'ennesima volta la minaccia della « fuga di cervelli » : « *Sento un pericoloso e subdolo slittamento verso il considerare gli animali più importanti degli uomini* » ha dichiarato lo scorso ottobre. « *Questa evoluzione non mi pone nessun problema, a patto che rispecchi l'opinione della maggioranza. Se effettivamente è così, andremo a lavorare altrove.* »

Docente presso l'Università di Ginevra e l'EPFL di Losanna, grazie ai quali guadagna un generoso stipendio ed usufruisce di un piano di pensionamento, gli auguriamo...buon viaggio. Che vada a lavorare altrove non può che farci piacere. Il denaro così risparmiato potrà essere investito in progetti di ricerca etici, innovativi ed utili alla medicina umana.

### « Esistono metodi migliori della sperimentazione animale !

**La ricerca moderna utilizza metodi sostitutivi** » è il messaggio che vogliamo comunicare al maggior numero di persone in occasione della nostra prossima campagna di affissione. Infatti, senza una presa di coscienza della popolazione, il denaro dedicato alla ricerca nei nostri atenei continuerà ad essere monopolizzato dai difensori della sperimentazione animale.

La delegazione della Lega di Neuchâtel ha peraltro lanciato una petizione contro il consumo di cosce di rana. Questa azione fa seguito alla diffusione di un servizio in cui venivano illustrate le condizioni di trasporto ed uccisione di questi animali a Le Locle (NE), nella « Pisciculture des Enfers » - che porta bene il suo nome. Delle 150 tonnellate consumate ogni anno in Svizzera, mezzo milione di rane sono importate vive per essere poi uccise nel nostro paese. La petizione sarà pubblicata sul nostro prossimo giornale, ma potete già scaricarla a partire dalle news del mese di maggio del nostro sito internet.

Vi auguriamo una bella estate e vi inviamo i nostri saluti cordiali.

Il Comitato

► Risultati del concorso per il manifesto

## « Per la sostituzione delle sperimentazioni con nuovi metodi sostitutivi »



Il primo premio attribuito a Nadine Colin (agenzia Illustrat) di Zurigo. I due manifesti saranno utilizzati per la nostra prossima campagna di affissione pubblica.

Nell'ambito di questo concorso indetto nel dicembre 2009, la Lega ha ricevuto ben 80 progetti allo scadere del termine ultimo di presentazione fissato al 15 marzo 2010. In provenienza da Svizzera, Francia, Germania e Italia, ideati da agenzie professionali, grafici, dilettanti o strenui difensori degli animali, molti dei progetti che abbiamo avuto il piacere di scoprire sono estremamente interessanti e graficamente eccellenti.

Riunitasi il 20 marzo 2010, la giuria, composta da una decina di persone della LSCV e professionisti del ramo, ha avuto il difficile compito di eleggere il laureato. Ogni giurato ha dovuto scegliere cinque tra gli 80 progetti esposti anonimamente. Al termine della prima selezione, cinque progetti hanno raccolto il punteggio massimo e dopo diverse votazioni, sono rimasti in lizza i progetti di Nadine Colin e Julia Bruderer, tra i quali non si è giunti ad operare un'ultima scelta. Il primo si è distinto per l'impatto visivo mentre il secondo per la qualità grafica. Poiché il manifesto premiato è utilizzato per una campagna di affissione intesa ad impattare il pubblico e suscitare la riflessione nel maggior numero di persone possibile, la LSCV ha deciso di attribuire il premio a Nadine Colin, alla quale è stato chiesto di ideare un secondo manifesto per consolidare il messaggio del primo.

### IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

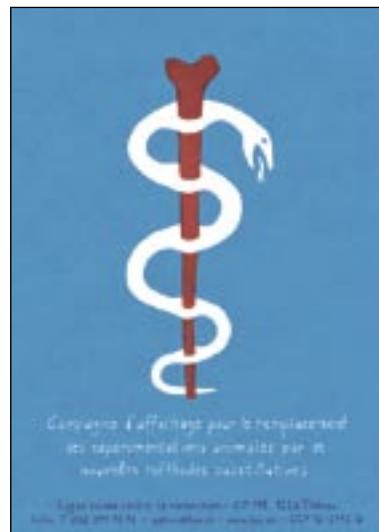
Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm<sup>2</sup> **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Quota annua dei Soci:** Minimo CHF 15.- **CCP 12-2745-6** **L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00** : **Permanenza in francese:** da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

# Manifestazioni animali

La Lega ringrazia di cuore tutti i partecipanti per la qualità dei loro progetti e per il tempo che hanno dedicato a realizzarli.

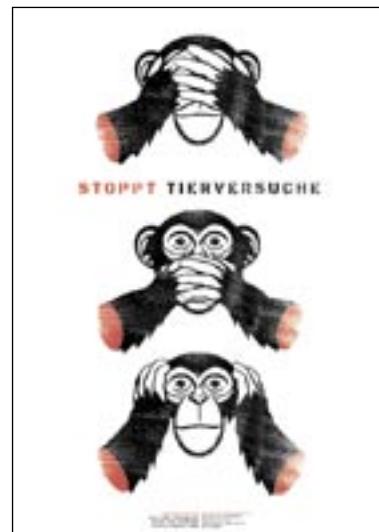
Ci preme inoltre ringraziare più particolarmente i candidati che ci hanno fatto pervenire i loro progetti stampati sotto foma di tematiche o in formato F4 e F12, e che pertanto hanno sostenuto costi supplementari.



Secondo premio  
Julia Bruderer - Zürich (CH)



Terzo premio, manifesti francofoni  
Pierrick Gugic - Angers (F)



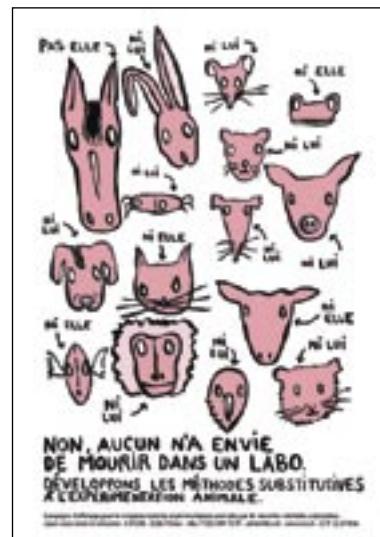
Terzo premio, manifesti tedeschi  
Tom Hänni - Bern (CH)



Premio speciale LSCV  
Konrad Mollet - Solothurn (CH)



Premio speciale LSCV  
Simon Keller - Zürich (CH)



Premio speciale LSCV  
Fanny Vaucher - Vaud (CH)



Premio speciale LSCV  
Nicolas Perrin - Fribourg (CH)

Il Comitato della Lega ringrazia i membri della giuria per la loro partecipazione e la scelta dei laureati. Siamo convinti che l'abbinamento di questi due manifesti – il primo inteso a colpire l'immaginazione e suscitare la riflessione, ed il secondo che apporta una soluzione a questa situazione di fatto – avrà un impatto forte sul pubblico. Sì, perchè di fronte alla sofferenza degli animali mostrati nel primo manifesto, non si chiede di por termine alla ricerca medica ma semplicemente di portarla avanti diversamente, in maniera non solo più etica ma soprattutto più affidabile e scientifica per la salute pubblica.

Dato il gran numero di progetti di alta qualità ricevuti nell'ambito di questo concorso, il Comitato della Lega ha deciso di attribuire un premio speciale di Fr 500.- a quattro progetti tra quelli prescelti dalla giuria al termine della prima selezione.



Riunione della giuria a Ginevra il 20 marzo 2010

A pagina 38, 39 e 40 del giornale, pubblichiamo una selezione dei progetti ricevuti.

La totalità dei progetti è peraltro visibile sul nostro sito internet all'indirizzo: [www.lscv.ch/it/pages/news/2010/manifesto\\_it.html](http://www.lscv.ch/it/pages/news/2010/manifesto_it.html)

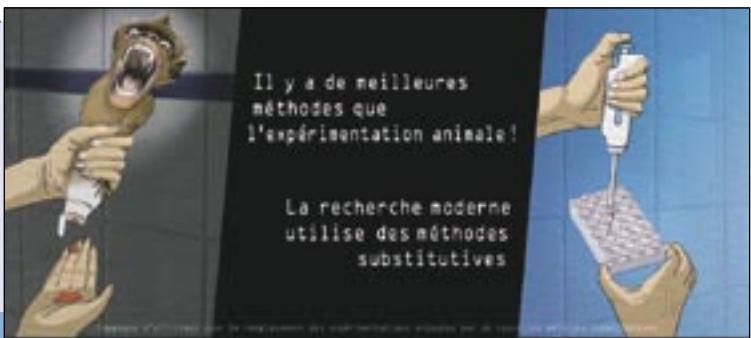
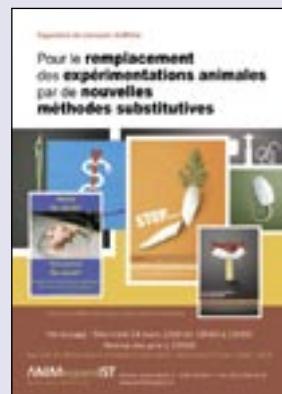


► Risultati del concorso per il manifesto

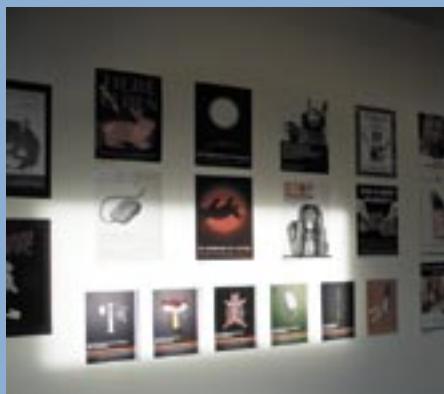
## « Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi »

**Il vernissage della mostra dei manifesti francofoni** si è svolto presso la Galleria ANIMIST espace di Ginevra, mercoledì 24 marzo 2010.

**Il vernissage della mostra dei manifesti svizzeri tedeschi** si è svolto presso il Kunstraum Walcheturm di Zurigo, mercoledì 31 marzo 2010.



F12



Primo premio  
Nadine Colin - Zurich



Secondo premio  
Julia Bruderer - Zurich



## Discorso del Dott. Daniel Favre

in occasione del vernissage e la premiazione nell'ambito del concorso di manifesti, 31 marzo 2010 a Zurigo



Signore, Signori,  
Cari visitatori,

A nome della Lega svizzera contro la vivisezione, organizzatrice del concorso, desidero augurarvi il benvenuto e ringraziarvi per la vostra presenza.

Prima di procedere alla premiazione, desidero ricordare in quale contesto è nata l'idea di questo concorso. Nel 1995, in seguito al rifiuto da parte della popolazione di due votazioni per l'abolizione della sperimentazione animale, la Lega svizzera contro la vivisezione, previa modifica dei suoi statuti, si è impegnata a sostenere lo sviluppo di metodi sostitutivi, con l'intento di consentire, a termine, l'abolizione dell'utilizzazione degli animali per la ricerca medica. 15 anni dopo, malgrado gli enormi progressi compiuti in questo campo, colpisce lo scarsissimo sostegno offerto ai metodi sostitutivi. In qualità di scienziato che da sempre lavora con modelli in vitro, posso affermare che portare avanti ricerche senza fare ricorso agli animali è un vero e proprio percorso di guerra. Non solo perché i ricercatori che rifiutano di utilizzare gli animali sono tuttora mal visti dagli ambienti accademici, ma soprattutto perché non esiste praticamente nessuna fonte di finanziamenti dedicati ai metodi sostitutivi.

L'unico ente pubblico attivo in questo campo in Svizzera è la Fondazione di ricerca 3R, i cui mezzi finanziari, dall'anno della sua istituzione nel 1987, non ha mai superato il milione di franchi annui. Ciò spiega perché nell'arco di vent'anni di esistenza, la Fondazione ha sostenuto soltanto un centinaio di progetti.

L'aiuto apportato dalla Fondazione 3R ai metodi sostitutivi è peraltro insignificante a fronte dei 280 milioni di franchi stanziati ogni anno dalla divisione 3 «Biologia e medicina» del Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica, gran parte dei quali finanziato gli esperimenti sugli animali svolti negli atenei.

I 5 o 6 progetti portati avanti ogni anno con il sostegno della Fondazione 3R fanno sorridere paragonati agli 800 - 900 nuovi sperimentazione animale autorizzati ogni anno in Svizzera.

Per gran parte del pubblico, se l'utilizzazione degli animali è necessaria per la ricerca medica è perché non esistono altri mezzi di studiare le patologie.

A dire il vero, se si stanziassero mezzi finanziari sufficienti per i metodi sostitutivi, ci vorrebbe poco tempo per sostituire numerosi esperimenti che attualmente utilizzano gli animali, per esempio roditori, cani o scimmie.

Per tutti questi motivi la Lega svizzera contro la vivisezione indice una campagna informativa sui metodi sostitutivi, segnatamente tramite una campagna di affissione pubblica, per la quale ha deciso di bandire un concorso per l'ideazione dei suoi manifesti francofoni e svizzeri tedeschi. I 200 supporti F4 (89,5x128 cm) e F12 (268,5x128 cm) saranno affissi nei cantoni di Zurigo, Basilea, Vaud, Ginevra, Friborgo, San Gallo, Vallese, Neuchâtel e Argovia, dal 19 maggio al 2 giugno 2010.

La Lega ha ricevuto 80 progetti provenienti da Svizzera, Francia, Germania ed Italia e realizzati da studenti di grafica, professionisti ostrenui difensori degli animali. Ringraziamo di cuore tutti i partecipanti per il tempo e

l'energia dedicati all'ideazione dei progetti, molti dei quali sono di grande qualità. La scelta non è stata facile per i dieci membri della giuria riunitasi il 20 marzo. Al termine di diverse votazioni, sono stati scelti tre manifesti.

Prima di comunicare i primi tre premi, tengo a citare il premio speciale attribuito dal Comitato della Lega a quattro progetti, ciascuno ricompensato con una somma di Fr 500--.

Sono stati assegnati a Fanny Vaucher di Losanna, Konrad Mollet di Soletta, Nicolas Perrin dell'agenzia 28g a Friborgo e Simon Keller dell'agenzia KGB Schweiz di Zurigo.

Il terzo premio per il manifesto svizzero tedesco è stato attribuito a Tom Hänni di Berna, per la qualità visiva del suo lavoro. La scelta del secondo e primo premio è stata particolarmente ardua ed ha necessitato diverse votazioni. Il secondo premio è stato attribuito a Julia Bruderer di Zurigo, per la composizione e la qualità grafica del suo progetto.

Il primo premio ha coronato Nadine Colin di Zurigo, in primo luogo per l'impatto visivo del suo progetto particolarmente importante alla luce della campagna di affissione pubblica. La tematica tratta ricorda che qualsiasi produzione di farmaci è radicata nella sofferenza di un animale, allorchè i metodi sostitutivi consentirebbero di evitarla.

Ci auguriamo che questa campagna susciterà la riflessione del pubblico e contribuirà ad informarlo sulle possibilità di sviluppare una ricerca migliore, senza animali, e realmente al servizio della salute pubblica.

► Seguito della nostra petizione .....

## « No agli esperimenti sulle scimmie presso l'Università di Friborgo »

**Per memoria, una delegazione di LSCV, ATRA e AGSTG, aveva depositato il 16 settembre 2009 presso la segreteria del Gran Consiglio friborghese, le 19'116 firme della petizione « No agli esperimenti sulle scimmie presso l'Università di Friborgo ». Abbiamo indirizzato una lettera esplicativa ai membri della Commissione delle petizioni del Gran Consiglio in cui chiedevamo la cessazione degli esperimenti effettuati sugli animali dall'Università motivando l'interesse di sviluppare un polo di ricerca dedicato ai metodi sostitutivi.**

Il 4 dicembre 2009, questa Commissione, che normalmente è chiamata a decidere del seguito da dare ad una petizione entro cinque mesi, ci ha scritto che « tenuto conto della complessità dell'argomento, l'analisi di questo caso potrebbe richiedere più tempo. I membri della Commissione utilizzeranno questo lasso di tempo per affinare l'esame del caso sottoposto ».

La nostra petizione è stata trattata dalla Commissione nel corso della sua seduta del 3 febbraio 2010. Nel suo resoconto, si può leggere che « i firmatari chiedono al Gran Consiglio di fare il necessario affinché l'Università di Friborgo abbandoni definitivamente la ricerca medica non solo sulle scimmie ma anche su tutti gli animali ». La Commissione « ritiene sproporzionata la domanda di vietare totalmente la sperimentazione animale e propone al Gran Consiglio, all'unanimità, di non dare seguito alla petizione nella sua stesura attuale ».

Nel contempo però, « la Commissione ritiene che la petizione sollevi un problema etico pertinente senza però che la commissione disponga di informazioni sufficienti per determinare se eventuali misure sono o no giustificate ». I componenti della commissione intendono presentare, in occasione della sessione parlamentare di marzo 2010, un postulato all'attenzione del Consiglio di Stato in cui si chiede:

- Una presentazione precisa della posizione del Consiglio di Stato sulla sperimentazione animale.
- Un'analisi etica dell'utilizzazione di grandi scimmie nella sperimentazione animale.
- L'esame dell'eventuale allestimento di un centro di competenze nazionale per la sperimentazione animale.

Il postulato si articola intorno allo sviluppo seguente (stralci):

« Il 16 settembre 2009 abbiamo ricevuto una petizione in cui si chiede alle autorità cantonali di non autorizzare più l'Università di Friborgo a praticare né partecipare finanziariamente ad esperimenti sulle scimmie. Più generalmente, viene inoltre chiesto di promuovere lo sviluppo di metodi più etici per la ricerca medica. La

petizione è stata esaminata il 12 ottobre 2009. Abbiamo successivamente chiesto al Consiglio di Stato di prendere posizione sulle questioni seguenti:

- In che modo il Consiglio di Stato si posiziona a fronte delle critiche formulate e delle misure rivendicate?



« Allorchè gli esperimenti sono di grado di gravità due, 5 delle 12 o 13 scimmie utilizzate sono state eutanasiate; il veterinario consulente, presentato come garante della supervisione sanitaria, vede le scimmie soltanto una volta ogni due anni, al massimo »

- Qual è la parte di esperimenti strettamente connessa alle ricerche fondamentali proprie all'Università di Friborgo e quale corrisponde invece alla verifica/reiterazione di esperimenti già svolti altrove?

- Stando al contenuto della petizione, accade che persone facenti parte degli organismi chiamati a pronunciarsi sull'ammissibilità di esperimenti animali, siano personalmente direttamente interessate da alcuni esperimenti? In tal caso, queste persone si astengono? Questa riuscita è formalizzata nei verbali?

- In che modo le recenti decisioni del Tribunale federale relativamente all'ammissibilità di esperimenti sulle scimmie dovrebbero incitare le autorità cantonali interessate a modificare la propria prassi?

- In che modo il Consiglio di Stato si posiziona di fronte all'apparente contraddizione tra i valori umanisti propugnati dall'Università di Friborgo e lo svolgimento di sperimentazioni animali su scimmie in seno a questo stesso ateneo? Le risposte a questi interrogativi sono state

esaminate nel corso della sessione della Commissione del 3 febbraio 2010 dalla quale è emerso quanto segue:

- le statistiche cantonali e federali sull'utilizzazione degli animali divergono;
- allorchè gli esperimenti sono di grado di gravità 2 (disagio medio) 5 delle 12 o 13 scimmie utilizzate sono state eutanasiate;
- il veterinario consulente, presentato come garante della supervisione sanitaria, vede le scimmie soltanto una volta ogni due anni, al massimo;
- la commissione di vigilanza degli esperimenti animali è incompleta.

Si è pertanto insinuato un dubbio nella mente dei componenti della Commissione, che hanno unanimemente riconosciuto la necessità di un dibattito pubblico di portata più ampia rispetto ai lavori svolti in commissione.

Abbiamo dunque proposto al Gran Consiglio di respingere la petizione, in quanto prematura alla luce delle conoscenze attuali, e di attendere la risposta a questo postulato prima di informare i petizionari sul seguito. Il Gran Consiglio ha seguito la nostra proposta con 79 voti a favore, 4 contrari e 2 astensioni, nel corso della seduta del 17 marzo 2010 ».

### Commenti della LSCV

Si può lanciare una petizione con l'intento di raggiungere diversi obiettivi, per esempio soddisfare determinate rivendicazioni. In altri casi, quando la situazione sembra scontata, una petizione può mirare più modestamente a suscitare un momento di riflessione, utile per preparare il terreno ad altre azioni simili, come nel caso della nostra petizione depositata all'attenzione delle autorità friborghesi. In questo cantone fortemente agricolo, la tenuta scadente di numerosi allevamenti di animali da rendita è regolarmente riferita dalla stampa. La protezione degli animali non è certamente una priorità e le associazioni coinvolte in questa lotta sono costantemente a caccia di fondi per cercare di portare avanti le loro azioni. Dunque in una sfera così sensibile come la sperimentazione animale, ritenuta dalla maggior parte della gente come essenziale per consentire il progresso medico, l'archiviazione della nostra petizione non è una sorpresa.

Siamo stati nel contempo positivamente sorpresi dal lavoro di fondo svolto dalla commissione delle petizioni, segnatamente quanto alla pertinenza dei loro interrogativi. Ringraziamo i componenti di detta commissione per il lavoro svolto e per gli « embrioni di riflessione » che hanno fatto germogliare a loro volta in seno al governo ed ai deputati del Gran Consiglio. Il loro lavoro ha inoltre consentito di dimostrare lo scarso controllo esercitato dalle autorità sugli esperimenti. Ha inoltre dimostrato che queste pratiche non corrispondono alle descrizioni volutamente incantatrici elaborate dagli scienziati.

Il postulato in sè non è particolarmente interessante e le risposte del Gran Consiglio erano scontate. Invece, le risposte del Gran Consiglio agli interrogativi del 12 ottobre 2009 sono per noi più interessanti. Non essendoci state comunicate, ne chiederemo copia e ne faremo un resoconto sul nostro prossimo giornale. Questi interrogativi riprendevano in parte le nostre argomentazioni (1) comunicate il 16 settembre 2009, a sostegno della nostra petizione. Per esempio, la scarsa pertinenza degli esperimenti svolti da questa università rispetto ad altre istituzioni che fanno la stessa cosa ma con più mezzi. Chiediamo « *L'università di Friborgo conta di rivalizzare con il polo zurighese o dell'arco lemanico? Chiaramente, che cosa ci guadagna a mantenere le ricerche sugli animali a parte la soddisfazione degli attuali responsabili scientifici che vivono di questa pratica?* »

Una risposta sferzante ci è venuta dal Consiglio federale il 16 aprile 2010, in occasione della sua conferenza stampa in cui si annunciava il lancio di otto nuovi Poli di ricerca nazionali (PRN), risultato del concorso bandito dal Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica (FNS) nel 2008.

Questi poli sono istituiti nelle università e nei politecnici di Berna, Ginevra, Losanna e Zurigo, ed il loro finanziamento annuo si attesterà ad una trentina di milioni di franchi fino al 2013.

L'Università di Friborgo è stata gentilmente schernita dai media, che non l'hanno ritenuta all'altezza dei requisiti imposti, ma « *in progresso* » e con l'incoraggiamento che la prossima « *sarà forse la volta buona* »...

Piuttosto che sfidarsi a rincorrere le altre istituzioni, scrivevamo che « *se c'è un campo in cui l'università di Friborgo potrebbe smarcarsi e diventare rapidamente un polo di eccellenza, è lo sviluppo dei metodi sostitutivi. Numerosi scienziati sarebbero pronti ad impegnarsi su questa strada se un'istituzione fosse pronta a proporre loro un quadro di ricerca dinamico. Un impegno in questo settore sarebbe anche conforme alla lunga tradizione umanista dell'università e potrebbe contribuire alla qualità degli insegnamenti dispensati dal suo dipartimento di medicina* ».

Ci auguriamo che lo schiaffo inflitto dall'FNS farà riflettere i deputati friborghesi sulla pertinenza delle nostre rivendicazioni ...

Il comitato di redazione

(1) : [www.lscv.ch/pages/news/sgc\\_fr.html](http://www.lscv.ch/pages/news/sgc_fr.html)

#### ► Seguito del nostro dossier

**« Vivisezione autorizzata in Svizzera su 100 uccelli di una specie iscritta su lista rossa »**



## Il Dott. Bize condannato !

**Questa volta l'affare è chiuso. E che soddisfazione ! Al termine di due anni di tergiversazioni e dilazioni, malgrado la tentazione di seppellire il dossier, la Procura di Soletta ha finalmente portato a termine la nostra denuncia.**

Il Tribunale penale di Soletta-Lebern ha dichiarato il Dott. Bize colpevole di atti contrari alla legge sulla protezione degli animali e l'ha condannato ad una multa di Fr. 1'000.-. La Procura ha ritenuto irrefutabili le prove contro il Dott. Bize che ha agito senza rispettare l'autorizzazione che gli era stata rilasciata, cagionando in tal modo inutili sofferenze agli animali. Il rappresentante dell'Ufficio veterinario cantonale di Soletta è stato prosciolto da tutte le accuse in quanto ha agito soltanto dopo aver verificato presso la sua gerarchia e l'autorità federale la correttezza della procedura, eppure illegale. L'UFV che aveva sospeso l'inchiesta disciplinare durante la procedura penale, dovrebbe riprenderla avendo il

Tribunale confermato la responsabilità di una sua collaboratrice.

Il Dott. Bize ha rinunciato a ricorrere contro la decisione, ciò che pone definitivamente termine alla causa. Ma non alla nostra azione contro di lui. Malgrado il procedimento in corso, il Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS) non ha esitato, nel novembre 2009, a finanziare nuovamente gli esperimenti di questo ricercatore sugli stessi uccelli, per un importo di 375'000.-! Intendiamo esortare l'FNS a spiegarsi sulla procedura di elargizione di questi sussidi, in quanto contraria alle regole e direttive che sostiene di aver posto in opera.

Il seguito di questo dossier sul nostro prossimo giornale.

L'integralità di questo dossier può essere consultata sul nostro sito Internet a pagina: <http://www.lscv.ch/it/pages/sperimentazione/bize/comunicato.html>

## Richiamo dei fatti

**Due giovani rondini muniti di anelli e che riportavano ferite di cui si poteva imputare l'origine ad un intervento chirurgico, sono rinvenuti nel luglio 2006, in una via del centro di Soletta.** Malgrado le cure prodigate, questi uccellini muoiono qualche giorno dopo. Un'autopsia praticata da un laboratorio tedesco rivela la presenza di una compressa sotto il derma, e che la morte dell'animale era dovuta all'infezione della ferita che non si era rimarginata. Viene dunque sporta denuncia per maltrattamenti contro gli animali. L'Ufficio cantonale di veterinaria di Soletta, chiamato a pronunciarsi, riconosce di aver rilasciato al Dott. Bize nel luglio 2006, un'autorizzazione di studiare l'impatto dello stress sullo sviluppo dei rondini a ventre bianco, specie protetta in Svizzera. L'esperimento consisteva nell'incidere nel vivo – senza anestesia locale né somministrazione di un analgesico – il fianco di un centinaio di questi giovani uccelli. 50 dovevano ricevere una compressa di corticosterone (ormone che provoca uno stress) sotto la pelle. Gli altri 50 servivano da controllo (vengono operati 36 uccelli prima che sia posto termine all'esperimento). Nei mesi successivi, malgrado i tentativi delle autorità di minimizzare le proprie responsabilità, emergono numerose violazioni delle procedure di rilascio di un'autorizzazione di sperimentazione animale. La Procura di Soletta era pertanto chiamata a prendere posizione quanto al metodo utilizzato ed all'obiettivo di ricerca del Dott. Bize, contestato dai querelanti, giustificato dallo scienziato, dall'UCV e dall'UFV.



# Verbale dell'Assemblea generale della Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 27 marzo 2010 presso la galleria ANIMISTespace, Ginevra

Apertura della seduta alle ore 14

## Membri del Comitato presenti:

Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice presidente), Suzann Karagöz, Laurianne Nicoulin (stesura del PV), Suzanne Wachtl

## Membri del Comitato assenti e scusati:

Sylvie Benoit, Emmanuel Broillet, Michèle Loisel, Egon Naef, Ruth Perdrizat, Marina Zumkeller (Tesoriera)

## Ordine del giorno

- 1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale**
- 2. Rapporto 2009 del Presidente**
- 3. Rapporto 2009 della Tesoriera e dei Revisori dei conti**
- 4. Discussione e voto sui due rapporti sopracitati**
- 5. Elezione di un Revisore dei conti**
- 6. Ammissioni/Dimissioni**
- 7. Varie**

## Apertura dell'Assemblea generale

Il Presidente apre la seduta e ringrazia i presenti. Comunica che questa Assemblea è legalmente costituita, ai sensi dell'articolo 60 del Codice civile e degli statuti della Lega. Non avendo il Comitato riveuvuto alcuna proposta, l'Assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno.

## 1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale

I Membri presenti, avendo preso visione di detto verbale sul nostro giornale di giugno 2009, esonerano il Presidente dal darne lettura e lo accettano.

## 2. Rapporto 2009 del Presidente

Il Presidente richiama alcuni punti citati nel rapporto di attività pubblicato sul giornale di marzo 2010 :

L'anno 2009 è stato marcato da diversi eventi, in particolare la manifestazione Zugetive del 19 settembre a Friborgo, organizzata da LSCV, ATRA e AGSTG, nonché la partecipazione al salone Animalia a Losanna per il terzo anno consecutivo. Maja Schmid ha ripreso la totalità della segreteria ed il suo tasso di attività è stato portato a 70%. Marina Zumkeller continua ad occuparsi della contabilità ma ha ridotto la propria attività al 30%.

Il concorso per la nuova campagna di affissione per la « sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi » si è svolto con successo. 80 manifesti sono stati esposti mercoledì 24 marzo 2010, in occasione del vernissage dei manifesti francofoni presso la Galleria ANIMISTespace. I Membri

presenti a questa AG possono vederli poichè i manifesti sono rimasti esposti. La premiazione per i manifesti svizzeri tedeschi si svolgerà mercoledì 31 marzo 2010 a Zurigo. Sull'ultimo giornale (n°27) sono descritte tutte le attività portate avanti ed i progetti sostenuti. Informazioni complementari su una delle tematiche trattate sono comunque sempre disponibili presso l'ufficio della Lega.

## 3. Rapporto 2009 della Tesoriera e dei Revisori dei conti e

## 4. Discussione e voto sui due rapporti sopracitati

Marina Zumkeller è scusata per motivi di salute, sicchè il Presidente Max Moret dà lettura del suo rapporto apportando un certo numero di precisazioni: Il responsabile della ditta commercialista MEF che ha controllato i conti della Lega fino a quest'anno è andato in pensione. Questo lavoro è stato affidato a Marie-Pascale Jonquille che lo svolge con piena soddisfazione della Lega. Come indicato nel rapporto di attività, il disavanzo annuo di Fr 58'424.47 è dovuto alle numerose azioni portate avanti nel 2009 ed agli innumerevoli sostegni finanziari che la Lega ha apportato. Citiamo l'istituzione della Cattedra di docenza dei metodi alternativi, le campagne di castrazione di animali randagi, gli aiuti ai rifugi ecc. Malgrado questo deficit, la situazione finanziaria rimane positiva, come risulta dalla pubblicazione dei conti.

Anne Atjecoutay dà lettura del rapporto dei Revisori dei conti, Kerry e Anne Atjecoutay, Laurianne Nicoulin e Oscar Appiani.

Non essendovi domande relativamente a questi due rapporti (vedi Rapporto 2009 della Tesoriera e Rapporto 2009 dei Revisori dei conti), il Presidente propone di approvarli per votazione: SI' all'unanimità.

## 5. Elezione di un Revisore dei conti

Dopo votazione, i revisori dei conti per il 2010 eletti all'unanimità dall'Assemblea sono Oscar Appiani, Kerry Atjecoutay, Anne Atjecoutay e Laurianne Nicoulin

## 6. Ammissioni/Dimissioni

La composizione del Comitato è rimasta inalterata durante l'anno trascorso ed il Presidente ringrazia ciascuno dei presenti per il lavoro svolto. Comunica che la Lega ha registrato 1'079 nuove iscrizioni nel 2009, fatto molto incoraggiante.

Anne Atjecoutay esprime la volontà di coinvolgersi maggiormente nelle azioni e nell'operato della Lega e chiede di entrare a far parte del Comitato. Riceve i ringraziamenti

di tutti per il suo impegno e le viene proposto di prendere parte alle riunioni del Comitato, in attesa che la sua ammissione definitiva sia approvata dalla prossima Assemblea generale nel 2011.

## 7. Varie

Il Presidente fa presente che legalmente per qualsiasi operazione finanziaria della Lega è necessaria una doppia firma. Attualmente tre persone hanno il diritto di firma: Max Moret, Luc Fournier e Marina Zumkeller. Alfine di agevolare i pagamenti effettuati dal Presidente, essendo Maja Schmid regolarmente presente in ufficio, si propone che sia abilitata a firmare. Voto : SI' all'unanimità.

Per quanto riguarda il concorso di manifesti, Luc Fournier precisa che la fine della campagna pubblica coincide con l'inizio della sessione parlamentare estiva. Un obiettivo di detta campagna è l'allestimento di un'azione presso il Parlamento, possibilmente sotto forma di conferenze con esposizione dei progetti ricevuti. Fa inoltre notare che la pressione pubblica è essenziale per farsi sentire dai politici. Deplora che paradossalmente se da una parte il numero di soci va aumentando ogni anno, d'altra parte la mobilitazione degli stessi diminuisce nella stessa proporzione. Si fa sempre più difficile mobilitare per manifestazioni importanti, come è successo per ZUGETIVE a Friborgo. Quando un'associazione che conta oltre 10'000 soci riesce a radunarne a malapena un centinaio per un'azione importante, una partecipazione così scarna finisce con l'essere controproducente per le nostre rivendicazioni. Fa notare che l'ufficio della Lega ha indubbiamente una parte di responsabilità in questa situazione di fatto. Da molti anni, si dedica troppo ad azioni di fondo, che certo sono importanti e danno frutti, come per esempio la condanna del Dott. Bize, ma la Lega deve assolutamente ritrovare il suo spirito militante e ricostituire una base attiva sulla quale poter contare quando sono organizzate manifestazioni di grande portata. I soci che desiderano essere registrati come militanti « attivi » sono invitati a comunicarlo all'ufficio della Lega che li registrerà su una mailing list.

La questione della mobilitazione dà adito ad un dibattito animato ed alcuni rappresentanti di altri organismi di protezione degli animali presenti all'Assemblea testimoniano delle stesse difficoltà.

Suzanne Wachtl parla inoltre del sostegno che la Lega ha apportato ad azioni portate avanti da altri organismi. Chiede che la Lega sia menzionata quando contribuisce finanziariamente a progetti volti alla

protezione degli animali. Poichè nessuno dei presenti desidera prendere la parola ed avendo trattato tutti i punti dell'ordine del giorno, il Presidente scioglie la seduta ed invita i partecipanti ad un piccolo rinfresco. Poichè l'AG si svolge in una galleria, sono i membri del Comitato ad essersi occupati del buffet: pizzette, gazpacho, tortine alla frutta, tapenade, tutto al 100% vegan.

## Rapporto 2009 della Tesoriera

Signore e Signori,

L'ultimo numero del nostro giornale, il n. 27 di marzo 2010, vi ha esaurientemente informati sulle azioni che abbiamo portato avanti nell'arco del 2009. Per chi non l'avesse letto, diverse copie sono a vostra disposizione all'entrata.

Teniamo a ringraziare la signora Jonquille, che ha ripreso la nostra contabilità presso la ditta commercialista MEF, per l'eccellente lavoro svolto. Grazie anche a Anne Agecoutay, Laurianne Nicoulin e Oscar Appiani che hanno verificato, a titolo gratuito, tutte le pezze contabili del 2009 della Lega, ed approvato i nostri conti il 17 marzo 2010.

Quest'anno 2009, malgrado la fedeltà dei nostri soci e donatori, si conclude con un disavanzo di Fr. 58'424.47. Il sostegno finanziario alla creazione di una cattedra presso l'Università di Ginevra di docenza dei metodi alternativi, è all'origine di buona parte delle nostre spese. Sono in corso numerose azioni, tutte tese verso il nostro obiettivo finale, ovvero l'abolizione della vivisezione !

Proseguono peraltro gli aiuti alla sterilizzazione dei gatti randagi, ai rifugi svizzeri in difficoltà per via di abbandoni e maltrattamenti. State certi che utilizziamo i vostri doni nel miglior modo possibile.

A nome dei nostri Amici Animali, vi diciamo tutta la nostra immensa gratitudine ed un calorosissimo GRAZIE !

Fatto a Ginevra, 27 marzo 2010

Max Moret, Presidente, in vece della tesoriera Marina Zumkeller, assente per malattia

## Rapporto dei Revisori dei conti 2009

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del BILANCIO e del CONTO PROFITTI E PERDITE al 31 dicembre 2009.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della LEGA SVIZZERA CONTRO LA VIVISEZIONE e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 THÔNEX, controllando le numerosissime pezze giustificative. Abbiamo constatato la loro concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2008, con un disavanzo di CHF 58'424.47.

I revisori dei conti

Anne AGEOUTAY, Laurianne NICOULIN  
Thônex, 17 marzo 2010

► Votazione federale del 7 marzo 2010

## Gli animali non avranno un avvocato

Respinta da oltre il 70,5% dei votanti, l'iniziativa è fallita. Il Consiglio federale vi era fermamente opposto, preferendo puntare sull'informazione, la prevenzione ed i controlli. « Preferire » non vuol dire « fare », sicchè non succederà niente, dato che il Consiglio federale ha già rivolto la sua attenzione verso numerosi altri argomenti che lo preoccupano.

Se la maggioranza della popolazione è stata sensibile esclusivamente alle critiche emesse dai detrattori di questa iniziativa (costi, abusi procedurali, ecc.), forse è anche per colpa della scarsa mobilitazione degli organismi di protezione degli animali. Come se questo argomento non li riguardasse. Sul versante della Protezione svizzera degli animali (PSA), all'origine dell'iniziativa, possiamo deplofare che abbia potuto pensare di vincere questa votazione facendo appello soltanto a VIP ed annunci costosi sulla stampa. Chiaramente è venuta meno la mobilitazione sul terreno di strenui protettori degli animali, il tutto sulla pelle degli animali maltrattati i cui boia continueranno ad incorrere in una semplice multa. È più che probabile che ancora oggi, pochi votanti sappiano che in caso di maltrattamento, un organismo di protezione degli animali non è autorizzato a costituirsi parte civile, diversamente da altri paesi come per esempio la Francia. Nel rispondere a questa critica, la Confederazione e gli oppositori all'istituzione di un avvocato per gli animali, assicuravano che le nuove disposizioni penali avrebbero obbligato le autorità a perseguire penalmente gli autori di maltrattamenti. Lo si è ben visto lo scorso aprile dopo che un gruppo di festaioli ubriachi ha ucciso « *con barbarie* » un agnello rubato in una fattoria giurassiana. Fermati il giorno dopo, hanno dovuto rispondere soltanto di furto e danni alla proprietà.

► Alternative alla sperimentazione animale

## Colture di cellule epatiche umane per sostituire i test di tossicità sugli animali

Un gruppo di ricercatori tedeschi ed americani ha dimostrato che un sistema fondato su colture di cellule epatiche umane consente di testare in modo riproducibile, la tossicità delle sostanze medicamentose nell'arco di due o tre settimane. Poichè le cellule provengono dall'organismo umano, i risultati sono molto più pertinenti di quelli ottenuti con i modelli animali. Non è raro, infatti, che una sostanza di cui non si è potuto dimostrare la dannosità tramite esperimenti sugli animali, risulti nociva per l'organismo umano.

Basandosi su una sostanza modello, l'acetaminofene (APAP)(1), i ricercatori hanno dimostrato che le cellule epatiche danno sempre la stessa risposta quando messe in contatto con questa sostanza : la sintesi delle due proteine presenti nelle cellule, l'urea e l'albumina, è alterata durante le prime ore successive alla messa in contatto delle cellule con la sostanza, per poi tornare alla normale 24 ore (urea) o 72 ore (albumina) dopo il ritiro dell'APAP. Sono stati realizzati quattro cicli di test per una durata complessiva di 20 giorni su uno stesso ceppo di cellule. Ogni volta sono stati ottenuti risultati del tutto paragonabili, il che sta ad indicare che è possibile utilizzare più volte la stessa coltura di cellule epatiche umane per testare successivamente la tossicità di diversi composti.

La validazione di questo sistema consentirebbe pertanto di sostituire gran parte dei test di tossicità *in vivo* (ossia che utilizzano gli animali) con metodi *in vitro* (ossia basati su colture di cellule).

Christel Forré

Articolo tratto dal numero 26, 4/2009, p.295-302, della rivista ALTEX

(1) L'acetaminofene (APAP) o paracetamol rientra nel gruppo di farmaci chiamati analgesici (farmaci contro il dolore) e antipiretici (farmaci contro la febbre).

► Cina

## Undici tigri morte di fame in uno zoo

Degli undici animali già morti nel corso dei primi tre mesi del 2010, sei sarebbero deceduti lo stesso giorno. Due tigri affamate erano già state uccise nel novembre 2009 dopo aver attaccato un custode dello zoo, ha ricordato il Centro di protezione degli animali selvatici di Shenyang. Inaugurato nel 2000, lo zoo di Liaoning (nord-est della Cina) è presentato da agenzie di viaggio on-line come un'istituzione nazionale di primo piano per osservare gli animali selvatici. Lo zoo che in realtà lamenta problemi finanziari da parecchi anni, detiene le tigri in gabbie esigue ed umide.



► Spagna

## Corrida : La tortura non è la cultura

Migliaia di spagnoli hanno manifestato a Madrid il 27 marzo contro la corrida. «La tortura non è la cultura»: scandendo questo slogan denunciavano la volontà della capitale di iscrivere la tauromachia nel suo patrimonio culturale in reazione alle minacce di vietare le corride nel nord-est del paese. Si è trattato della più importante manifestazione mai organizzata a Madrid, roccaforte della Fiesta taurina. Il dibattito sulla corrida ha assunto un'importanza particolare in questi ultimi mesi in Spagna, dopo che il Parlamento della Catalogna ha proceduto a diverse audizioni relativamente alla possibilità di vietare i combattimenti taurini. Queste audizioni facevano seguito ad un'iniziativa legislativa popolare indetta dai potenti ambienti anti-taurini della Catalogna.



15 aprile 2010

## Uno jogurt resta pur sempre uno jogurt

**Danone ritira la richiesta di validazione dei suoi prodotti Actimel e Activia, dopo che l'autorità europea per la sicurezza alimentare (EFSA) ha ritenuto che nessuna prova scientifica consente di dimostrarne la valenza terapeutica.**

Si tratta di un vero e proprio scacco per Danone che non potrà più vantarsi come toccasana per la salute nelle sue campagne pubblicitarie. Questi due prodotti costituiscono oltre il 10% del suo fatturato. Principale concorrente della Danone, anche la Nestlé si è lanciata negli alicamenti da una quindicina d'anni. Basato in Svizzera, il centro di ricerca che occupa 3500 persone nella sua rete « Sviluppo e test di prodotti », ripartite su 17 siti, costituisce il suo principale polo scientifico. Alla stregua della promozione allestita dalle ditte farmaceutiche per le loro ricerche, descrive i suoi centri come « fonte costante di nuove idee e conoscenze scientifiche che alimentano la produzione Nestlé ».



Dunque migliaia di animali sono utilizzati negli esperimenti a caccia di buone idee, con l'obiettivo finale di aumentare il fatturato grazie a latticini di cui si vantano virtù tutte più inutili le une delle altre. Anche la stampa ci mette lo zampino parlando di queste trovate, corredate da previsioni di nuove terapie come per esempio nell'articolo « I batteri, preziosi ingredienti della nostra alimentazione (1) », pubblicato nel 2008 :

«I probiotici, questi alimenti che contengono batteri viventi, avrebbero un effetto benefico. È quanto ha appena dimostrato uno studio sul topo.

Un gruppo comprendente tra l'altro ricercatori di Londra e della Nestlé (Nestlé Research Center, Losanna) si interessa da tempo alla questione. Nel 2006, questi ricercatori avevano sostituito la flora batterica dell'intestino di topi con micro-organismi provenienti da esseri umani. L'effetto, alquanto devastante, aveva coinvolto diversi aspetti del metabolismo di questi poveri topi. Quest'anno questo team ci riprova aggiungendo alla razione alimentare dei topi un battere presente nell'intestino



5 maggio 2010

## Novartis dovrà pagare

La ditta farmaceutica si è impegnata a versare 72,5 milioni di dollari per por termine alle cause intentate dal Dipartimento americano della giustizia (DoJ). Novartis era accusata di affermazioni fallaci nel marketing del suo farmaco Tobi contro le fibrosi cistiche, dopo averlo commercializzato per utilizzazioni non approvate dalle autorità. « I laboratori farmaceutici non devono fare la promozione dei propri farmaci per utilizzazioni di cui non è stato dimostrato che sono sicure ed efficaci », ha commentato un responsabile del DoJ.

umano. Questa volta gli effetti sono piuttosto benefici e soprattutto molto marcati, stando ai risultati pubblicati dalla rivista Molecular Systems Biology. Dop due settimane di questo trattamento, i ricercatori hanno analizzato una serie di marcatori del metabolismo, negli escrementi, nell'urina, nel sangue e nel fegato. I ricercatori sperano che il loro studio sbocchi in terapie nuove improndate sui probiotici ».

Due anni dopo, nessuna terapia nuova è scaturita da questi esperimenti inutili sui topi, il che non impedisce però alla Nestlé di portare avanti i suoi esperimenti, di cui alcuni finanziati con contributi pubblici provenienti dall'UE !

(1) [http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieux-ingrédients-de-notre-alimentation\\_14272/](http://www.futura-sciences.com/fr/news/t/medecine/d/les-bacteries-precieux-ingrédients-de-notre-alimentation_14272/)

► Danimarca

## Una giornalista avvelena 12 pesci: assolta

Non è soltanto nei laboratori che si praticano esperimenti imbecilli. Per dimostrare la tossicità di uno shampoo, una giornalista danese della televisione pubblica DR ha trovato molto interessante vuotarne un campioncino in un acquario che conteneva 13 pesci, 12 dei quali sono morti nel giro di tre giorni. Un veterinario aveva denunciato la giornalista per aver inflitto sofferenze inutili ai pesci e per violazione delle leggi sulla protezione degli animali sottoposti a sperimentazioni. Inizialmente riconosciuta colpevole da un tribunale danese nel 2009, la giornalista aveva fatto appello reclamando l'assoluzione. Ed ha vinto nel marzo 2010. La Corte d'appello di Copenaghen ha concluso che il test praticato «non rientra nello spettro della Convenzione europea sulla protezione degli animali sottoposti ad esperimenti di laboratorio». Hanno inoltre ritenuto che «non sussistono prove sufficienti che abbia cagionato angosce e sofferenze nei pesci». La giornalista si è dichiarata «molto felice di questa decisione di giustizia chiarissima. Si tratta di una grande vittoria per la libertà professionale dei giornalisti. Non sono un boia di pesci e non ho infranto le regole di protezione degli animali, come evidenziato nella sentenza».



Tratto dal video della trasmissione danese "Kontant" in cui la giornalista Lisbeth Koelster ha avvelenato i pesci nel 2004

# Gli sproloqui di Christopher Anderegg

**Immancabilmente ogni primavera, il Dott. Anderegg è colto da un'irresistibile febbre e distribuisce ovunque possibile opuscoli ed annunci «contro» la sperimentazione animale. Come per la vegetazione che ci circonda, la linfa gli sale forse al cervello? Quest'anno, il bersaglio della sua campagna è cambiato: non si tratta più dei suoi ex-colleghi vivisettori bensì degli organi di protezione degli animali, colpevoli secondo lui di sostenere i metodi detti alternativi, o sostitutivi.**

I suoi colleghi, indubbiamente felici di essersi sbarazzati di lui, si rallegreranno al tempo stesso di saperlo schierato a favore della «protezione degli animali».

Pentito di aver trascorso innumerevoli anni segregato in un laboratorio, il Dott. Anderegg soffre di essere l'unica persona a fare tutto giusto quando si tratta di combattere la sperimentazione animale. E dunque, alla stregua di Don Quichotte, pubblica da anni una mole considerevole di annunci ed opuscoli, nonché la sua terribile lista nera «degli organismi di protezione degli animali in Svizzera che tengono alle «3R» e promuovono o finanziato «metodi alternativi» equivalenti agli esperimenti sugli animali».

Nell'elenco troviamo l'**ATRA, Animalfree Research, la Fondazione per l'Animale in Diritto** (TIER), naturalmente la **LSCV**, i **Medici per la Protezione degli Animali in Medicina** (ATM), la **Protezione Svizzera degli Animali** (PSA), la **Società Protettrice degli Animali Zurighese** (Zürcher Tierschutz), la Società per la **Protezione degli Animali del Canton Vaud** (SVPA), il **Tierschutzbund, D&uuml;mmendorf**, il **Tierschutzbund di Basilea, Tierrechts-Signet**, il **VETO** e **Vier Pfoten**.

Il Dott. Anderegg conclude l'elenco affermando: «E' già abbastanza difficile lottare contro la propaganda del lobby

della sperimentazione animale. Ma quello che è ancor più riprovevole è che le organizzazioni per la protezione degli animali considerano gli esperimenti sugli animali come un metodo utile e necessario che non si può abolire ma soltanto ridurre e sostituire con «metodi alternativi» equivalenti - e dunque altrettanto inutili e inattendibili. L'Associazione per l'Abolizione degli Esperimenti sugli Animali è l'unica organizzazione opposta alla sperimentazione animale in Svizzera a rifiutare categoricamente la truffa delle 3R ed i metodi alternativi ingannevoli che le sono associati».

Che sollievo! Per fortuna ci sono il Dott. Anderegg e la famosa Associazione per l'Abolizione degli Esperimenti sugli Animali. Non foss'altro che per aver affermato che la LSCV sostiene le 3R, questo individuo meriterebbe di essere trascinato in tribunale per diffamazione. Per il momento però privilegiamo una via più rapida: informare i protettori degli animali che gli inviano doni. Pensavano sinceramente di sostenere azioni costose - come per esempio pubblicazione di inserzioni sulla stampa, distribuzione a tappeto di centinaia di migliaia di opuscoli - il cui unico obiettivo è denigrare organismi attivi nella protezione degli animali?

Una campagna di inserzioni infarcite di informazioni errate o superate

## «La protezione degli animali si sbaglia: Alternative alla sperimentazione animale»

«Ciò che molte amiche e amici degli animali non sanno: A causa dei metodi alternativi come le colture di cellule e tessuti animali, gli esperimenti sugli animali vengono ripetuti e perpetuati».

Per sfornare questo opuscolo, il Dott. Anderegg non ha avuto paura di ricorrere a vecchi trucchi grossi come una casa. Forse ha pensato che comunque la maggior parte dei donatori potenziali non capiscono niente di sperimentazione animale o metodi alternativi. Sicuramente ce ne sono tra di loro che sono del tutto pronti ad aprire il portafoglio per sostenere le sue azioni per qualche anno!

Alla lettura del suo libello, si resta a bocca aperta davanti a tante assurdità e false informazioni. Sarebbe bene far presente al Dott. Anderegg che non siamo più ai tempi



in cui si trucidavano i topi. Dal 1988, la ricerca, soprattutto in materia di metodi sostitutivi, si è evoluta. Gli scienziati impegnati in queste metodologie non lavorano con cellule animali ma cellule umane provenienti, per esempio, da biopsie effettuate in ospedale. Ben inteso numerosi sono i ricercatori che tuttora utilizzano cellule animali per i loro esperimenti, ma sono gli stessi che utilizzano anche animali vivi. Questi ricercatori non presentano il minimo interesse. Ciò detto, il Dott. Anderegg ci riserva ancora qualche sorpresa nel suo opuscolo :

**« Secondo la statistica, il numero di animali da laboratorio utilizzati ogni anno in Svizzera è diminuito del 40% tra il 1990 e il 2008. L'industria, le autorità e persino certe organizzazioni per la protezione degli animali asseriscono che questa diminuzione è da ricondurre all'impiego dei metodi alternativi come le colture di cellule e tessuti animali. È vero? »**

Quello che è vero è che da 8 anni il numero di animali aumenta anno dopo anno. Nel 2009, i laboratori hanno utilizzato lo stesso numero di animali che nel 1996 !

Nel contempo, se effettivamente il numero di animali utilizzati è andato costantemente diminuendo tra il 1983 ed il 2000, ciò è dovuto in parte al fatto che nel 1983, essendo la legge sulla protezione degli animali appena entrata in vigore, nei laboratori si faceva ancora di tutto e di più. Col passare degli anni, un certo numero di direttive federali hanno costretto le autorità cantonali ad assumere personale sufficientemente competente da capire gli scopi ed obiettivi degli esperimenti e dunque disciplinare l'utilizzazione di animali. Parallelamente, molti scienziati hanno

cominciato ad utilizzare metodi alternativi durante gli studi preliminari per sottrarsi alle nuove prescrizioni amministrative, poiché l'utilizzazione di questi metodi non era subordinata né a domanda di autorizzazione né a tasse amministrative. Dunque sì, le colture cellulari hanno contribuito alla riduzione del numero di animali vivi utilizzati ma questa evoluzione non è stata orientata da motivazioni etiche o scientifiche, bensì esclusivamente pratiche ed economiche.

di riacclimatazione e soprattutto si dovrebbe individuare un esperimento che richieda animali della stessa età, della stessa stirpe, per di più nello stesso laboratorio in quanto trasferire animali da uno stabulario ad un altro è praticamente impossibile per via delle normative sanitarie. Per parlare chiaramente, tranne qualche esperimento che richiede l'utilizzazione di topi transgenici costosi, il « riciclaggio » di animali risulterebbe molto più costoso che ucciderli e comprarne altri quando necessario.

**« La diminuzione è da attribuire anche al riciclaggio degli animali da laboratorio a fini dirisparmio. Dato che l'allevamento, il mantenimento, le cure e l'eliminazione degli animali da laboratorio diventano sempre più costosi, si utilizza un solo animale in più esperimenti invece di più animali in un esperimento. Per l'industria e le autorità tale riciclaggio figura sotto il nome di pianificazione ottimizzata degli esperimenti».**

Il concetto dell'animale costoso è un'invenzione degli ambienti scientifici per affermare che se si utilizzano animali, «è perché veramente non si può fare altrimenti».

E se la legislazione svizzera consente effettivamente di riutilizzare un animale in un altro esperimento, questo è possibile a determinate condizioni. Comunque sia, la riutilizzazione di animali praticamente non esiste nel nostro paese per un motivo piuttosto semplice :

- 1) nella maggior parte dei casi gli animali sono uccisi alla fine degli esperimenti per effettuare prelievi per analisi
- 2) riciclare animali necessiterebbe un periodo

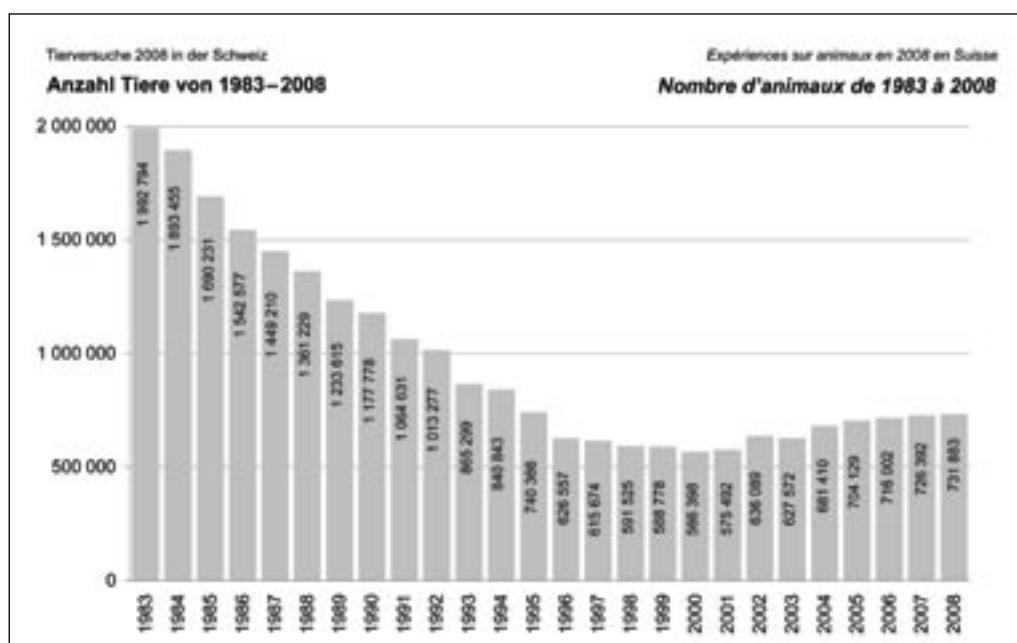
**« Che i metodi alternativi non conducano ad alcuna diminuzione degli esperimenti sugli animali, lo dimostra il cantone universitario di Zurigo, dove - contrariamente al cantone industriale di Basilea- gli esperimenti sugli animali non possono essere trasferiti all'estero. Così fra il 1990 e il 2008 il cantone di Zurigo non registrava una diminuzione del numero di animali utilizzati ogni anno, bensì un aumento del 90% ».**

Già da anni il Dott. Anderegg divulgava questo annuncio accontentandosi di aggiornare le cifre. Ma in quello precedente si può leggere:

**« tra il 1989 ed il 2003 nel cantone di Zurigo non si è osservata alcuna diminuzione del numero di animali utilizzati ogni anno, bensì un incremento del 120% ».**

A prima vista, il Dott. Anderegg sembra intrattenere rapporti difficili non solo con la terra intera ma anche con le cifre. Se tra il 1989 ed il 2003 l'incremento del numero di animali utilizzati è stato del 120%, che tra il 1990 ed il 2008 è soltanto del 90%, bisognerà che ci spieghi come è mai possibile che il cantone di Zurigo non abbia registrato «alcuna diminuzione del numero di animali utilizzati ogni anno» !

Comunque sia, l'esempio è assurdo. I poli lemanici (Vaud e Ginevra) e zurighesi si sferrano una guerra di prestigio per accogliere il maggior numero di ricercatori nel campo delle scienze della vita. Le università di Ginevra o Losanna sarebbero ben contente di registrare un aumento del 120% degli animali utilizzati in quanto significherebbe molte pubblicazioni scientifiche, molti apporti di fondi esterni, una reputazione ancor più prestigiosa, ecc.. Peraltra il Consiglio federale ha appena incrementato i finanziamenti per la ricerca di diverse centinaia di milioni, di cui 200 milioni stanziati principalmente per la ricerca medica. Ne consegue che fintanto che si nega il sostegno a nuovi metodi ricerca, il numero animali utilizzati è ben lontano dal diminuire.



Il Dott. Anderegg ha peraltro una visione molto antiquata dalla ricerca medica: a sinistra le università, a destra l'industria «chimico-farmaceutica», ossia Roche e Novartis. Per caso sa che un cantone come Ginevra ospita non solo un'università che pratica la sperimentazione animale ad alte dosi, ma anche la ditta Merk Serono, la terza più grossa ditta farmaceutica del paese? Che un cantone come Vaud che ospita un'università ed un politecnico, accoglie anche filiali di Novartis e Nestlé ? Per quanto riguarda gli esperimenti effettuati sulle scimmie presso l'Università di Friborgo, è Novartis a dirigere la fase clinica di un anticorpo derivato da questi esperimenti. Quanto al cantone di Zurigo, dopo che il Tribunale federale ha confermato nell'ottobre 2009 il divieto di due esperimenti su scimmie, uno degli scienziati ha lasciato l'EPF di Zurigo con le sue scimmie e ripreso gli esperimenti in Germania !

**« I ricercatori che sviluppano i metodi alternativi considerano la sperimentazione animale come utile e necessaria. Operano perciò per la maggior parte con cellule, tessuti e organi prelevati da animali uccisi in laboratorio o nei macelli, e ripetono per anni i presunti esperimenti sugli animali destinati ad essere sostituiti, allo scopo di compararli con i metodi alternativi.**

**Gli esperimenti sugli animali, quindi, né vengono diminuiti, né sostituiti, ma perpetuati dai metodi alternativi. Sebbene i metodi alternativi nuoccano chiaramente alla protezione degli animali, essi vengono promossi e finanziati da numerose organizzazioni per la protezione degli animali in Svizzera ».**

Almeno con il Dott. Anderegg, non rischiamo di ingarbugliarci in ipotesi azzardate : tutti gli scienziati sono fondamentalmente malvagi. E sa anche con altrettanta certezza e precisione cosa passa per la mente dei ricercatori e perché fanno certe cose.

Per fortuna, la LSCV incontra ricercatori che sviluppano metodi alternativi e pensano che la sperimentazione animale è inutile e pericolosa per la salute umana. Questi ricercatori mettono a punto metodi sostitutivi che si avvalgono di materiale (in vitro) o di dati umani (in silico) per la ricerca medica. La LSCV sostiene finanziariamente i lavori di questi ricercatori grazie ai quali è possibile studiare le patologie umane.

Comunque sia, una coltura cellulare, che utilizzi tessuti animali o umani, è un metodo alternativo alla sperimentazione animale, in quanto per definizione è ritenuto tale qualsiasi

## Chi è il Dott. Anderegg ?

**Alla lettura degli articoli che gli sono dedicati, si viene a scoprire che il Dott. Anderegg ha studiato negli Stati Uniti e nel corso del suo iter universitario ha svolto ricerche nella prospettiva del clonaggio dei mammiferi. Dopo un dottorato in biologia e medicina, arriva in Svizzera nel 1987 e lavora come ricercatore presso il Politecnico di Zurigo che gli affida un posto a Füllinsdorf (BL) dove ci sono in particolare topi, ratti, conigli, scimmie e cani destinati alla sperimentazione animale.**

Per un anno e mezzo porta avanti lo stesso tipo di ricerche che negli Stati Uniti. Dopo aver sperimentato circa 3000 animali tra il 1979 ed il 1988, abbandona la ricerca ed assume la direzione, nel 1996, dell'Associazione per l'abolizione degli esperimenti sugli animali.

Sul suo sito internet, dichiara: « *In qualità di presidente dell'Associazione per l'abolizione degli esperimenti sugli animali, faccio distribuire opuscoli nelle cassette delle lettere, indico campagne di affissione e faccio pubblicare inserzioni sui giornali* ». Per quanto ne sappiamo, è più o meno tutto quello che fa. Spulcia gli articoli di stampa alla ricerca di citazioni che possono discreditare i protettori degli animali che non trovano grazia ai suoi occhi. Incoraggia i lettori a comunicargli gli articoli che magari gli sono sfuggiti. Dato che numerosi giornalisti deformano le dichiarazioni per renderle più spettacolari o per orientare la lettura dell'articolo da loro scritto, non è un esercizio troppo difficile. È così che sul suo sito internet critica ferocemente un certo numero di persone tra cui Claudia Mertens o Gieri Bolliger. Si tratta di due rappresentanti della protezione degli animali della commissione zurighese sulla sperimentazione animale, ai quali dobbiamo l'interdizione definitiva, ordinata

dal Tribunale federale nell'ottobre 2009, di praticare due esperimenti su scimmie. In questo caso, come peraltro nella maggior parte dei casi, l'attività del Dott. Anderegg è stata totalmente invisibile. Per la sua attività, il Dott. Anderegg dichiarava nel maggio 2000 uno stipendio mensile di Fr 6'000--. Ignoriamo a quanto ammonti dieci anni dopo, ma i suoi donatori apprezzeranno. Nelle sue campagne, i donatori sensibili alla causa animale sono i suoi bersagli di predilezione. Eppure non sembra molto interessato dalla protezione degli animali. Il 15 dicembre 2006, in un intervento relativo alla sua campagna contro il Telethon, scriveva:

« *La signora R. mi rimprovera di provare un'eccessiva compassione per gli animali, e di provare scarsa empatia per gli esseri umani. Con la presente affermo che è assolutamente il contrario. Non c'è una parola nè nei manifesti, nè nei miei messaggi, nè nelle mie inserzioni, nè sul mio sito internet che testimoni della mia compassione per gli animali e le sofferenze che subiscono nei laboratori. Nella mia lotta contro la sperimentazione animale, metodo che ho personalmente praticato per undici anni, mi sono preoccupato unicamente delle sofferenze dei malati (...)»*

Così almeno le cose sono chiare.

metodo che sostituisce l'utilizzazione di un animale vivo. Si può essere, a ragione, contrari all'utilizzazione di cellule animali, per il fatto che i risultati ottenuti con questa metodologia sono altrettanto pericolosi per la salute umana che quelli ottenuti su animali vivi. Ciò non toglie che associare colture di cellule animali e metodi alternativi, come fa il Dott. Anderegg, è particolarmente disonesto.

Non solo: anche particolarmente incoerente. Se ci chiediamo cosa propone esattamente quando parla di « metodi utili ed affidabili applicabili direttamente agli umani », possiamo trovare qualche risposta nel suo opuscolo di una quarantina di pagine, intitolato « *Uno sguardo critico sulla sperimentazione animale* », scritto nel 2006

in collaborazione con altri cinque autori e scaricabile dal suo sito internet. A pagina 22, si può leggere:

« *Invece, le colture di cellule e tessuti in vitro sono mezzi di ricerca particolarmente efficaci* » (!)

E:

« *Quanto ai vaccini, alcuni ricercatori hanno scoperto già nel 1949 che i vaccini estratti da colture cellulari umane non solo sono più efficaci, più sicuri e meno onerosi rispetto a quelli estratti dai tessuti di scimmia, ma escludono anche il grave pericolo di contaminazione da virus animali. La sicurezza dei vaccini peraltro è stata migliorata sostituendo i numerosi test sugli animali con tecniche di colture cellulari, molto più sensibili ed attendibili* ».

Senza commento.

Sélection de projets (format F4) du concours d'affiche « Pour le remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives ». La totalité des projets F4 reçus et leur déclinaison F12 sont visibles à l'adresse [www.lscv/news/concours\\_2010.ch](http://www.lscv/news/concours_2010.ch)

Auswahl von Projekten (Format F4) des Plakatwettbewerbs „Für den Ersatz von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden“. Die gesamten eingegangenen Projekte im Format F4 und ihre Anpassung im Format F12 können unter [www.lscv/news/concours\\_2010.ch](http://www.lscv/news/concours_2010.ch) eingesehen werden.



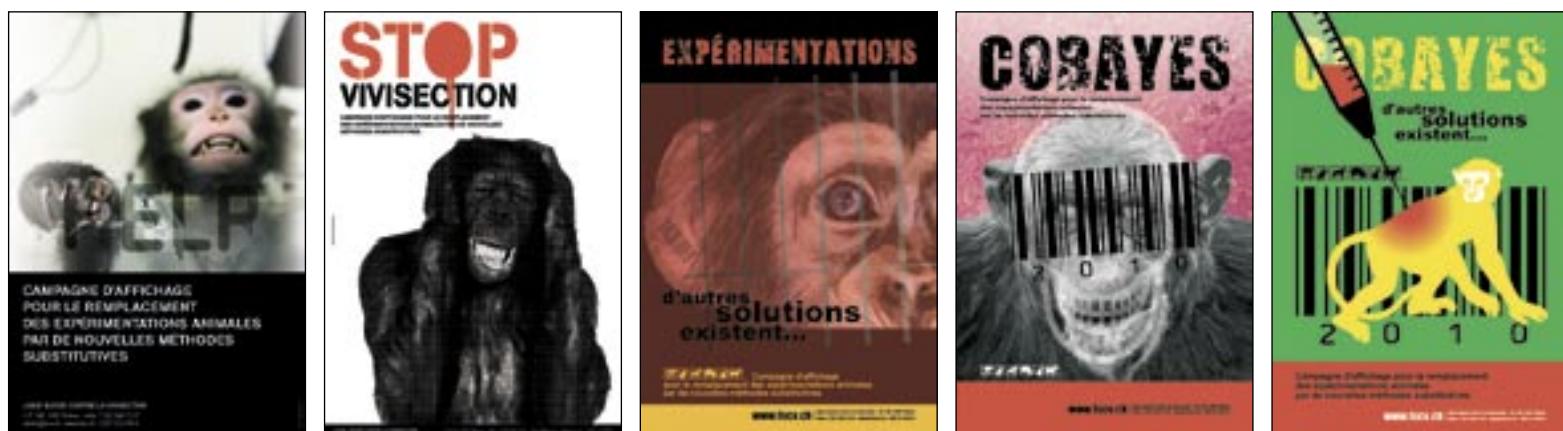
Pierrick Gugic - Angers (F)



Julia Bruderer - Zürich (CH)



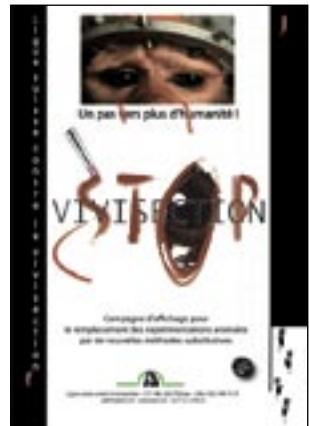
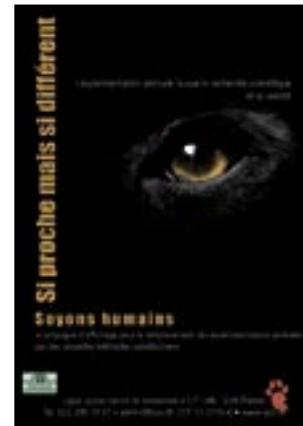
Yannick Vogler - Genève (CH)



Fabien Cuffel - Genève (CH), agence Fresh-design

Pierre-Alain Zollinger - La chaux-de-Fonds (CH)

Selezione di progetti (formato F4) del concorso per il manifesto « Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi »  
Tutti i progetti F4 ricevuti e la loro presentazione in F12 sono visibili all'indirizzo: [www.lscv/news/concours\\_2010.ch](http://www.lscv/news/concours_2010.ch)

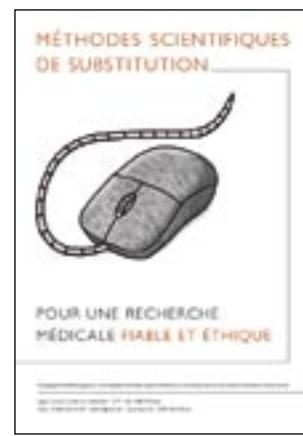
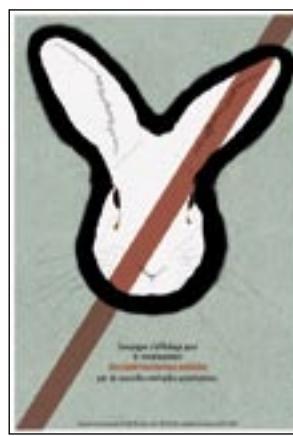


Simon Küffer - Bern (CH)

Laura Brenni - Paris (F)

Sandra Husistein - Genève (CH)

Arun Chanson - Genève (CH)



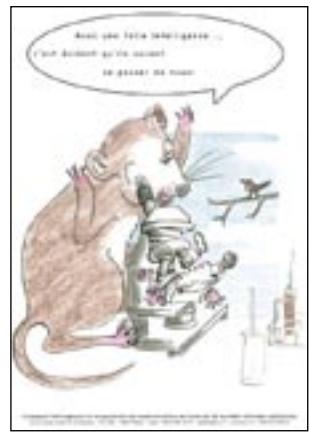
Berg Matthias - Zürich (CH)

Nathalie Zwimpfer - Basel (CH)

Nicolas Thut - Vaud (CH)

Marie-Eve Racine - Neuchâtel (CH)

Wolf &amp; Fahrni Berg - Zürich (CH)



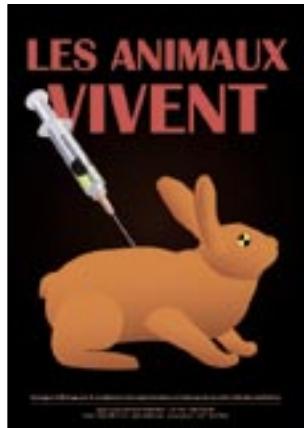
Monika Schneiter - Winterthur (CH), Women et Work GmbH

Claire Brenner - Genève (CH)



Silvio Meier - Zürich (CH)

José Couzy - Paris (F)



Davide Di Colloredo - Roma (IT), agence dichi nonazienda

Yasmine Abolis &amp; Renato Cramer - Zurich (CH), agence Deux-pièce



Silvan Kälin - Zürich (CH)

